

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
République Algérienne Démocratique et Populaire

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXECUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم والتنفيذ

المحاسبي للميزانيات

RECUEIL DES
CIRCULAIRES
& INSTRUCTIONS

2013

الجمهــورية الجزــائرية الــديمقــراطــية الشــعــبية
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم والتنفيذ

المحاسبي للميزانيات

**RECUEIL
DES CIRCULAIRES
ET INSTRUCTIONS**

2013

Imprimé par :
Sarl Laser Plus
Zone d'activité - Lot N° 17 A, Ain Benian - Alger - Algérie
E-mail: laserplus.lp@gmail.com
Tél.: 021 30 25 54 Fax: 021 30 63 13

S O M M A I R E

N°	Date	Objet	Page
CIRCULAIRES			
01	05/02/2013	Paiement des pensions des ayants droit des moudjahidine et chouhada.	09
02	06/02/2013	Revalorisation du montant des pensions concédées au titre de la guerre de libération nationale.	11
03	11/03/2013	Codification des ordonnateurs du budget de l'Etat.	17
04	03/04/2013	Revalorisation du montant des pensions militaires.	18
05	30/04/2013	Dépôt au Trésor de la caution des intermédiaires d'assurances.	25
06	28/05/2013	Revalorisation du montant des pensions concédées au titre de la guerre de libération nationale.	26
07	03/06/2013	Loi n° 99-07 du 05 avril 1999 relative au moudjahid et au chahid, notamment ses articles 24 et 25.	27
08	22/10/2013	Codification des Postes Comptables.	29
09	03/12/2013	Codification des Postes Comptables.	31
10	30/12/2013	Centralisation des opérations comptables.	33
INSTRUCTIONS			
01	15/01/2013	Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.109 « Fonds de lutte contre la désertification et le développement du pastoralisme et de la steppe»	37
001	15/01/2013	Prorogation du délai de clôture des engagements et des ordonnancements et mandatements des dépenses liées au déroulement des élections locales (APC/APW) du 29 novembre 2012.	39
02	15/01/2013	Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.126 « Fonds spécial d'appui aux éleveurs et petits exploitants agricoles»	41
03	17/02/2013	Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.100 « Fonds National routier et autoroutier»	43
04	27/02/2013	Gestion par les walis du programme de réalisation de marchés de proximité au profit des jeunes.	45
05	06/03/2013	Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-014 intitulé : « Fonds de développement de l'art, de la technique et de l'industrie cinématographiques».	47
06	11/03/2013	Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-093 intitulé : « Fonds de soutien aux organes de presse écrite, audiovisuels et électroniques et aux actions de formation et de perfectionnement des journalistes et intervenants dans les métiers de la communication ».	49
07	25/03/2013	Détermination des résultats des budgets non réglés et leur affectation au compte permanent de l'avoir et découvert du Trésor. (Exercice 2010)	51

S O M M A I R E (SUITE)

08	26/03/2013	Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-079 intitulé : « Fonds national de l'eau ».	54
09	26/03/2013	Clôture du compte d'affectation spéciale n°302.132«Fonds de bonification du taux d'intérêt sur les crédits accordés aux ménages pour l'acquisition, la construction et l'extension d'un logement, ainsi qu'aux promoteurs immobiliers dans le cadre des programmes soutenus par l'Etat»	57
10	26/03/2013	Clôture du compte d'affectation spéciale n°302.090 «Fonds de promotion de la formation professionnelle continue»	59
11	26/03/2013	Nomenclature du compte n° 201.005 «produits des douanes »	61
12	03/04/2013	Création de lignes au sein du compte d'affectation spéciale n°302.062 “bonification du taux d'intérêt”	63
13	07/04/2013	Clôture du compte d'affectation spéciale n°302.132 « Fonds de bonification du taux d'intérêt sur les crédits accordés aux ménages pour l'acquisition, la construction et l'extension d'un logement, ainsi qu'aux promoteurs immobiliers dans le cadre des programmes soutenus par l'Etat ».	65
14	09/04/2013	Détermination des résultats des budgets non réglés et leur affectation au compte permanent de l'avoir et découvert du Trésor (exercice 2010)	66
15	09/04/2013	Modalités de répartitions des ressources du fonds de revenu complémentaire (F R C).	67
16	11/04/2013	Clôture du compte d'affectation spéciale n°302.127 «Fonds national de préparation et d'organisation du festival culturel panafricain 2009»	69
17	29/04/2013	Gestion comptable et financière des établissements pour enfants assistés.	71
18	29/04/2013	Gestion comptable et financière des établissements d'éducation et d'enseignement spécialisés pour enfants handicapés.	72
19	30/04/2013	Comptabilisation du produit de la taxe sur les pneus neufs importés et du produit de la taxe sur les huiles, lubrifiants et préparations lubrifiantes importés.	73
20	30/04/2013	Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-103 intitulé : « Fonds de régulation des recettes ».	75
21	02/06/2013	Clôture du compte d'affectation spéciale n°302.090 « Fonds de promotion de la formation professionnelle continue ».	77
22	06/06/2013	Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-138 intitulé : « Fonds de lutte contre le cancer ».	78
23	30/06/2013	Création de lignes au sein du compte n°201-005 « produits des douanes ».	80
24	30/07/2013	Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-080 intitulé : «Fonds national d'aide à la pêche artisanale et à l'aquaculture»	81
25	09/09/2013	Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-091 intitulé : « Fonds de promotion de l'apprentissage et de la formation professionnelle continue ».	83

S O M M A I R E (SUITE)

26	18/09/2013	Nomenclature du compte n°201-006 « produits et revenus des domaines ».	85
27	18/09/2013	Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-117 intitulé : « Fonds national de soutien au micro -crédit ».	87
28	26/09/2013	Gestion comptable et financière de l'Ecole Nationale des Douanes ;Création du sous-compte n°128 au sein du compte 402 003 « Etablissements publics nationaux -service financier- ».	90
29	26/09/2013	Réaménagement de la structure du compte d'affectation spéciale n° 302-069 intitulé : « Fonds spécial de solidarité nationale ».	92
30	20/11/2013	Gestion comptable de l'université de Blida 2.- Crédit au sein du sous-compte n° 70 au sein du compte 402 001 « Wilaya et Etablissements de wilaya –service financier- ».	95
31	21/11/2013	Coopération financière Algero-Belge.- ouverture de lignes au sein des comptes n°335-025 et n°432-103	97

CIRCULAIRES

الجمهـوريـة الـجزـائـرـيـة الـديمقـراـطـيـة الشـعـبـيـة
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المالي للميزانيات

===== CIRCULAIRE N° 01 DU 05/02/2013 =====

OBJET : Paiement des pensions des ayants droit des moudjahidine et chouhada.

REFER : Loi n°99-07 du 05 Avril 1999 relative au moudjahid et au chahid, notamment ses articles 24 et 25.

-Envoi n°04/MM/DP/2013 du 03 Janvier 2013 du Ministère des Moudjahidine.

Dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions des articles 24 et 25 de la loi n°99-07 du 05 Avril 1999, relative au Moudjahid et au Chahid, la présente circulaire a pour objet de préciser les documents de contrôle exigibles pour le règlement des pensions concernées par ces articles.

Article 24 : «Enfants mineurs et filles non mariées célibataires sans aucun revenu»

• Pour les mineurs :

- Acte de naissance.

• Pour les filles :

- Certificat de célibat ou de non remariage ;
- Certificat de non affiliation à la CNAS ou un certificat d'affiliation à la CNAS portant la mention organisme déclarant(Moudjahidine) ;
- Certificat de non affiliation à la CASNOS ;
- Certificat de non perception d'une retraite de la CNR ;
- Certificat de non perception d'une retraite de la CASNOS ;
- Certificat de non imposition.

Article 25 : «Filles de chahid célibataires, divorcées ou veuves et fils de chahid sans emploi ni revenu».

• Pour les filles :

- Certificat de célibat ou de non remariage.

• Pour les fils :

- Certificat de non affiliation à la CNAS ou un certificat d'affiliation à la CNAS portant la mention organisme déclarant (Moudjahidine) ;
- Certificat de non affiliation à la CASNOS ;
- Certificat de non perception de retraite de la CNR ;
- Certificat de non perception de retraite de la CASNOS ;
- Certificat de non imposition.

En outre, il y a lieu de noter que les pensionnés au titre des articles 24 et 25 précités, sont assurés par les services du Ministère des Moudjahidine à partir de l'exercice 2012.

Les affiliés bénéficiant de l'attestation délivrée par la Caisse Nationale des Assurances Sociales-CNAS-portant mention « Moudjahidine », ouvrent droit au paiement des pensions sus citées.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente circulaire.

Signé : M. K. LAKHDARI
*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Trésorerie Principale.
- Trésoreries de Wilaya.

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances.
- Inspection des Services Comptables.
- Direction des Pensions au Ministère des Moudjahidine.
- Agence Comptable Centrale du Trésor.
- Directions Régionales du Trésor.
- Trésorerie Centrale.

الجمهـوريـة الـجزـائـرـيـة الـديمقـراـطـيـة الشـعـبـيـة
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المالي للميزانيات

===== CIRCULAIRE N° 2 DU 02/02/2013 =====

OBJET : Revalorisation du montant des pensions concédées au titre de la guerre de libération nationale.

REFER : Loi n° 99-07 du 05 avril 1999, relative au Moudjahid et au chahid.

- Décret exécutif n° 12- 440 du 26 décembre 2012 modifiant et complétant le décret exécutif n° 08-155 du 26 Mai 2008 modifié et complété portant revalorisation du montant des pensions concédées au titre de la guerre de libération nationale des moudjahidine, des victimes civiles et des victimes d'engins explosifs ainsi que leurs ayants droit.
- Circulaire n° 05- du 15 /07/ 2008.

Les dispositions du décret exécutif visé en référence ont revalorisé les pensions des moudjahidine et ayants droit de chouhada et de moudjahidine, des victimes civiles et des victimes d'engins explosifs ainsi que leurs ayants droit.

Les montants mensuels de ces pensions ainsi que les échéances de leur règlement sont fixés conformément au tableau figurant en annexe de la présente circulaire.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente circulaire.

Signé : M. K. LAKHDARI
*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Trésorier Principale.
- Trésoreries de wilaya.

Pour information :

- Cour des comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Ministère des Moudjahidine
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale du Budget
- Directions Régionales du Trésor
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorier Central.

TABLEAU FIXANT LES MONTANTS MENSUELS PAR NATURE DES PENSIONS

I. LES INVALIDES :

NATURE DES PENSIONS	MONTANT MENSUEL A SERVIR A COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2013 EN DINARS ALGERIENS	MONTANT MENSUEL A SERVIR A COMPTER DU 1^{ER} JUILLET 2013 EN DINARS ALGERIENS
Grand invalide handicapé permanent aveugle ou amputé de deux membres et plus ou paraplégique, ou amputé d'un membre à moignon court impossible à appareiller suite à sa participation à la révolution de libération nationale assisté d'une tierce personne (catégorie 4)	Pension principale : 86.000 Majoration tierce personne : 9.000 Allocation spéciale : 2000 Total : 97.000	Pension principale : 86.000 Majoration tierce personne : 9.000 Allocation spéciale : 2000 Total : 97.000
Grand invalide handicapé permanent amputé d'un membre appareillable ou présentant une impotence fonctionnelle d'un ou de plusieurs membres suite à de graves blessures survenues pendant la révolution de libération nationale assisté d'une tierce personne (catégorie 3)	Pension principale : 46.000 Majoration tierce personne : 9.000 Allocation spéciale : 2000 Total : 57.000	Pension principale : 46.000 Majoration tierce personne : 9.000 Allocation spéciale : 2000 Total : 57.000
Grand invalide handicapé permanent atteint de blessures ou de maladies graves durant la révolution de libération nationale, dont les séquelles se sont aggravées (catégorie 2)	Pension principale : 38.000 Allocation spéciale : 2000 Total : 40.000	Pension principale : 38.000 Allocation spéciale : 2000 Total : 40.000
Grand invalide handicapé permanent atteint de blessures ou de maladies dont l'invalidité s'est aggravée durant la révolution de libération nationale, (catégorie 1)	Pension principale : 33.000 Allocation spéciale : 2000 Total : 35.000	Pension principale : 33.000 Allocation spéciale : 2000 Total : 35.000
Grand invalide handicapé permanent assisté d'une tierce personne (pour les moudjahidine classés dans cette catégorie par les dispositions du décret exécutif n° 01-146 du 6 juin 2001)	Pension principale : 33.000 Majoration tierce personne : 9.000 Allocation spéciale : 2000 Total : 44.000	Pension principale : 33.000 Majoration tierce personne : 9.000 Allocation spéciale : 2000 Total : 44.000

NATURE DES PENSIONS	MONTANT MENSUEL A SERVIR A COMPTER DU 1 ^{ER} JANVIER 2013 EN DINARS ALGERIENS	MONTANT MENSUEL A SERVIR A COMPTER DU 1 ^{ER} JUILLET 2013 EN DINARS ALGERIENS
Grand invalide handicapé permanent taux d'invalidité 100%	24 100	24 100
Grand invalide handicapé permanent taux d'invalidité 95%	22 100	22 100
Grand invalide handicapé permanent taux d'invalidité 90%	20 100	20 100
Grand invalide handicapé permanent taux d'invalidité 85%	18 100	18 100
Grand invalide taux d'invalidité 80%	16 700	16 700
Invalide au taux de 75%	13 500	13 500
invalide au taux de 70%	12 600	12 600
invalide au taux de 65%	11 700	11 700
invalide au taux de 60%	10 800	10 800
invalide au taux de 55%	9 900	9 900
invalide au taux de 50%	9 000	9 000
invalide au taux de 45%	8 100	8 100
invalide au taux 40%	7 200	7 200
invalide au taux 35%	6 300	6 300
invalide au taux de 30%	5 400	5 400
invalide au taux de 25%	4 500	4 500
invalide au taux de 20%	3 600	3 600
invalide au taux de 15%	2 700	2 700
invalide au taux de 10%	1 800	1 800

II. VICTIMES CIVILES ET VICTIMES D'ENGINS EXPLOSIFS

NATURE DES PENSIONS	MONTANT MENSUEL A SERVIR A COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2013 EN DINARS ALGERIENS	MONTANT MENSUEL A SERVIR A COMPTER DU 1^{ER} JUILLET 2013 EN DINARS ALGERIENS
Victimes civiles et victimes d'engins explosifs taux d'invalidité 100%	18 000	18 000
Victimes civiles et victimes d'engins explosifs taux d'invalidité 95%	17 100	17 100
Victimes civiles et victimes d'engins explosifs taux d'invalidité 90%	16 200	16 200
Victimes civiles et victimes d'engins explosifs taux d'invalidité 85%	15 300	15 300
Victimes civiles et victimes d'engins explosifs taux d'invalidité 80%	14 400	14 400
Victimes civiles et victimes d'engins explosifs taux d'invalidité 75%	13 500	13 500
Victimes civiles et victimes d'engins explosifs taux d'invalidité 70%	12 600	12 600
Victimes civiles et victimes d'engins explosifs taux d'invalidité 65%	11 700	11 700
Victimes civiles et victimes d'engins explosifs taux d'invalidité 60%	10 800	10 800
Victimes civiles et victimes d'engins explosifs taux d'invalidité 55%	9 900	9 900
Victimes civiles et victimes d'engins explosifs taux d'invalidité 50%	9 000	9 000
Victimes civiles et victimes d'engins explosifs taux d'invalidité 45%	8 100	8 100
Victimes civiles et victimes d'engins explosifs taux d'invalidité 40%	7 200	7 200
Victimes civiles et victimes d'engins explosifs taux d'invalidité 35%	6 300	6 300
Victimes civiles et victimes d'engins explosifs taux d'invalidité 30%	5 400	5 400
Victimes civiles et victimes d'engins explosifs taux d'invalidité 25%	4 500	4 500
Victimes civiles et victimes d'engins explosifs taux d'invalidité 20%	3 600	3 600
Victimes civiles et victimes d'engins explosifs taux d'invalidité 15%	2 700	2 700
Victimes civiles et victimes d'engins explosifs taux d'invalidité 10%	1 800	1 800

III. LES AYANTS DROITS

NATURE DES PENSIONS	MONTANT MENSUEL A SERVIR A COMPTER DU 1 ^{ER} JANVIER 2013 EN DINARS ALGERIENS	MONTANT MENSUEL A SERVIR A COMPTER DU 1 ^{ER} JUILLET 2013 EN DINARS ALGERIENS
Pension de reversion de veuve de grand invalide handicapé permanent catégorie 4.	63 750	66 000
Pension de reversion de veuve de grand invalide handicapé permanent catégorie 3.	33 750	36 000
Pension de reversion de veuve de grand invalide handicapé permanent catégorie 2.	27 750	30 000
Pension de reversion de veuve de grand invalide handicapé permanent catégorie 1.	24 000	26 250
Pension de reversion de veuve de grand invalide assisté d'une tierce personne	24 000	26 250
Pension de reversion de veuve d'invalidé.	20 000	23 000
Veuves de chahid	27 000	27 000
Pension de reversion de veuve de victimes civiles.	11 250	13 500
Pension de reversion de veuve de victimes d'engins explosifs	11 250	13 500
Ascendants du chahid	20 000	20 000
Fille de chahid célibataire, veuve ou divorcée	7 000 Sans changement	7 000 Sans changement
Pension de veuve de chahid reversée aux filles de chahid célibataires, divorcées ou veuves, et aux fils de chahid sans emploi ni revenu, conformément aux dispositions de l'article 25 alinéa 2 de la loi n°99-07	- Filles de chahid célibataires, divorcées ou veuves 61 000 - fils de chahid sans emploi ni revenu 54 000	
Enfant mineurs de chouhada ayants perdu leurs parents avant 1962, conformément aux dispositions de l'article 25 alinéa 4 de la loi n° 99-07	27 000	54 000
Fille de chahid mariée sans emploi	5 000 Sans changement	5 000 Sans changement

Catégories	Montant mensuel à servir à partir du 1 ^{er} janvier 2013 (D.A)	Montant mensuel à servir à partir du 1 ^{er} juillet 2013 (D.A)
Fils de chahid handicapés	24 000	24 000
Pension de fils de chahid reversée à la veuve, conformément aux dispositions de l'article 28 de la loi n° 99-07 du 5 avril 1999	21 000	24 000
Fils et filles de parents chouhada, conformément aux dispositions de l'article 86 de la loi 06-24 du 26 décembre 2006	48 000	48 000
Enfants d'invalides handicapés	21 000	21 000
Pension de reversion d'enfants d'invalides handicapés reversée à la veuve conformément aux dispositions de l'article 28 de la loi n° 99-07	18 000	21 000
Pension de reversion de veuve d'invalides reversée aux enfants mineurs et aux filles non mariées sans revenu, conformément aux dispositions de l'article 24 de la loi n° 99-07	<ul style="list-style-type: none"> - Veuve de grand invalide handicapé permanent catégorie4 : 90 750 - Veuve de grand invalide handicapé permanent catégorie3: 60 750 - Veuve de grand invalide handicapé permanent catégorie2 : 54 750 - Veuve de grand invalide handicapé permanent catégorie1 : 51 000 - Veuve de grand invalide assisté d'une tierce personne 51 000 - Veuve d'invalides : 47.000 	<ul style="list-style-type: none"> - Veuve de grand invalide handicapé permanent catégorie 4 :93 000 Veuve de grand invalide handicapé permanent catégorie 3 :63 000 - Veuve de grand invalide handicapé permanent catégorie 2 :57 000 - Veuve de grand invalide handicapé permanent catégorie 1 :53 250 - Veuve de grand invalide assisté d'une tierce personne 53 250 - Veuve d'invalides : 50.000
Ascendants du chahid (pension pour chaque chahid ou chahida), conformément aux dispositions de l'article 29 de la loi n° 99-07	20 000	20 000
Ascendants des mineurs décédés durant la révolution de libération nationale ou à cause d'événements y afférents, conformément aux dispositions de l'article 32 de la loi n°99-07	13 000	13 000
Ascendants de victimes d'engins explosifs	13 000	13 000
Majoration pour enfant	600 Sans changement	600 Sans changement
Pension complémentaire	27 000	27 000

الجمهـوريـة الـجزـائـرـيـة الـديـمـقـراـطـيـة الشـعـبـيـة
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المالي للميزانيات

===== CIRCULAIRE N° 03 DU 11/03/2013 =====

OBJET : Codification des ordonnateurs du budget de l'Etat.

REFER : Décret exécutif n°13.12 du 15/01/2013 portant organisation des services du Secrétariat d'Etat auprès du Premier Ministre Chargé de la Prospective et des Statistiques.

-Envoi n°38 du 14/02/2013 des services du Premier Ministère.

Suite à l'intervention du décret visé en référence, portant organisation des services du Secrétariat d'Etat auprès du Premier Ministre Chargé de la Prospective et des Statistiques, le code attribué à cette structure est le suivant:

- Secrétariat d'Etat auprès du Premier Ministre Chargé de la Prospective et des Statistiques : 102.2.00.

Le code 129.0.00 attribué précédemment au Ministère de la Prospective et des Statistiques est annulé.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente circulaire.

Signé : M. K. LAKHDARI
*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Premier Ministère (DAM)
- Direction Générale du Budget
- Directions régionales du Trésor
- Trésorerie Principale
- Trésoreries de Wilayas

الجمهـوريـة الجزائـرـية الـديمقـراـطـيـة الشـعـبـيـة
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المالي للميزانيات

===== CIRCULAIRE N° 04 DU 03/04/2013 =====

OBJET : Revalorisation du montant des pensions militaires.

REFER : Ordinance n°76-106 du 09/12/1976 portant code des pensions militaires notamment son article 78, modifié et complété.

- Loi n°13-03 du 20/02/2013 modifiant et complétant l'ordonnance n°76-106 du 09/12/1976 portant code des pensions militaires

Les dispositions de la loi visée en référence ont revalorisé la pension d'invalidité des personnels militaires, des civils assimilés et des militaires du service national, avec effet rétroactif du 01 janvier 2012.

En vertu de l'article 4 de la loi précitée, le montant mensuel de ladite pension est égal au produit du taux d'invalidité par le montant mensuel maximum de la pension d'invalidité correspondant à une fois et demie le salaire national minimum garanti, sans que ce salaire ne soit inférieur à 80 % du SNMG.

Le barème des décomptes de la pension militaire des invalides et leurs ayants droit figure en annexe de la présente circulaire.

Monsieur le Trésorier Principal est chargé de l'exécution de la présente circulaire.

Signé : M. K. LAKHDARI
*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Trésorerie Principale.

Pour information :

- Cour des Comptes.
- Inspection Générale des Finances.
- Direction Générale du Budget.
- Ministère de la Défense Nationale (Direction des Services Financiers).
- Direction de la Caisse des Retraites militaires.
- Directions Régionales du Trésor.
- Agence Comptable Centrale du Trésor.
- Trésorerie Centrale.
- Trésoreries de Wilaya.

**BAREME DE LA PENSION D'INVALIDITE DES PERSONNELS MILITAIRES,
DES CIVILS ASSIMILES ET DES MILITAIRES DU SERVICE NATIONAL**

- Loi N° 13-03 du 20 Février 2013 modifiant et complétant l'ordonnance N°76-106 du 9 Décembre 1976.
- Date d'effet à compter du 01 Janvier 2012.

TAUX	JOURNALIER	MENSUEL	TRIMESTRIEL	ANNUEL
10%	480,00	14.400,00	43.200,00	172.800,00
15%	480,00	14.400,00	43.200,00	172.800,00
20%	480,00	14.400,00	43.200,00	172.800,00
25%	480,00	14.400,00	43.200,00	172.800,00
30%	480,00	14.400,00	43.200,00	172.800,00
35%	480,00	14.400,00	43.200,00	172.800,00
40%	480,00	14.400,00	43.200,00	172.800,00
45%	480,00	14.400,00	43.200,00	172.800,00
50%	480,00	14.400,00	43.200,00	172.800,00
55%	495,00	14.850,00	44.550,00	178.200,00
60%	540,00	16.200,00	48.600,00	194.400,00
65%	585,00	17.550,00	52.650,00	210.600,00
70%	630,00	18.900,00	56.700,00	226.800,00
75%	675,00	20.250,00	60.750,00	243.000,00
80%	720,00	21.600,00	64.800,00	259.200,00
85%	765,00	22.950,00	68.850,00	275.400,00
85% AVEC TP	1.147,50	34.425,00	103.275,00	413.100,00
90%	810,00	24.300,00	72.900,00	291.600,00
90% AVEC TP	1.215,00	36.450,00	109.350,00	437.400,00
95%	855,00	25.650,00	76.950,00	307.800,00
95 % AVEC TP	1.282,50	38.475,00	115.425,00	461.700,00
100%	900,00	27.000,00	81.000,00	324.000,00
100 % AVEC TP	1.350,00	40.500,00	121.500,00	486.000,00

BAREME DE LA PENSION D'INVALIDITE
DES VEUVES DES PERSONNELS MILITAIRES, DES CIVILS ASSIMILES
ET DES MILITAIRES DU SERVICE NATIONAL

- Loi N° 13-03 du 20 Février 2013 modifiant et complétant l'ordonnance N°76-106 du 9 Décembre 1976.
- Date d'effet à compter du 01 Janvier 2012.

TAUX DU DEFUNT	JOURNALIER	MENSUEL	TRIMESTRIEL	ANNUEL
10%	336,00	10.080,00	30.240,00	120.960,00
15%	336,00	10.080,00	30.240,00	120.960,00
20%	336,00	10.080,00	30.240,00	120.960,00
25%	336,00	10.080,00	30.240,00	120.960,00
30%	336,00	10.080,00	30.240,00	120.960,00
35%	336,00	10.080,00	30.240,00	120.960,00
40%	336,00	10.080,00	30.240,00	120.960,00
45%	336,00	10.080,00	30.240,00	120.960,00
50%	336,00	10.080,00	30.240,00	120.960,00
55%	346,50	10.395,00	31.185,00	124.740,00
60%	378,00	11.340,00	34.020,00	136.080,00
65%	409,50	12.285,00	36.855,00	147.420,00
70%	441,00	13.230,00	39.690,00	158.760,00
75%	472,50	14.175,00	42.525,00	170.100,00
80%	504,00	15.120,00	45.360,00	181.440,00
85%	535,50	16.065,00	48.195,00	192.780,00
85% AVEC TP	535,50	16.065,00	48.195,00	192.780,00
90%	567,00	17.010,00	51.030,00	204.120,00
90% AVEC TP	567,00	17.010,00	51.030,00	204.120,00
95%	598,50	17.955,00	53.865,00	215.460,00
95% AVEC TP	598,50	17.955,00	53.865,00	215.460,00
100%	630,00	18.900,00	56.700,00	226.800,00
100% AVEC TP	630,00	18.900,00	56.700,00	226.800,00

BAREME DE LA PENSION D'INVALIDITE
DES ASCENDANTS DES PERSONNELS MILITAIRES, DES CIVILS ASSIMILES ET
DES MILITAIRES DU SERVICE NATIONAL

- Loi N° 13-03 du 20 Février 2013 modifiant et complétant l'ordonnance N°76-106 du 9 Décembre 1976.
- Date d'effet à compter du 01 Janvier 2012.

TAUX DU DEFUNT	JOURNALIER	MENSUEL	TRIMESTRIEL	ANNUEL
10%	336,00	10.080,00	30.240,00	120.960,00
15%	336,00	10.080,00	30.240,00	120.960,00
20%	336,00	10.080,00	30.240,00	120.960,00
25%	336,00	10.080,00	30.240,00	120.960,00
30%	336,00	10.080,00	30.240,00	120.960,00
35%	336,00	10.080,00	30.240,00	120.960,00
40%	336,00	10.080,00	30.240,00	120.960,00
45%	336,00	10.080,00	30.240,00	120.960,00
50%	336,00	10.080,00	30.240,00	120.960,00
55%	346,50	10.395,00	31.185,00	124.740,00
60%	378,00	11.340,00	34.020,00	136.080,00
65%	409,50	12.285,00	36.855,00	147.420,00
70%	441,00	13.230,00	39.690,00	158.760,00
75%	472,50	14.175,00	42.525,00	170.100,00
80 %	504,00	15.120,00	45.360,00	181.440,00
85%	535,50	16.065,00	48.195,00	192.780,00
85 % AVEC TP	535,50	16.065,00	48.195,00	192.780,00
90%	567,00	17.010,00	51.030,00	204.120,00
90 % AVEC TP	567,00	17.010,00	51.030,00	204.120,00
95%	598,50	17.955,00	53.865,00	215.460,00
95% AVEC TP	598,50	17.955,00	53.865,00	215.460,00
100%	630,00	18.900,00	56.700,00	226.800,00
100% AVEC TP	630,00	18.900,00	56.700,00	226.800,00

**BAREME DE LA PENSION D'INVALIDITE DE (01) UN ORPHELIN DES PERSONNELS MILITAIRES,
DES CIVILS ASSIMILES ET DES MILITAIRES DU SERVICE NATIONAL**

- Loi N° 13-03 du 20 Février 2013 modifiant et complétant l'ordonnance N°76-106 du 9 Décembre 1976.

- Date d'effet à compter du 01 Janvier 2012.

TAUX DU DEFUNT	JOURNALIER	MENSUEL	TRIMESTRIEL	ANNUEL
10%	48,00	1.440,00	4.320,00	17.280,00
15 %	48,00	1.440,00	4.320,00	17.280,00
20%	48,00	1.440,00	4.320,00	17.280,00
25%	48,00	1.440,00	4.320,00	17.280,00
30%	48,00	1.440,00	4.320,00	17.280,00
35%	48,00	1.440,00	4.320,00	17.280,00
40%	48,00	1.440,00	4.320,00	17.280,00
45%	48,00	1.440,00	4.320,00	17.280,00
50%	48,00	1.440,00	4.320,00	17.280,00
55%	49,50	1.485,00	4.455,00	17.820,00
60%	54,00	1.620,00	4.860,00	19.440,00
65%	58,50	1.755,00	5.265,00	21.060,00
70%	63,00	1.890,00	5.670,00	22.680,00
75%	67,50	2.025,00	6.075,00	24.300,00
80 %	72,00	2.160,00	6.480,00	25.920,00
85%	76,50	2.295,00	6.885,00	27.540,00
85 % AVEC TP	76,50	2.295,00	6.885,00	27.540,00
90%	81,00	2.430,00	7.290,00	29.160,00
90 % AVEC TP	81,00	2.430,00	7.290,00	29.160,00
95%	85,50	2.565,00	7.695,00	30.780,00
95 % AVEC TP	85,50	2.565,00	7.695,00	30.780,00
100%	90,00	2.700,00	8.100,00	32.400,00
100 % AVEC TP	90,00	2.700,00	8.100,00	32.400,00

**BAREME DE LA PENSION D'INVALIDITE DE (02) DEUX ORPHELINS DES PERSONNELS MILITAIRES,
DES CIVILS ASSIMILES ET DES MILITAIRES DU SERVICE NATIONAL**

-Loi N° 13-03 du 20 Février 2013 modifiant et complétant l'ordonnance N°76-106 du 9 Décembre 1976.

-Date d'effet à compter du 01 Janvier 2012.

TAUX DU DEFUNT	JOURNALIER	MENSUEL	TRIMESTRIEL	ANNUEL
10%	96,00	2.880,00	8.640,00	34.560,00
15%	96,00	2.880,00	8.640,00	34.560,00
20%	96,00	2.880,00	8.640,00	34.560,00
25%	96,00	2.880,00	8.640,00	34.560,00
30%	96,00	2.880,00	8.640,00	34.560,00
35%	96,00	2.880,00	8.640,00	34.560,00
40%	96,00	2.880,00	8.640,00	34.560,00
45%	96,00	2.880,00	8.640,00	34.560,00
50%	96,00	2.880,00	8.640,00	34.560,00
55%	99,00	2.970,00	8.910,00	35.640,00
60%	108,00	3.240,00	9.720,00	38.880,00
65%	117,00	3.510,00	10.530,00	42.120,00
70%	126,00	3.780,00	11.340,00	45.360,00
75%	135,00	4.050,00	12.150,00	48.600,00
80%	144,00	4.320,00	12.960,00	51.840,00
85%	153,00	4.590,00	13.770,00	55.080,00
85 % AVEC TP	153,00	4.590,00	13.770,00	55.080,00
90%	162,00	4.860,00	14.580,00	58.320,00
90 % AVEC TP	162,00	4.860,00	14.580,00	58.320,00
95%	171,00	5.130,00	15.390,00	61.560,00
95 % AVEC TP	171,00	5.130,00	15.390,00	61.560,00
100%	180,00	5.400,00	16.200,00	64.800,00
100 % AVEC TP	180,00	5.400,00	16.200,00	64.800,00

BAREME DE LA PENSION D'INVALIDITE
DE (03) TROIS ORPHELINS ET PLUS DES PERSONNELS MILITAIRES, DES CIVILS ASSIMILES
ET DES MILITAIRES DU SERVICE NATIONAL

-Loi N° 13-03 du 20 Février 2013 modifiant et complétant l'ordonnance N°76-106 du 9 Décembre 1976.

-Date d'effet à compter du 01 Janvier 2012.

TAUX DU DEFUNT	JOURNALIER	MENSUEL	TRIMESTRIEL	ANNUEL
10%	144,00	4.320,00	12.960,00	51.840,00
15%	144,00	4.320,00	12.960,00	51.840,00
20%	144,00	4.320,00	12.960,00	51.840,00
25%	144,00	4.320,00	12.960,00	51.840,00
30%	144,00	4.320,00	12.960,00	51.840,00
35%	144,00	4.320,00	12.960,00	51.840,00
40%	144,00	4.320,00	12.960,00	51.840,00
45 %	144,00	4.320,00	12.960,00	51.840,00
50%	144,00	4.320,00	12.960,00	51.840,00
55%	148,50	4.455,00	13.365,00	53.460,00
60%	162,00	4.860,00	14.580,00	58.320,00
65%	175,50	5.265,00	15.795,00	63.180,00
70%	189,00	5.670,00	17.010,00	68.040,00
75%	202,50	6.075,00	18.225,00	72.900,00
80 %	216,00	6.480,00	19.440,00	77.760,00
85%	229,50	6.885,00	20.655,00	82.620,00
85 % AVEC TP	229,50	6.885,00	20.655,00	82.620,00
90%	243,00	7.290,00	21.870,00	87.480,00
90 % AVEC TP	243,00	7.290,00	21.870,00	87.480,00
95%	256,50	7.695,00	23.085,00	92.340,00
95 % AVEC TP	256,50	7.695,00	23.085,00	92.340,00
100%	270,00	8.100,00	24.300,00	97.200,00
100 % AVEC TP	270,00	8.100,00	24.300,00	97.200,00

الجمهـوريـة الجزائـرـية الـديمقـراـطـيـة الشـعـبـيـة
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المالي للميزانيات

===== CIRCULAIRE N° 05 DU 30/04/2013 =====
COMPLETANT LES DISPOSITIONS DE LA CIRCULAIRE
N°03 DU 21/02/1996

OBJET : Dépôt au Trésor de la caution des intermédiaires d'assurances.

REFER : Circulaire n° 03 du 21/02/1996.

- Circulaire n° 03 du 29/02/2012.
- Lettre n° 177/MF/DGT du 23/01/2012.

Les dispositions de la circulaire n° 03 du 21 février 1996 sont complétées comme suit :

En vertu de l'article 20.....(sans changement).....jusqu'à.....de la société d'assurance.

Dans le cadre du dépôt au Trésor de la caution par les intermédiaires d'Assurances, la question est posée de savoir si cette caution est touchée par la prescription civile.

A cet effet, il convient de préciser qu'à titre de garantie, ladite caution est maintenue tant que l'intermédiaire d'assurance est en activité, et de ce fait elle ne peut faire l'objet de l'application de la prescription civile.

Le reste des dispositions de la circulaire n°03 du 21 février 1996 demeure sans changement.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente circulaire.

Signé : M. K. LAKHDARI
*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Trésorerie Centrale.
- Trésoreries de Wilaya.

Pour information :

- Cour des Comptes.
- Inspection Générale des Finances.
- Direction Générale du Trésor.
- Inspection des Services Comptables.
- Agence Comptable Centrale du Trésor.
- Directions Régionales du Trésor.
- Trésorerie Principale.

الجمهـوريـة الـجزـائـرـيـة الـديمقـراـطـيـة الشـعـبـيـة
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المالي للميزانيات

**N° 06 DU 28/05/2013
ERRATUM A LA CIRCULAIRE N°02
DU 06/02/2013**

OBJET : Revalorisation du montant des pensions concédées au titre de la guerre de libération nationale.

Titre II - Victimes civiles et victimes d'engins explosifs : (version en langue nationale)

Colonne relative au montant mensuel à servir à compter du 1er juillet 2013 en DA, douzième ligne (taux d'invalidité 45%).

AU LIEU DE : 80100

LIRE : 8100

Le reste demeure sans changement.

Signé : M. K. LAKHDARI
*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Trésorerie Principale.
- Trésoreries de wilaya.

Pour information :

- Cour des Comptes.
- Inspection Générale des Finances.
- Inspection des Services Comptables.
- Ministère des Moudjahidine (Direction des pensions).
- Direction Générale du Trésor.
- Direction Générale du Budget.
- Agence Comptable Centrale du Trésor.
- Directions Régionales du Trésor.
- Trésorerie Centrale.

الجمهـوريـة الـجزـائـرـيـة الـديمقـراـطـيـة الشـعـبـيـة
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المالي للميزانيات

===== CIRCULAIRE N° 07 DU 30/06/2013 =====

OBJET : Loi n° 99-07 du 05 avril 1999 relative au moudjahid et au chahid, notamment ses articles 24 et 25.

Dans le cadre de l'application des dispositions des articles 24 et 25 de la loi n° 99-07 du 05 avril 1999 relative au moudjahid et au chahid, des difficultés ont été signalées par certains trésoriers de wilayas quant aux règlements des pensions concédées au titre des articles précités.

En effet, s'agissant des pensions régies par l'article 24, il a été constaté que certains bénéficiaires bien que disposant du certificat de non imposition délivré par les services fiscaux, demeurent toujours redevables envers l'administration fiscale.

Dans ce cas, le règlement de la pension reste subordonné à la production par les bénéficiaires ayant suspendu leur activité commerciale (radiation de l'activité) d'un extrait de rôle apuré.

Concernant l'article 25, il est apparu que très souvent la pension concédée au titre de cet article est liquidée au profit d'un seul bénéficiaire et que par la suite apparaissent d'autres ayants droit, nécessitant ainsi une nouvelle répartition du montant de ladite pension.

Aussi, dans le souci d'une saine gestion des dossiers de l'espèce, les services de la direction des pensions au Ministère des Moudjahidine ont institué une décision de re-partage de la pension conforme au modèle ci-annexé, qui se substitue au brevet de pension (voir la page 29 arab).

Cette décision qui est notifiée par les services précités aux directions de wilaya des moudjahidine et aux trésorier principal et trésoriers de wilaya, précise entre autres, le nouveau bénéficiaire, la nouvelle date de jouissance ainsi que le montant annuel.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente circulaire.

Signé : **M. K. LAKHDARI**
*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Trésorerie Principale
- Trésoreries de wilaya

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Ministère des Moudjahidines (direction des pensions)
- Direction Général du Budget
- Direction Général du Trésor
- Inspection des Services Comptables
- Directions Régionales du Trésor (et notification aux trésoriers communaux).
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale.

الجمهـوريـة الـجزـائـرـيـة الـديمقـراـطـيـة الشـعـبـيـة
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المهني للميزانيات

===== CIRCULAIRE N° 08 DU 22/10/2013 =====

OBJET : Codification des Postes Comptables.

REFER : Circulaire n° 17 F/DC/RC du 30 octobre 1984.

La présente circulaire a pour objet la mise en place de la nouvelle nomenclature portant codification des postes comptables des régies financières.

Cette nomenclature se présente comme suit :

- Les deux (02) premiers chiffres désignent la wilaya.
- Le troisième chiffre représente la structure concernée (Impôts, Douanes ou Domaines).
- Les trois derniers chiffres constituent le numéro d'identification attribué au poste comptable concerné.

Exemple :

- Recette de la Direction des Grandes Entreprise (DGE) : 16/1-001.
- Recette des Impôt de Raïs Hamidou : 16/1-009.
- Recette des Douanes d'Alger-Port : 16/2-001.
- Conservation Foncière d'Alger : 16/3-001.
- Inspection des Domaines Bab El-Oued : 16/3-013.

Toute modification de cette nomenclature ne peut intervenir qu'à l'initiative de la Direction Générale de la Comptabilité (DRECB).

Je vous demande de bien vouloir veiller à l'application des dispositions de la présente circulaire qui prend effet à compter de la date de sa signature.

Signé : M. K. LAKHDARI
*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor.
- Trésorerie Centrale.
- Trésorerie Principale.
- Trésoreries de Wilaya.
- Toutes Régies Financières (Impôts, Douanes et Domaines).

Pour information :

- Cour des Comptes.
- Inspection Générale des Finances.
- Direction Générale des Impôts.
- Direction Générale des Douanes.
- Direction Générale du Domaine National.
- Direction Générale du Trésor.
- Direction Générale du Budget.
- Inspection des Services Comptables.
- Direction de la Modernisation et de la Normalisation Comptable.
- Directions Régionales du Trésor (Pour notification à l'ensemble des trésoreries relevant de votre région).

الجمهـوريـة الـجزـائـرـيـة الـديـمـقـراـطـيـة الشـعـبـيـة
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المالي للميزانيات

===== CIRCULAIRE N° 09 DU 30/12/2013 =====

OBJET : Codification des Postes Comptables.

REFER : Circulaire n°08 du 22 octobre 2013 portant codification des postes comptables.

La présente circulaire a pour objet de compléter la liste des postes comptables relevant de la Direction Générale des Douanes, figurant à la nomenclature portant codification des postes comptables des régies financières (Impôts, Douanes et Domaines), conformément au tableau suivant :

Wilaya	Recette de douanes	N° de code
Naâma	Naâma	45/2-001

Je vous demande de bien vouloir veiller à l'application des dispositions de la présente circulaire.

Signé : M. K. LAKHDARI
*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor.
- Trésorerie Centrale.
- Trésorerie Principale.
- Trésorerie de la Wilaya de Naâma.
- Régies Financières des Douanes.

Pour information :

- Cour des Comptes.
- Inspection Générale des Finances.
- Direction Générale des Douanes.
- Direction Générale des Impôts.
- Direction Générale du Domaine National.
- Direction Générale du Trésor.
- Direction Générale du Budget.
- Inspection des Services Comptables.
- Direction de la Modernisation et de la Normalisation Comptable.
- Directions Régionales du Trésor (Pour notification à l'ensemble des trésoreries relevant de votre région).

الجمهـوريـة الـجزـائـرـيـة الـديمقـراـطـيـة الشـعـبـيـة
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المالي للميزانيات

== CIRCULAIRE N° 10 DU 30/12/2013 ==

OBJET : Centralisation des opérations comptables.

Dans le cadre de la centralisation de la comptabilité des postes comptables par l'Agent Comptable Central du Trésor, l'examen des documents qui sont transmis périodiquement à ce dernier, laisse apparaître des anomalies portant entre autres, sur :

- la non reconstitution des avances sur régies, (c/431-008) ;
- la non régularisation par les trésoriers communaux, des avances imputées au débit du compte n° 510-007 ;
- le report en balance d'entrée des soldes anormalement débiteurs ou créditeurs au regard de la réglementation ;
- discordances entre certaines masses ;
- absence ou insuffisance de pièces justificatives ;
- documents produits insuffisamment renseignés, ne permettant pas leur exploitation.

Par ailleurs, dans certains cas, des comptes à vocation créditrice présentent des soldes anormalement débiteurs et vice versa.

En outre, les correspondances adressées dans ce cadre aux postes comptables par l'Agent Comptable Central du Trésor, signalant des anomalies demeurent souvent sans suite.

Aussi, afin de mettre un terme à cette situation préjudiciable au fonctionnement normal des services et de permettre à l'Agence Comptable Centrale du Trésor d'assurer convenablement ses missions, les trésoriers sont tenus de veiller à ce que les situations périodiques destinées à cette structure, soient établies et présentées conformément à la réglementation en vigueur et les anomalies ainsi signalées prises en charge dans un délai raisonnable.

Je vous demande de veiller à la stricte application des dispositions de la présente circulaire.

Signé : M. K. LAKHDARI
*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Trésorerie Centrale.
- Trésorerie Principale.
- Trésoreries de Wilaya.

Pour information :

- Cour des Comptes.
- Inspection Générale des Finances.
- Inspection des Services Comptables.
- Agence Comptable Centrale du Trésor.
- Directions Régionales du Trésor.

INSTRUCTIONS

الجمهـوريـة الـجزـائـرـيـة الـديمقـراـطـيـة الشـعـبـيـة
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المالي للميزانيات

INSTRUCTION N° 01 DU 15/01/2013
MODIFIANT ET COMPLETANT LES DISPOSITIONS DE
L'INSTRUCTION N°26 DU 20/08/2002

OBJET : Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.109 « Fonds de lutte contre la désertification et le développement du pastoralisme et de la steppe»

REFER :- Loi n°11.11 du 18/07/2011 portant loi de finances complémentaire pour 2011 notamment son article 43

- Décret exécutif n° 12.06 du 09/01/2012 modifiant et complétant le décret exécutif le décret exécutif n°02.248 du 23/07/2002 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.109 «Fonds de lutte contre la désertification et le développement du pastoralisme et de la steppe»
- Instruction n°26 du 20/08/2002.

En application des dispositions du décret susvisé, le titre II de l'instruction n°26 du 20/08/2002 est modifié et complété comme suit:

I - DISPOSITIONS COMPTABLES

Le compte 302.109 enregistre:

En recettes :

.....(sans changement).....

En dépenses:

.....(sans changement).....

Sont éligibles au soutien du Fonds de lutte contre la désertification et le développement du pastoralisme et de la steppe.....sans changement.

L'ordonnateur de ce compte est le ministre chargé de l'agriculture

L'ordonnateur secondaire est le conservateur des forêts

Le reste des dispositions du titre II de l'instruction n°26 du 20/08/2002 demeure sans changement.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

Signé : M. K. LAKHDARI
*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Trésorerie Centrale.
- Trésorerie Principale
- Trésoreries de wilaya

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (DAM)
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor
- Directions Régionales du Trésor
- Agence Comptable Centrale du Trésor

الجمهـوريـة الـجزـائـرـيـة الـديمقـراـطـيـة الشـعـبـيـة
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

LE MINISTRE

وزارة المالية

الوزير

INSTRUCTION N° 001 DU 15/01/2013
MODIFIANT ET COMPLETANT LES
DISPOSITIONS DE L'INSTRUCTION
N°08 DU 18/10/2012

OBJET: Prorogation du délai de clôture des engagements et des ordonnancements et mandatements des dépenses liées au déroulement des élections locales (APC/APW) du 29 novembre 2012.

REFER: Décret présidentiel n°12-320 du 13 chaoual 1433 correspondant au 31 août 2012 portant convocation du corps électoral pour les élections des membres des assemblées populaires communales et de wilayas.

- Décret présidentiel n° 12-321 du 13 chaoual 1433 correspondant au 31 août 2012 portant nomination des membres de la commission nationale de supervision des élections des membres des assemblées populaires communales et de wilayas de l'année 2012.

Afin de permettre aux services du Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Locales, de régulariser l'ensemble des créances impayées enregistrées dans le cadre de l'organisation des élections locales (APC/APW) du 29 novembre 2012, les dispositions des titres I et II de l'instruction n° 08 du 18 octobre 2012 relatifs au délai de clôture des engagements et des ordonnancements et mandatements des dépenses sont modifiées et complétées comme suit :

1- Administration Centrale

- Engagement des dépenses : 28 février 2013
- Ordonnancement des dépenses : 10 mars 2013

Les chapitres concernés sont les suivants :

- Chapitre 37-05 : administration centrale - élections-
- Chapitre 37-08 : administration centrale - Commission Nationale de Surveillance des Elections Locales (APC/APW) du 29 novembre 2012.

2- Services déconcentrés de l'Etat

- Engagement des dépenses : 20 janvier 2013
- Mandatement des dépenses : 31 janvier 2013

Les chapitres concernés sont les suivants :

- Chapitre 37-15 : services déconcentrés de l'Etat - élection -
- Chapitre 37-18 : services déconcentrés de l'Etat - dépenses de fonctionnement des commissions de wilayas et commissions communales de surveillance des élections locales (APC/APW) du 29 novembre 2012.

Le reste des dispositions de l'instruction n° 08 du 18 novembre 2012 demeure sans changement.

Messieurs les ordonnateurs, contrôleurs financiers et comptables publics assignataires sont priés de veiller à la stricte application des dispositions de la présente instruction.

Signé : M. K. DJOUDI
Ministre des finances

Pour information :

- Monsieur le Ministre de l'Intérieur et des Collectivités Locales
- Monsieur le Président de la Cour des Comptes
- Monsieur le Chef de l'Inspection Générale des Finances
- Monsieur le Directeur Général du Budget (et notification aux contrôleurs financiers)
- Monsieur le Directeur Général de la Comptabilité (et notification aux services extérieurs du Trésor)
- Monsieur le Directeur Général du Trésor
- Messieurs les Walis

الجمهـوريـة الجزائـرـية الـديمقـراـطـيـة الشـعـبـيـة
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المالي للميزانيات

INSTRUCTION N° 02 DU 15/01/2013
MODIFIANT ET COMPLETANT LES
DISPOSITIONS DE L'INSTRUCTION
N° 13 DU 25/05/2009

OBJET : Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.126 « Fonds spécial d'appui aux éleveurs et petits exploitants agricoles»

REFER : - Loi n°11.11 du 18/07/2011 portant loi de finances Complémentaire pour 2011 notamment son article 46;

- Décret exécutif n°12.09 du 09/01/2012 modifiant et complétant le décret exécutif n°09.150 du 02/05/2009 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.126 «Fonds spécial d'appui aux éleveurs et petits exploitants agricoles»

-Instruction n°13 du 25/05/2009

En application des dispositions du décret susvisé, le titre II de l'instruction n°13 du 25/05/2009 est modifié et complété comme suit:

Le compte 302.126 enregistre:

En recettes :

.....(sans changement).....

En dépenses:

.....(sans changement)

Sont éligibles au soutien sur le « Fonds spécial d'appui aux éleveurs et petits exploitants agricoles»

.....(sans changement).....

.....(sans changement).....

L'ordonnateur principal de ce compte est le ministre chargé de l'agriculture

L'ordonnateur secondaire de ce compte est le conservateur des forêts.

.....(le reste sans changement).....

Le reste des dispositions de l'instruction n°13 du 25/05/2009 demeure sans changement.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

Signé : M. K. LAKHDARI
*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Principale

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural(DAM)
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor
- Directions Régionales du Trésor
- Trésorerie Centrale.
- Trésoreries de Wilaya

الجمهـوريـة الـجزـائـرـيـة الـديمقـراـطـيـة الشـعـبـيـة
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المالي للميزانيات

INSTRUCTION N° 03 DU 17/02/2013
MODIFIANT ET COMPLETANT LES DISPOSITIONS
DE L'INSTRUCTION N°20 DU 11/09/2000

OBJET : Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.100 « Fonds National routier et autoroutier»

REFER : - Loi n° 11.11 du 20/07/2011 portant loi de finances complémentaire pour 2011 notamment son article 42;

-Décret exécutif n°12.10 du 09/01/2012 modifiant et complétant le décret exécutif n°2000.117 du 29/05/2000, modifié et complété, fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302.100 «Fonds National routier et autoroutier»

-Instruction n°20 du 11/09/2000.

-Instruction n°30 du 03/12/2012

Le décret exécutif n°12.10 du 09/01/2012 susvisé, pris en application de l'article 42 de la loi de finances complémentaire pour 2011, a conféré la qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs des travaux publics de wilayas.

La présente instruction a pour objet de modifier et de compléter les dispositions de l'instruction n°20 du 11/09/2000, modifiée et complétée.

I - DISPOSITIONS GENERALES

..... (sans changement jusqu'à) se justifie tant en débit qu'en crédit.

Le compte n°302.100 est mouvementé par le ministre chargé des routes en sa qualité d'ordonnateur principal et par les directeurs des travaux publics de wilayas en leur qualité d'ordonnateurs secondaires et fonctionne dans les écritures du trésorier principal et des trésoriers de wilayas

II - DISPOSITIONS COMPTABLES

Le titre II de l'instruction n°20 du 11/09/2000, modifiée et complétée, est modifié et complété comme suit:

Le compte n°302.100 enregistre:

En recettes:

-(sans changement).....

En dépenses:

-.....(sans changement).....

Suite à la désignation des directeurs des travaux publics de wilayas en qualité d'ordonnateurs secondaires sur le compte précité, et pour des raisons de commodité comptable et afin de permettre la distinction des opérations effectuées au niveau central que local, le compte n°302.100 est désormais subdivisé en deux lignes qui figureront dans la nomenclature des comptes du Trésor sous les intitulés suivants:

-Ligne 001 : gestion trésorerie principale

-Ligne 002 : gestion trésorerie de wilaya

A- LIGNE 001: GESTION TRESORERIE PRINCIPALE

La ligne 001 du compte n°302.100 fonctionne dans les seules écritures du trésorier principal et retrace:

En recettes :

- Les produits des taxes spécifiques fixées par les lois de finances
- La subvention éventuelle de l'Etat et des collectivités locales
- Les dons et legs

En dépenses:

Les subventions ordonnancées par l'ordonnateur principal au profit des directeurs des travaux publics de wilaya

B- LIGNE 002: GESTION TRESORERIES DE WILAYAS

Cette ligne fonctionne uniquement dans les écritures des trésoriers des wilayas et enregistre :

En recettes:

- Les subventions transférées par le trésorier principal au profit des ordonnateurs secondaires

En dépenses:

- Les dépenses mandatées par les directeurs des travaux publics de wilaya, en leur qualité d'ordonnateurs secondaires et exécutées par les trésoriers de wilaya au titre de l'entretien et de la sauvegarde du réseau routier national

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

Signé : M. K. LAKHDARI
*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Trésorerie Principale
- Trésoreries de Wilaya

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor
- Ministère de des travaux publics
- Directions Régionales du Trésor
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale.

الجمهـوريـة الـجزـائـرـيـة الـديمقـراـطـيـة الشـعـبـيـة
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المالي للميزانيات

INSTRUCTION N° 04 DU 27/02/2013

OBJET : Gestion par les walis du programme de réalisation de marchés de proximité au profit des jeunes.

REFER : Instruction interministérielle (Finances- Intérieur) n°002 du 11 février 2012.

Les dispositions de l'instruction interministérielle visée en référence ont précisé les modalités d'exécution à titre dérogatoire de la procédure de gestion directe par les walis, du programme de réalisation de marchés de proximité au profit des jeunes, inscrit au titre des programmes communaux de développement (PCD).

Pour permettre l'exécution comptable des opérations liées à la réalisation de ce programme, l'instruction interministérielle précitée a ouvert dans la nomenclature des comptes du Trésor, au sein du Compte d'affectation spéciale n°302.134 « Fonds de gestion des opérations d'investissements publics inscrites au titre du programme de consolidation de la croissance économique (PCCE) 2010-2014 », la ligne n°004 intitulée ; « plans communaux de développement (P C D) gestion walis».

A cet effet, les opérations retracées à la ligne 004 « gestion BAD » ouverte actuellement au sein du compte n°302.134 suivant message n°3187 du 15 Septembre 2010 seront désormais imputées à la ligne 005 qui est ainsi ouverte au sein du compte n°302.134 sous l'intitulé : « Gestion Fonds National d'investissements ».

Dès lors, les opérations enregistrées jusque là à l'ex-ligne 004 « gestion BAD », feront l'objet d'un transport par le trésorier central, par voie de contrepartie, à la nouvelle ligne 005 qui est ainsi ouverte au sein du compte 302-134 (Fonds National D'investissements).

Compte tenu de ce qui précède, la structure du compte 302.134 est réaménagée comme suit :

- Ligne 001 : Programme Sectoriel Centralisé
- Ligne 002 : Programme Sectoriel déconcentré
- Ligne 003 : Plans communaux de développement (PCD)
- Ligne 004 : Plans communaux de développement (PCD)
« Gestion walis »
- Ligne 005 : Gestion Fonds National d'investissements.

Les opérations comptabilisées à la ligne 005 du compte 302-134 feront l'objet de production par les trésoriers de wilaya d'une situation dans les conditions fixées par l'instruction n°28 du 01 juillet 2012.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

Signé : M. K. LAKHDARI
*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésoreries de Wilayas

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor
- Inspection des Services Comptables
- Ministère de L'intérieur et des Collectivités Locales
- Walis
- Directions Régionales du Trésor
- Trésorerie Principale

الجمهـوريـة الـجزـائـرـيـة الـديمقـراـطـيـة الشـعـبـيـة
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المالي للميزانيات

INSTRUCTION N° 05 DU 06/03/2013

OBJET : Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-014 intitulé : « Fonds de développement de l'art, de la technique et de l'industrie cinématographiques ».

REFER :- Loi n°09-09 du 30/12/2009 portant loi de finances pour 2010, notamment son article 65.

- Loi n°10-01 du 26/08/2010 portant loi de finances complémentaire pour 2010, notamment son article 63.

- Loi n°10-13 du 29/12/2010 portant loi de finances pour 2011, notamment son article 75.

- Décret exécutif n° 12-90 du 28/02/2012 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302-014 intitulé : « Fonds de développement de l'art, de la technique et de l'industrie cinématographiques »

I - Dispositions Générales

En application des dispositions de l'article 65 de la loi n°09-09du 30/12/2009 portant loi de finances pour 2010, modifié et complété ,le décret exécutif n°12-90 du 28/02/2012 susvisé a fixé les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-014 intitulé : « Fonds de développement de l'art, de la technique et de l'industrie cinématographiques ».

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités pratiques d'application comptable des textes cités ci-dessus.

II - Dispositions Comptables

Le compte n°302-014 «Fonds de développement de l'art, de la technique et de l'industrie cinématographiques» est un compte d'affectation spéciale dont le solde est reporté d'année en année.

Ce compte est ouvert dans la nomenclature des comptes du Trésor au groupe 03, compte général 30, section 2 et figure à la rubrique 09 de la situation statistique décadaire, il se justifie tant en débit qu'en crédit et fonctionne dans les écritures du trésorier principal.

L'ordonnateur de ce compte est le Ministre chargé de la Culture.

Ce compte retrace :

En recettes :

- Le produit des redevances applicables aux billets d'entrée aux salles de spectacles cinématographiques instituées au profit du fonds par les lois de finances ;

- Le produit des taxes perçues à l'occasion de la délivrance des visas et autorisations prévus par la législation et la réglementation en vigueur ;

- Le produit de la taxe de publicité applicable au chiffres d'affaires réalisé dans le cadre de l'activité publicitaire prévue par l'article 63 de l'ordonnance N°10-01 du 16 Ramadhan 1431 correspondant au 26 Août 2010 portant loi de finances complémentaire pour 2010 ;

- Le remboursement des prêts ;
- Les subventions du budget de l'Etat et des collectivités locales ;
- Toutes autres contributions ou ressources ;
- Les dons et legs ;

En dépenses :

- Les aides de l'Etat à la production, à la distribution, à l'exploitation et à l'équipement cinématographiques ;
- Les dotations aux établissements sous tutelle, par décision du ministre chargé de la culture, au titre des dépenses liées aux opérations qui leur sont confiées, conformément au cahier des charges général annexé au décret susvisé ;
- Un arrêté conjoint du Ministre chargé des Finances et du Ministre chargé de la Culture détermine la nomenclature des recettes et des dépenses imputables sur ce compte.
- Les modalités de suivi et d'évaluation du compte n° 302.014 sont précisées par un arrêté conjoint du Ministre chargé des Finances et du Ministre chargé de la Culture.
- Un programme d'action sera établi par l'ordonnateur précisant les objectifs visés ainsi que les échéances de réalisation.
- Les opérations imputables au compte n°302.014, sont effectuées conformément aux dispositions de la loi n° 90-21 du 15Août 1990, modifiée et complétée, relative à la comptabilité publique.

III - Dispositions diverses

Pour permettre le suivi du compte n° 302-014, le trésorier principal adressera mensuellement à la Direction Générale de la Comptabilité, au Ministère de la culture, à la Direction Générale du Trésor et à la Direction Générale du Budget, une situation détaillée de ce compte faisant ressortir les recettes enregistrées, les dépenses réglées et le solde disponible.

Toutes dispositions contraires aux dispositions de la présente instruction sont abrogées, notamment les dispositions de l'instruction n° 79 du 28/08/1991.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

Signé : M. K. LAKHDARI
*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Trésorerie Principale.
- Trésoreries de Wilayas.

Pour information :

- Ministère de la Culture (DAM).
- Cour des Comptes.
- Inspection Générale des Finances.
- Inspection des Services Comptables.
- Direction Générale du Budget.
- Direction Générale du Trésor.
- Agence Comptable Centrale du Trésor.
- Directions Régionales du Trésor.
- Trésorerie Centrale.

الجمهـوريـة الـجزـائـرـيـة الـديمقـراـطـيـة الشـعـبـيـة
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المالي للميزانيات

INSTRUCTION N° 06 DU 11/03/2013
MODIFIANT ET COMPLETANT
LES DISPOSITIONS DE L'INSTRUCTION
N° 28 DU 26/07/1998

OBJET : Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-093 intitulé : « Fonds de soutien aux organes de presse écrite, audiovisuels et électroniques et aux actions de formation et de perfectionnement des journalistes et intervenants dans les métiers de la communication ».

REFER : - Loi n° 97-02 du 31/12/1997 portant loi de finances pour 1998, notamment son article 91.

- Loi n° 11-16 du 28/12/2011 portant loi de finances pour 2012, notamment son article 85.
- Décret exécutif n° 12-411 du 08 Décembre 2012 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302-093 intitulé : « Fonds de soutien aux organes de presse écrite, audiovisuels et électroniques et aux actions de formation et de perfectionnement des journalistes et intervenants dans les métiers de la communication ».
- Instruction n°28 du 26/07/1998.

En application des dispositions du décret susvisé, le titre II de l'instruction n° 28 du 26/07/1998 est modifié et complété comme suit :

II- Dispositions comptables

Le compte 302-093 « Fonds de soutien aux organes de presse écrite, audiovisuels et électroniques et aux actions de formation et de perfectionnement des journalistes et intervenants dans les métiers de la communication » est un compte d'affectation spéciale..... sans changement Jusqu'à en sa qualité d'ordonnateur principal.

Ce compte retrace :

En recettes :

- Les subventions de l'Etat et des collectivités locales ;
- Toutes autres contributions ou ressources ;
- Les dons et legs ;

En dépenses :

- Les subventions accordées dans l'intérêt général visent à promouvoir les organes nationaux de presse écrite, audiovisuels et électroniques, notamment l'encouragement à l'émergence d'une presse spécialisée, locale et régionale et au soutien à la diffusion de la presse dans les zones enclavées ou éloignées.
- Le financement des actions de formation et de perfectionnement des journalistes et intervenants dans les métiers de la communication.

Les subventions visant à la promotion des organes de presse écrite, audiovisuels et électroniques, ainsi que le financement des actions de formation et de perfectionnement des journalistes et intervenants dans les métiers de la communication sont accordées, selon des critères d'éligibilité fixés par une commission spécialisée instituée auprès du ministre chargé de la communication.

Le financement de ces actions s'exécute conformément aux prescriptions d'un cahier des charges général annexé au décret sus visé.

Le reste des dispositions de l'instruction n°28 du 26/07/1998 demeure sans changement.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

Signé : M. K. LAKHDARI
*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Trésorerie Principale.

Pour information :

- Cour des Comptes.
- Inspection Générale des Finances.
- Inspection des Services Comptables.
- Ministère de la Communication.
- Direction Générale du Budget.
- Direction Générale du Trésor.
- Directions régionales du Trésor.
- Agence Comptable Centrale du Trésor.
- Trésorerie Centrale.
- Trésoreries de Wilaya.

الجمهـوريـة الـجزـائـرـيـة الـديمقـراـطـيـة الشـعـبـيـة
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المالي للميزانيات

INSTRUCTION N° 07 DU 25/03/2013

OBJET : Détermination des résultats des budgets non réglés et leur affectation au compte permanent de l'avoir et découvert du Trésor. (Exercice 2010)

REFER :- Loi n°13-04 du 9 Rabie Ethani 1434 correspondant au 20 février 2013 portant règlement budgétaire pour l'exercice 2010.

- Instruction générale sur la comptabilité du Trésor.

Les dispositions de la loi visée en référence ont affecté au compte permanent de l'avoir et découvert du Trésor, au titre de l'exercice 2010:

- Le déficit définitif au titre des opérations budgétaires pour l'exercice 2010 pour un montant de 2.592.170.779.188 ,13 DA;
- Les pertes des comptes spéciaux du Trésor apurés ou clôturés enregistrées au 31 décembre 2010, pour un montant de 844. 297.712, 390,52 DA;
- Les pertes résultant de la gestion des opérations de la dette de l'Etat enregistrées au 31 décembre 2010, pour un montant de 297.478.126, 495,68 DA;
- La variation nette au titre:
 - De la variation positive nette des soldes des comptes spéciaux du Trésor pour un montant de 3.020.364.815. 626,98 DA;
 - De la variation positive nette des soldes des comptes d'emprunts pour un montant de 288.337.161.754,87 DA;
 - De la variation nette positive des soldes des comptes de participations pour un montant de 449.903.335,64 DA.

Le déficit global au titre de l'exercice 2010 pour un montant de 424.794.737.356,84 DA.

En application des dispositions de la loi précitée, la présente instruction a pour objet de décrire les procédures comptables afférentes à l'affectation au compte permanent de l'avoir et découvert du Trésor.

I - DISPOSITIONS GENERALES

Conformément aux dispositions de l'instruction visée en référence, l'agent comptable central du Trésor est chargé en fin de gestion, d'arrêter les comptes de l'Etat et de dégager les résultats budgétaires et de trésorerie.

Les résultats ainsi obtenus sont imputés provisoirement aux comptes de résultats des budgets non réglés.

II – DISPOSITIONS COMPTABLES

Suite à la promulgation de la loi portant règlement budgétaire de l'année 2010, l'affectation au compte permanent des résultats du Trésor est réalisée par l'agent comptable central du Trésor comme suit:

a) Constatation des variations

Pour l'année 2010, les variations déterminées au titre des comptes spéciaux du Trésor, d'emprunts et de participations doivent être constatées aux comptes ci-après :

1 - Au titre des comptes spéciaux du Trésor

- Débit compte 530.004	}	3.020.364.815.626,98 DA
- Crédit compte 600.004		

2 - Au titre des comptes d'emprunts

- Débit compte 530.005w	}	288.337.161.754,87 DA
- Crédit compte 600.005		

3 - Au titre des comptes de participations

- Débit compte 530.006	}	449.903.335,64 DA
- Crédit compte 600.006		

Après mise en place des résultats constatés au titre de ces variations, l'agent comptable central du Trésor procédera, sur la base des données consacrées par la loi de règlement budgétaires pour l'exercice 2010, à la passation des écritures suivantes :

b) Opérations relatives aux comptes de résultats des budgets non réglés

1- Au titre du déficit définitif des opérations budgétaires :

Débit compte 610.001/01	}	424.794.737.356,84 DA
Crédit compte 600.001		

2- Au titre des pertes des comptes spéciaux du Trésor, apurés ou clôturés :

Débit compte 610.001/02	}	844.297.712.390,52 DA
Crédit compte 600.002		

3- Au titre des profits et pertes résultant de la gestion des opérations de la dette de l'Etat :

Débit compte 610.001/03	}	297.478.126.495,68 DA
Crédit compte 600.003		

c) Opérations relatives aux Opérations des comptes spéciaux du Trésor, d'emprunts et de participations

1-) Au titre des variations positives nettes des soldes des comptes spéciaux du Trésor

Débit compte 600.004	}	3.020.364.815.626,98 DA
Crédit compte 610.001/04		

2-) Au titre des variations positives nettes des soldes des comptes d'emprunts

Débit compte 600.005	}	288.337.161.754,87 DA
Crédit compte 610.001/05		

3-) Au titre des variations positives nettes des soldes des comptes de participations

Débit compte 600.006	}	449.903.335,64 DA
Crédit compte 610.001/06		

L'ensemble de ces opérations sont transcris au grand livre des comptes de résultats et de l'avoir et découvert du Trésor. Au terme de ces opérations, une balance définitive des comptes de résultats des budgets réglés est établie par l'agent comptable central du Trésor.

La lecture de ce document comptable permet de constater l'apurement de l'ensemble des comptes afférents aux résultats des budgets non réglés (600.001 à 600.010). Cette balance arrêtée au 31 décembre 2010, consacrera les résultats affectés à l'avoir et découvert du Trésor, au titre des opérations financières de l'année 2010.

La synthèse des opérations réalisées au titre des résultats affectés au 31 décembre 2010 à l'avoir et découvert du Trésor et la situation du compte permanent des résultats du Trésor, constituent la base de référence auxquelles viendraient s'ajouter les montants qui seront consacrés par les lois de règlement à venir

Monsieur l'agent comptable central du Trésor est chargé de l'exécution de la présente instruction.

Signé : M. K. LAKHDARI
*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINTAIRES

Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale du Budget
- Inspection des Services Comptables
- Direction de la Modernisation et de la Normalisation Comptable
- Directions Régionales du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésorerie Principale
- Trésoreries de Wilaya

الجمهـوريـة الـجزـائـرـيـة الـديمقـراـطـيـة الشـعـبـيـة
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المالي للميزانيات

INSTRUCTION N°08 DU 26/03/2013

OBJET : Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-079 intitulé : « Fonds national de l'eau ».

REFER : - Ordonnance n°94-03 du 31/12/1994 portant loi de finances pour 1995, notamment son article 143.

- Loi n°09-09 du 30/12/2009 portant loi de finances pour 2010, notamment son article 68.
- Loi n°11-11 du 18/07/2011 portant loi de finances complémentaire pour 2011, notamment ses articles 38 et 39.
- Décret exécutif n°12-105 du 05/03/2012 modifiant et complétant le décret exécutif n°95-176 du 24/06/1995, modifié et complété, fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302-079 intitulé : « Fonds national de l'eau potable ».
- Instruction n°13 du 03/10/1995.
- Instruction n° 37 du 17/10/2005.

I - Dispositions Générales

Les articles 68 de la loi n°09-09 du 30/12/2009 portant loi de finances pour 2010 et 38 de la loi n°11-11 du 18/07/2011 portant loi de finances complémentaire pour 2011, ont modifié et complété les dispositions de l'article 143 de l'ordonnance n°94-03 du 31/12/1994 portant loi de finances pour 1995, qui ont créé le compte d'affectation spéciale n°302-079 intitulé : « Fonds national de l'eau Potable ».

Le décret exécutif n°12-105 du 05/03/2012 susvisé, pris en application des articles de lois précités a modifié et complété les dispositions du décret exécutif n°95-176du 24/06/1995 fixant les modalités de fonctionnement du compte n°302-079 sus désigné.

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités pratiques d'application comptable des textes cités ci-dessus.

II - Dispositions comptables

Le compte 302-079 est un compte d'affectation spéciale dont le solde est reporté d'année en année.

Ce compte est ouvert dans la nomenclature des comptes du trésor au groupe 3, compte général 30, section 2 et figure à la rubrique 09 de la situation statistique décadaire ; il se justifie tant en débit qu'en crédit et fonctionne dans les écritures du Trésorier Principal.

L'ordonnateur principal de ce compte est le Ministre chargé des Ressources en Eau.

Ce compte retrace :

En recettes :

- Le produit des redevances dues par les services, organismes et établissements publics de l'Etat et des collectivités territoriales chargés de l'alimentation en eau potable et industrielle au titre de la concession de la gestion des installations publiques de production, de transport et de distribution de l'eau potable ;

- Les subventions éventuelles de l'Etat ou des collectivités territoriales ;
- Les dons et legs ;
- Les produits de la redevance due en raison de l'usage à titre onéreux du domaine public hydraulique pour les eaux minérales et les eaux de source ;
- Une quote-part du produit de la redevance due au titre de l'usage à titre onéreux du domaine public hydraulique par le prélèvement d'eau pour son usage industriel et touristique et de service ;
- Une quote-part du produit de la redevance due en raison de l'usage à titre onéreux du domaine public hydraulique par le prélèvement d'eau pour son injection dans les puits pétroliers ou pour d'autres usages dans le domaine des hydrocarbures.

En dépenses :

- La prise en charge financière des dépenses liées aux systèmes de mobilisation et de transfert d'alimentation en eau potable, d'assainissement et d'hydraulique agricole et aux investissements d'aménagement et/ou d'acquisition d'équipements et matériels indispensables, résultant d'incidents techniques majeurs ou de déficits en eau imprévisibles ;
- Les organismes et/ou établissements publics bénéficiaires de ces opérations doivent souscrire à un cahier des charges établi avec l'administration de tutelle faisant ressortir, notamment, avec précision, les actions éligibles au financement de ce fonds ainsi que les modalités de contrôle afférentes à l'exécution des dépenses publiques ;
- Les contributions au titre des investissements d'extension, de renouvellement et d'équipement ;
- Les dotations au profit de l'autorité de régulation des services de l'eau ;
- Les dépenses induites par les mesures de soutien du prix de l'eau.
- Un arrêté conjoint du Ministre chargé des Finances et du Ministre chargé des Ressources en Eau déterminera la nomenclature des recettes et des dépenses imputables sur ce compte.
- Les modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n°302-079 sont précisées par arrêté conjoint du Ministre chargé des Finances et du Ministre chargé des Ressources en Eau.
- Un programme d'action sera établi par l'ordonnateur précisant les objectifs visés ainsi que les échéances de réalisation.
- Les opérations imputables au compte n° 302-079 sont effectuées conformément aux dispositions de la loi n°90-21, modifiée et complétée, relative à la comptabilité publique.

III - Dispositions Diverses

Pour permettre le suivi du compte n° 302-079, le Trésorier Principal adressera mensuellement à la Direction Générale de la Comptabilité, au Ministère des Ressources en Eau, à la Direction Générale du Trésor et à la Direction Générale du Budget une situation détaillée de ce compte faisant ressortir les recettes enregistrées, les dépenses réglées et le solde disponible.

Les dispositions de la présente instruction annulent et remplacent les dispositions de l'instruction n° 13 du 03/10/1995 et de l'instruction n° 37 du 17/10/2005.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

Signé : M. K. LAKHDARI
*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Trésorerie Principale.

Pour information :

- Cour des Comptes.
- Inspection Générale des Finances.
- Inspection des Services Comptables.
- Ministère de Ressources en Eau.
- Direction Générale du Budget.
- Direction Générale du Trésor.
- Directions Régionales du Trésor.
- Agence Comptable Centrale du Trésor.
- Trésorerie Centrale.
- Trésoreries de Wilaya.

الجمهـوريـة الـجزـائـرـيـة الـديمقـراـطـيـة الشـعـبـيـة
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المالي للميزانيات

INSTRUCTION N° 09 DU 26/03/2013

OBJET : Clôture du compte d'affectation spéciale n°302.132 «Fonds de bonification du taux d'intérêt sur les crédits accordés aux ménages pour l'acquisition, la construction et l'extension d'un logement, ainsi qu'aux promoteurs immobiliers dans le cadre des programmes soutenus par l'Etat».

REFER : Loi n°12.12 du 26 décembre 2012 portant loi de finances pour 2013 notamment son article 53;

Les dispositions de l'article 53 de la loi de finances visée en référence, portant loi de finances pour 2013, ont prononcé la clôture du compte d'affectation spéciale n°302.132 «Fonds de bonification du taux d'intérêt sur les crédits accordés aux ménages pour l'acquisition, la construction et l'extension d'un logement ainsi qu'aux promoteurs immobiliers dans le cadre des programmes soutenus par l'Etat», et le versement de son solde au compte d'affectation spéciale n°302.062 «bonification du taux d'intérêts».

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités pratiques d'application comptable de cette mesure.

Après l'arrêté définitif des écritures au titre de la gestion 2013, le solde dégagé à cette date au compte n°302.132, fera l'objet d'un versement par le trésorier principal au crédit du compte d'affectation spéciale n°302.062 «bonification du taux d'intérêts».

Au terme de cette opération, le compte n°302.132 ne figurera plus dans la nomenclature des comptes du Trésor.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

Signé : M. K. LAKHDARI
*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Trésorerie Principale

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor
- Directions Régionales du Trésor
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésoreries de Wilaya

الجمهـوريـة الـجزـائـرـيـة الـديمقـراـطـيـة الشـعـبـيـة
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المالي للميزانيات

INSTRUCTION N° 10 DU 26/03/2013

OBJET : Clôture du compte d'affectation spéciale n°302.090 «Fonds de promotion de la formation professionnelle continue»

REFER : Loi n°12.12 du 26 décembre 2012 portant loi de finances pour 2013 notamment son article 57;

Les dispositions de l'article 57 de la loi visée en référence, portant loi de finances pour 2013, ont prononcé la clôture du compte d'affectation spéciale n°302.090 «Fonds de promotion de la formation professionnelle continue», et le versement de son solde au compte d'affectation spéciale n°302.091 «fonds de promotion de l'apprentissage»

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités pratiques d'application comptable de cette mesure.

Après l'arrêté définitif des écritures au titre de la gestion 2013, le solde dégagé à cette date au compte d'affectation spéciale n°302.090, fera l'objet d'un versement par le trésorier principal au crédit du compte d'affectation spéciale n°302.091 qui s'intitulera désormais « Fonds de promotion de l'apprentissage et de la formation professionnelle continue».

Au terme de cette opération, le compte n°302.090 ne figurera plus dans la nomenclature des comptes du Trésor.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

Signé : M. K. LAKHDARI
*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Trésorerie Principale

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor
- Ministère de la Formation et de L'enseignement Professionnels (DAM)
- Directions Régionales du Trésor
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésoreries de Wilaya

الجمهـوريـة الـجزـائـرـيـة الـديمقـراـطـيـة الشـعـبـيـة
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المالي للميزانيات

INSTRUCTION N° 11 DU 26/03/2013

OBJET : Nomenclature du compte n° 201.005 «produits des douanes »

REFER: Envoi n° 214 du 14/02/2013 de la Direction Générale des Douanes

La présente instruction a pour objet de fixer la nomenclature des lignes budgétaires du compte n° 201.005 produit des douanes.

Lignes	Intitulé
05-11	Droit de douane à l'importation
05-12	Redevance sur l'utilisation de l'infrastructure routière.
05-41	Redevance sur changement de résidence
05-64	Produit au titre des déclarations informatisées sous tous les régimes douaniers d'exportation à l'exception de l'exportation en simple sortie
05-65	Produit au titre des déclarations sommaires informatisées (manifestations)
05-66	Produit au titre des frais d'abonnement annuel pour les usagers reliés au système de gestion informatisé des douanes (SGID)
05-67	Produit au titre de l'utilisation du système de gestion informatisé des douanes
05-68	Produit au titre des déclarations informatisées sous tous les régimes douaniers à l'importation
05-69	Redevance sur les scellements douaniers
05-70	Redevance sur le contrôle par scanners
05-71	Redevances sur les moyens de sécurisation des opérations et documents douaniers
05-72	Redevance douanière de 0,4%
05-73	Redevance pour formalités douanières de 2%
05-74	Droit additionnel provisoire au taux de 60% à démanteler de manière linéaire de 12%.

Les lignes ainsi ouvertes ne figureront pas en tant que telles à la nomenclature des comptes du Trésor et seront retracées dans les registres auxiliaires des comptables publics assignataires.

Dans le cadre de l'apurement de certains dossiers contentieux ayant donné lieu à un jugement définitif prévoyant l'acquittement de certains droits et redevances, les lignes 05-72 – 05-73 et 05-74 fonctionneront à titre provisoire et enregistrent certains droits et redevances ayant fait l'objet d'une suppression mais dont le recouvrement continue d'être effectué par les receveurs des douanes.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

Signé : M. K. LAKHDARI
*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Recettes des Douanes

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale des Douanes
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Domaine National
- Inspection des Services Comptables
- Directions Régionales du Trésor
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorier Central.
- Trésorier Principal.
- Trésoreries de Wilaya

الجمهـوريـة الجزائـرـية الـديمقـراـطـيـة الشـعـبـيـة
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المالي للميزانيات

INSTRUCTION N° 12 DU 03/04/2013
COMPLETANT L'INSTRUCTION
N° 09 DU 26/03/2013

OBJET : Création de lignes au sein du compte d'affectation spéciale n°302.062 “ bonification du taux d'intérêt”

REFER : Loi n°12.12 du 26 décembre 2012 portant loi de finances pour 2013 notamment son article 53;
Instruction n° 09 du 26 mars 2013

Les dispositions de l'instruction n° 09 du 23 mars prise en application de l'article 53 de la loi de finances pour 2013, ont précisé les modalités comptables de clôture du compte d'affectation spéciale n°302.132 «Fonds de bonification du taux d'intérêt sur les crédits accordés aux ménages pour l'acquisition, la construction et l'extension d'un logement ainsi qu'aux promoteurs immobiliers dans le cadre des programmes soutenus par l'Etat» et le versement de son solde au compte d'affectation spéciale n°302.062 qui s'intitule désormais «bonification du taux d'intérêts».

Afin de permettre la distinction de ce solde de celui dégagé au 31 décembre 2012 au compte n° 302-062, il est ouvert au sein de ce dernier compte, les lignes suivantes :

Ligne 001 “ bonification du taux d'intérêt sur les investissements”

Cette ligne enregistrera le solde dégagé au 31 décembre 2012 en balance de sortie au compte n° 302.062.

Ligne 002 « bonification du taux d'intérêt sur les crédits immobiliers”

Cette ligne abritera le solde dégagé au 31 décembre 2012 au compte n° 302.132.

Dès réalisations de l'opération de transfert décrite ci-dessus, le trésorier principal en informera aussitôt la Direction Générale du Trésor et l'Agent comptable Central du Trésor et leur transmettra à cet effet une situation comptable décrivant les soldes versés à chacune des lignes précitées.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

Signé : M. K. LAKHDARI
*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Trésorerie Principale

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale du Budget
- Direction de la Modernisation et de la Normalisation Comptable
- Directions Régionales du Trésor
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésoreries de Wilaya

الجمهـوريـة الـجزـائـرـيـة الـديـمـقـراـطـيـة الشـعـبـيـة
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المالي للميزانيات

N° 13 DU 07/04/2013
ERRATUM A L'INSTRUCTION
N°09 DU 26/03/2013

OBJET : Clôture du compte d'affectation spéciale n°302.132 « Fonds de bonification du taux d'intérêt sur les crédits accordés aux ménages pour l'acquisition, la construction et l'extension d'un logement, ainsi qu'aux promoteurs immobiliers dans le cadre des programmes soutenus par l'Etat ».

AU LIEU DE :

Après l'arrêté définitif des écritures au titre de la gestion 2013.

LIRE :

Après l'arrêté définitif des écritures au titre de la gestion 2012.

Signé : M. K. LAKHDARI
*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Trésorerie Principale.

Pour information :

- Cour des Comptes.
- Inspection Générale des Finances.
- Inspection des Services Comptables.
- Direction Générale du Budget.
- Direction Générale du Trésor.
- Direction de la Modernisation et de la Normalisation Comptable.
- Directions Régionales du Trésor.
- Trésorerie Centrale.
- Trésoreries de Wilaya.

الجمهـوريـة الـجزـائـرـيـة الـديمقـراـطـيـة الشـعـبـيـة
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ
DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المحاسبي للميزانيات

N° 14 DU 09/04/2013
ERRATUM A L'INSTRUCTION
N°07 DU 25/03/2013

OBJET : Détermination des résultats des budgets non réglés et leur affectation au compte permanent de l'avoir et découvert du Trésor (exercice 2010).

Page 2

b) – opérations relatives aux comptes de résultats des budgets non réglés

1- Au titre du déficit définitif des opérations budgétaires :

Au lieu de :

- Débit compte 610.001/01
- Crédit compte 600.001 } 424.794. 737. 356,84 DA

LIRE :

- Débit compte 610.001/01
- Crédit compte 600.001 } 2.592.170.779.188,13 DA

Signé : M. K. LAKHDARI
*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale du Budget
- Inspection des Services Comptables
- Direction de la Modernisation et de la Normalisation Comptable
- Directions Régionales du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésorerie Principale
- Trésoreries de Wilaya

الجمهـوريـة الـجزـائـرـيـة الـديمقـراـطـيـة الشـعـبـيـة
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المالي للميزانيات

INSTRUCTION N°15 DU 09/04/2013

OBJET : Modalités de répartition des ressources du fonds de revenu complémentaire (F R C).

REFER : - Ordonnance n° 09-01 du 22 juillet 2009 portant loi de finances complémentaire pour 2009 notamment ses articles 22 et 23.

- Arrêté n°17 du 17 mars 2013 fixant les modalités de répartition des ressources du fonds de revenu complémentaire entre l'administration fiscale et les services appelés à apporter une assistance aux services fiscaux.

En vertu des dispositions de l'article 22 de la loi de finances complémentaire pour 2009, le taux annuel du prélèvement destiné à alimenter le fonds de revenu complémentaire en faveur du personnel de l'administration fiscale est porté à 70%.

En application de l'article 23 de la même loi, le taux de prélèvement des indemnités liées à l'assistance pour l'élargissement de l'assiette de l'impôt et la recherche de la matière imposable est fixé à 30%.

L'arrêté n° 17 du 13 mars 2013 a fixé la nouvelle répartition des ressources du fonds de revenu complémentaire entre l'administration fiscale et les services appelés à apporter une assistance aux services fiscaux.

A cet effet, la structure du compte d'affectation spéciale n° 302.078 «Fonds de revenu complémentaire en faveur de l'administration fiscale est réaménagée» comme suit :

Compte n° 302.078

Lignes	Intitulés	Type de répartition
001	Personnel de l'administration fiscale	69,5%
002	Autres services (Ecole Nationale des Impôts)	0,5%
003	Personnels du Trésor	10,44%
004	Personnels des Domaines	9,88%
005	Personnels du Cadastre	2,64%
006	Personnels du Budget	4,73%
007	Personnels de l'Inspection Générale des Finances	0,85%
008	Personnels pris en charge par la D.O.B.I (Secrétariat Général, Cabinet, DGRFE, DGPP, DMP ,DAJTI, DMM, DRH, DSI, DC)	0,96%
009	La cellule du traitement du renseignement Financier	0,03%
10	Office Central de Répression le la corruption	0,02%
11	Office National des statistiques	0,45%
Total du compte 302.078		100%

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction qui prennent effet à compter du 1^{er} semestre 2013.

Signé : M. K. LAKHDARI
*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Trésorerie Centrale.
- Trésorerie Principale.
- Trésoreries de wilaya

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale des Impôts
- Direction Générale du domaine National
- Direction des Opérations Budgétaires et des infrastructures
- Cellule du Traitement du Renseignement Financières
- Office Central de Répression de la Corruption
- Office National des Statistiques
- Direction Générale des Relations Financières Extérieures
- Direction Générale de la Prévision et des Politiques
- Inspection des Services Comptables
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Directions Régionales du Trésor

الجمهـوريـة الـجزـائـرـيـة الـديمقـراـطـيـة الشـعـبـيـة
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المالي للميزانيات

INSTRUCTION N° 16 DU 11/04/2013

OBJET : Clôture du compte d'affectation spéciale n°302.127 «Fonds national de préparation et d'organisation du festival culturel panafricain 2009»

REFER : Loi n°12.12 du 26 décembre 2012 portant loi de finances pour 2013 notamment son article 56;

I - DISPOSITIONS GENERALES

En vertu des dispositions de l'article 56 de la loi visée en référence, portant loi de finances pour 2013, le compte d'affectation spéciale n°302.127 «Fonds national de préparation et d'organisation du festival culturel panafricain 2009» est clôturé.

Ces dispositions prévoient également le versement du solde de ce compte au compte de résultats du Trésor.

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités pratiques de comptabilisation des opérations résultant de cette mesure.

II - DISPOSITIONS COMPTABLES

II-1 Rôle du trésorier principal

A la date du 31 décembre 2012, le trésorier principal procèdera, au titre de la période complémentaire, au transport dans les écritures de l'agent comptable central du Trésor, du solde créditeur dégagé au compte d'affectation spéciale n°302.127 sus désigné par le biais du compte n°530.002 «compte d'ordre, de centralisation et d'apurement de fin d'année».

II-2 Rôle de l'agent comptable central du Trésor

Lors de l'arrêt définitif des écritures de la gestion 2012, l'agent comptable central du Trésor procédera au versement du solde du compte n°302.127 au compte de résultats du Trésor, dans les conditions réglementaires en vigueur.

Après la date du 31 décembre 2012, le compte d'affectation spéciale n°302.127 ne figurera plus dans la nomenclature des comptes du Trésor.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

Signé : M. K. LAKHDARI
*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorerie Principale

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des services comptables
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale du Trésor
- Ministère de la Culture (DAM)
- Inspection des Services Comptables
- Directions Régionales du Trésor
- Trésorerie Centrale
- Trésoreries de Wilaya

الجمهـوريـة الـجزـائـرـيـة الـديمقـراـطـيـة الشـعـبـيـة
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المالي للميزانيات

INSTRUCTION N° 17 DU 29/04/2013

OBJET : Gestion comptable et financière des établissements pour enfants assistés.

REFER :- Décret exécutif n°12-04 du 04 janvier 2012 portant le statut-type des établissements pour enfants assistés.

- Instruction n°40 du 11 décembre 2002 relative à la gestion comptable des foyers pour enfants assistés.

Les dispositions du décret exécutif n°12-04 du 04 janvier 2012 visé en référence a modifié la dénomination des foyers pour enfants assistés en établissements pour enfants assistés.

A cet effet, le sous-compte n°49 ouvert au sein du compte 402 001 « Wilaya et Etablissements de wilaya –service financier- », s'intitule désormais «**Etablissements pour Enfants Assistés** ».

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

Signé : M. K. LAKHDARI
*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Trésoreries des Wilayas.

Pour information :

- Cour des Comptes.
- Inspection Générale des Finances.
- Inspection des Services Comptables.
- Ministère de la Solidarité Nationale de la Famille et de la Condition de la Femme.
- Direction de la Modernisation et de la Normalisation Comptable.
- Agence Comptable Centrale du Trésor.
- Directions Régionales du Trésor.
- Trésorerie Centrale.
- Trésorerie Principale.

الجمهـوريـة الـجزـائـرـيـة الـديمقـراـطـيـة الشـعـبـيـة
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المالي للميزانيات

INSTRUCTION N° 18 DU 29/04/2013

OBJET : Gestion comptable et financière des établissements d'éducation et d'enseignement spécialisés pour enfants handicapés.

REFER :- Décret exécutif n°12-05 du 04 janvier 2012 portant le statut-type des établissements d'éducation et d'enseignements spécialisés pour enfants handicapés.

- Instruction n°41 du 11 décembre 2002 relative à la gestion comptable des centres médico-pédagogiques et des centres d'enseignements spécialisés pour l'enfance handicapés.

Les dispositions du décret exécutif n°12-05 du 04 janvier 2012 visé en référence a modifié la dénomination des centres médico-pédagogiques et des centres d'enseignements spécialisés pour l'enfance handicapée en établissements d'éducation et d'enseignements spécialisés pour enfants handicapés.

A cet effet, le sous-compte n°50 ouvert au sein du compte 402 001 « Wilaya et Etablissements de wilaya –service financier- », s'intitule désormais «**Etablissements d'éducation et d'enseignements spécialisés pour enfants handicapés** ».

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

Signé : M. K. LAKHDARI
*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Trésoreries des Wilayas.

Pour information :

- Cour des Comptes.
- Inspection Générale des Finances.
- Inspection des Services Comptables.
- Ministère de la Solidarité Nationale de la Famille et de la Condition de la Femme.
- Direction de la Modernisation et de la Normalisation Comptable.
- Agence Comptable Centrale du Trésor.
- Directions Régionales du Trésor.
- Trésorerie Centrale.
- Trésorerie Principale.

الجمهـوريـة الـجزـائـرـيـة الـديمقـراـطـيـة الشـعـبـيـة
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المالي للميزانيات

INSTRUCTION N°19 DU 30/04/2013

OBJET : Comptabilisation du produit de la taxe sur les pneus neufs importés et du produit de la taxe sur les huiles, lubrifiants et préparations lubrifiantes importés.

REFER : - Loi n°05-16 du 31/12/2005, portant loi de Finances pour 2006, notamment ses articles 60 et 61.

- Loi n° 12-12 du 26/12/2012, portant loi de Finances pour 2013, notamment son article 43.

Les dispositions de l'article 43 de la loi n°12-12 du 26/12/2012, portant Loi de Finances pour 2013 ont modifié la répartition du produit de la taxe sur les pneus neufs importés et du produit de la taxe sur les huiles, lubrifiants et préparation lubrifiantes importés.

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités d'application comptable de la mesure précitée.

I -Produit de la taxe sur les pneus neufs importés :

Le produit de la taxe sur les pneus neufs importés est affecté comme suit :

40% au profit du fonds commun des collectivités locales.

Pour permettre l'imputation comptable des recettes enregistrées dans ce cadre, Il est ouvert dans la nomenclature des comptes du trésor au sein des comptes n°302.020 et 500.019, les lignes ci après :

- **Compte n°302.020** « Fonds de Solidarité des Collectivités Locales »**Ligne n°026** « Produit de la taxe sur les pneus neufs importés ».

- **Compte n°500.019** « Transfert produits de taxes au trésorier principal P/C Fonds Commun des Collectivités Locales » **Ligne 017** « Produit de la taxe sur les pneus neufs importés»

II -Produit de la taxe sur les huiles, lubrifiants et préparations lubrifiantes importés :

50% au profit du fonds commun des collectivités locales.

Ce produit est comptabilisé aux comptes et lignes suivantes :

- **Compte 302.020, ligne 027** « Produit de la taxe sur les huiles, lubrifiants et préparations lubrifiantes importés ».

- **Compte 500.019, ligne 018** «Produit de la taxe sur les huiles, lubrifiants et préparations lubrifiantes importés ».

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

Signé : M. K. LAKHDARI
*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Trésorerie Principale ;
- Trésoreries de Wilaya.

Pour information :

- Cour des Comptes ;
- Inspection Générale des Finances ;
- Inspection des Services Comptables ;
- Direction Générale des Douanes ;
- Direction Générale du Budget ;
- Direction Générale du Trésor ;
- Direction de la Modernisation et de la Normalisation Comptable ;
- Agence Comptable Centrale du Trésor ;
- Directions Régionales du Trésor ;
- Trésorerie Centrale.

الجمهـوريـة الـجزـائـرـيـة الـديمقـراـطـيـة الشـعـبـيـة
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المالي للميزانيات

INSTRUCTION N° 20 DU 30/04/2013
MODIFIANT ET COMPLETANT LES
DISPOSITIONS DE L'INSTRUCTION
N° 15 DU 18/06/2002
(MODIFIÉE ET COMPLÉTÉE)

OBJET : Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-103 intitulé : « Fonds de régulation des recettes ».

REFER :- Loi n° 2000-02 du 27/06/2000 portant loi de finances complémentaire pour 2000, notamment son article 10.

- Décret exécutif n° 02-67 du 06/02/2002 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302-103 intitulé : « Fonds de régulation des recettes », modifié et complété.
- Instruction n° 15 du 18/06/2002.
- Instruction n°44 du 20/12/2006

La présente instruction a pour objet de modifier et de compléter les dispositions de l'instruction n° 15 du 18 juin 2002 fixant les modalités pratiques d'application comptable des textes cités ci-dessus.

I - Dispositions Générales

..... (Sans changement).....

Les opérations imputables sur ce compte sont ordonnancées par le Directeur Général du Trésor, agissant par délégation du Ministre chargé des Finances.

II - Dispositions comptables

1 - Comptabilisation des recettes :

..... (Sans changement).....

2 - Comptabilisation des dépenses :

A) - Au titre du financement du déficit du Trésor :

Le compte n° 302-103 peut supporter les opérations de couverture du déficit du Trésor, sans que le solde du fonds ne puisse être inférieur à 740 milliards de DA.

Cette opération fait l'objet d'un ordonnancement par la Direction Générale du Trésor sur le compte n° 302-103, appuyé d'une décision de prélèvement du Ministre chargé des Finances, conformément à l'article 4 de l'arrêté n°122 du 16/06/2002, dûment visée par le contrôleur financier.

Cet ordonnancement donne lieu à la passation des écritures comptables ci-après :

Au niveau du Trésorier Principal :

- Débit compte n° 302-103 « Fonds de régulation des recettes ».
- Crédit compte n° 500-005 ligne 001 « recettes diverses à transférer aux comptables principaux ».

Au niveau de l'Agent Comptable Central du Trésor :

A la réception du transfert dont il s'agit, l'agent comptable central du Trésor procédera à l'imputation du montant ainsi transféré, au compte de résultats du Trésor, dans les conditions réglementaires habituelles.

B) - Au titre de la réduction de la dette publique :

Le compte n° 302-103 supporte (Sans changement).....jusqu'à..... de la dette publique.

Ces opérations font l'objet d'un ordonnancement trimestriel, à titre de régularisation à partir du compte n° 302-103, par la Direction Générale du Trésor, sur la base d'un état établi par l'agent comptable central du Trésor.

..... (Sans changement).....

III - Dispositions diverses

Pour permettre le suivi du compte n° 302-103, le Trésorier Principal adressera mensuellement à la Direction Générale de la Comptabilité, à la Direction Générale du Trésor et à la Direction Générale du Budget une situation détaillée de ce compte faisant ressortir les recettes enregistrées, les dépenses réglées et le solde disponible.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

Signé : M. K. LAKHDARI
*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor.
- Trésorerie Principale.
- Trésorerie de la Wilaya d'Alger.

Pour information :

- Cour des Comptes.
- Inspection Générale des Finances.
- Inspection des Services Comptables.
- Ministère de la Communication.
- Direction Générale du Budget.
- Direction Générale du Trésor.
- Directions Régionales du Trésor.
- Trésorerie Centrale.
- Trésoreries de Wilaya.

الجمهـوريـة الـجزـائـرـيـة الـديمقـراـطـيـة الشـعـبـيـة
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المهني للميزانيات

**N° 21 DU 02/06/2013
ERRATUM A L'INSTRUCTION
N°10 DU 26/03/2013**

OBJET : Clôture du compte d'affectation spéciale n°302.090 « Fonds de promotion de la formation professionnelle continue ».

AU LIEU DE :

Après l'arrêté définitif des écritures au titre de la gestion 2013

LIRE :

Après l'arrêté définitif des écritures au titre de la gestion **2012**

Signé : M. K. LAKHDARI
*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Trésorerie Principale.

Pour information :

- Cour des Comptes.
- Inspection Générale des Finances.
- Inspection des Services Comptables.
- Direction Générale du Budget.
- Direction Générale du Trésor.
- Ministère de la Formation et de l'Enseignement Professionnels (DAM).
- Directions Régionales du Trésor.
- Agence Comptable Centrale du Trésor.
- Trésorerie Centrale.
- Trésoreries de Wilaya.

الجمهـوريـة الـجزـائـرـيـة الـديمقـراـطـيـة الشـعـبـيـة
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المالي للميزانيات

INSTRUCTION N° 22 DU 06/06/2013

OBJET : Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-138 intitulé : « Fonds de lutte contre le cancer ».

REFER :- Loi n°10-13 du 29/12/2010 portant loi de finances pour 2011, notamment son article 79.

- Loi n°11-16 du 28/12/2011 portant loi de finances pour 2012, notamment ses articles 48, 70, 73 et 74.
- Décret exécutif n°12-343 du 17/09/2012 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302-138 intitulé : « Fonds de lutte contre le cancer ».

I - Dispositions Générales

Les dispositions de la loi visée en référence portant loi de finances pour 2011, notamment son article 79 ont créé le compte d'affectation spéciale n° 302-138 intitulé : « Fonds de lutte contre le cancer ».

Le décret exécutif susvisé pris en application de la loi précitée a fixé les modalités de fonctionnement du compte n° 302-138 sus désigné.

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités pratiques d'application comptable des textes cités ci-dessus.

II - Dispositions comptables

Le compte 302-138 est un compte d'affectation spéciale dont le solde est reporté d'année en année.

Ce compte est ouvert dans la nomenclature des comptes du Trésor au groupe 3, compte général 30, section 2 et figure à la rubrique 09 de la situation statistique décadaire ; il se justifie tant en débit qu'en crédit et fonctionne dans les écritures du Trésorier Principal.

L'ordonnateur principal de ce compte est le Ministre chargé de la Santé.

Ce compte retrace :

En recettes :

- les dotations du budget de l'Etat ;
- la taxe additionnelle sur le droit de circulation des alcools dans la limite du taux fixé par la loi ;
- la quote-part du produit de la taxe additionnelle sur les produits tabagiques ;
- la quote-part du produit de la taxe sur le chiffre d'affaires des opérateurs de téléphonie mobile ;
- la taxe sur le chiffre d'affaires des entreprises de production et d'importation des boissons gazeuses dans la limite du taux fixé par la loi ;
- toutes autres ressources et contributions éventuelles.

En dépenses :

- Les opérations de sensibilisation, de prévention et de dépistage précoce du cancer et son traitement ;
- Un arrêté conjoint du Ministre chargé des Finances et du Ministre chargé de la Santé déterminera la nomenclature des recettes et des dépenses imputables sur ce compte.
- Les modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n° 302-138 sont précisées par arrêté conjoint du Ministre chargé des Finances et du Ministre chargé de la Santé.
- Un programme d'action sera établi par l'ordonnateur précisant les objectifs visés ainsi que les échéances de réalisation.
- Les opérations imputables au compte n° 302-138 sont effectuées conformément aux dispositions de la loi n° 90-21 modifiée et complétée relative à la comptabilité publique.

III - Dispositions Diverses

Pour permettre le suivi du compte n° 302-138, le Trésorier Principal adressera mensuellement à la Direction Générale de la Comptabilité, au Ministère de la Santé, à la Direction Générale du Trésor et à la Direction Générale du Budget, une situation détaillée de ce compte faisant ressortir les recettes enregistrées, les dépenses réglées et le solde disponible.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

Signé : M. K. LAKHDARI
*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Trésorerie Principale.

Pour information :

- Cour des Comptes.
- Inspection Générale des Finances.
- Direction Générale du Budget.
- Direction Générale du Trésor.
- Inspection des Services Comptables.
- Direction de la Modernisation et de la Normalisation Comptable.
- Ministère de la Santé.
- Directions Régionales du Trésor.
- Agence Comptable Centrale du Trésor.
- Trésorerie Centrale.
- Trésoreries de wilaya.

الجمهـوريـة الـجزـائـرـيـة الـديـمـقـراـطـيـة الشـعـبـيـة
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المهني للميزانيات

INSTRUCTION N° 23 DU 30/06/2013
COMPLETANT L'INSTRUCTION
N° 11 DU 26/03/2013

OBJET : Création de lignes au sein du compte n°201-005 « produits des douanes ».

REFER : Instruction n°11 du 26/03/2013

La nomenclature des lignes budgétaires du compte n° 201.005 « produits des douanes », est complétée par la ligne ci-après. :

Ligne 05-62 : produits des amendes et confiscations (part du trésor public)

Le reste des dispositions de l'instruction n°11 du 26/03/2013 demeure sans changement.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

Signé : M. K. LAKHDARI
*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRE

Pour exécution :

- Recettes des Domaines

Pour information:

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale des Douanes
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale des Impôts
- Direction Générale du Domaine National
- Inspection des Services Comptables
- Direction de la Modernisation et de la Normalisation Comptable
- Directions Régionales du Trésor
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorier Central
- Trésorier Principal
- Trésoreries de Wilaya

الجمهـوريـة الجزائـرـية الـديمقـراـطـيـة الشـعـبـيـة
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المالي للميزانيات

INSTRUCTION N° 24 DU 30/07/1013
COMPLETANT LES DISPOSITIONS
DE L'INSTRUCTION N°10 DU 20/08/1995

OBJET : Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-080 intitulé :

«Fonds national d'aide à la pêche artisanale et à l'aquaculture»

REFER : Ordonnance n°94-03 du 31/12/1994, portant loi de finances pour 1995, notamment son article 144.

- Loi n°11-16 du 28/12/2011, portant loi de finances pour 2012, notamment son article 83.
- Loi n° 12-12 du 26/12/2012, portant loi de finances pour 2013, notamment son article 61.
- Décret exécutif n°13-214 du 09/06/2013 complétant Je décret exécutif n°95- 73 du 24/06/1995, fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302-080 intitulé: «Fonds national d'aide à la pêche artisanale et à l'aquaculture».
- Instruction n°10 du 20/08/1995.

En application des dispositions du décret susvisé, le titre 1 de l'instruction n° 10 du 20/08/1995 est complété comme suit:

En recettes :

..... sans changement

En dépenses :

- Les aides à la promotion et au développement de la pêche et de l'aquaculture.
- L'aide financière aux marins pêcheurs pendant l'arrêt biologique, telle que prévue par les dispositions de l'article 83 de la loi n°11-16 du 3 Safar 1433 correspondant au 28 décembre 2011, susvisée, et destinée au soutien et aux contributions du fonds aux actions et opérations collectives et de solidarité aux institutions de protection sociale et de mutualité, au profit des marins pêcheurs.

Le reste des dispositions de l'instruction n°10 du 20/08/1995 demeure sans changement.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

Signé : M. K. LAKHDARI
*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Trésorerie Principale.

Pour information :

- Cour des Comptes.
- Inspection Générale des Finances.
- Direction Générale du Budget.
- Direction Générale du Trésor.
- Inspection des Services Comptables.
- Direction de la Modernisation et de la Normalisation Comptable.
- Ministère de la Pêche et des Ressources Halieutiques.
- Directions Régionales du Trésor.
- Agence Comptable Centrale du Trésor.
- Trésorerie Centrale.
- Trésoreries de Wilaya.

الجمهـوريـة الـجزـائـرـيـة الـديمقـراـطـيـة الشـعـبـيـة
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المالي للميزانيات

INSTRUCTION N° 25 DU 09/09/2013

OBJET : Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-091 intitulé : « Fonds de promotion de l'apprentissage et de la formation professionnelle continue ».

REFER :- Loi n°97-02 du 31 décembre 1997, modifiée et complétée, portant loi de finances pour 1998, notamment ses articles 86 et 87.

- Loi n°12-12 du 26 décembre 2012 portant loi de finances pour 2013, notamment son article 57.
- Décret exécutif n°13-290 du 1^{er} août 2013 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-091 intitulé : « Fonds de promotion de l'apprentissage et de la formation professionnelle continue ».
- Instruction n° 10 du 26 mars 2013.

I - Dispositions Générales

Les dispositions de l'article 57 de la loi visée en référence portant loi de finances pour 2013, ont prononcé la clôture du compte d'affectation spéciale n°302-090 intitulé : « fonds de promotion de la formation professionnelle » et le regroupement de ses opérations au sein du compte d'affectation spéciale n° 302-091 qui s'intitulera désormais : « Fonds de promotion de l'apprentissage et de la formation professionnelle continue ».

Le décret exécutif n°13-290 du 1^{er} août 2013 susvisé, pris en application de l'article précité, a fixé les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-091 sus-désigné.

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités pratiques d'application comptable des textes cités ci-dessus.

II - Dispositions comptables

Le compte 302-091 est un compte d'affectation spéciale dont le solde est reporté d'année en année.

Ce compte est ouvert dans la nomenclature des comptes du Trésor au groupe 3, compte général 30, section 2 et figure à la rubrique 09 de la situation statistique décadaire ; il se justifie tant en débit qu'en crédit et fonctionne dans les écritures du Trésorier Principal.

L'ordonnateur principal de ce compte est le Ministre chargé de la formation et de l'enseignement professionnels.

Ce compte retrace :

En recettes :

- les contributions éventuelles de l'Etat et/ou des collectivités territoriales ;
- les produits des taxes d'apprentissage ;
- les produits des taxes de la formation professionnelle continue ;
- les apports obtenus des autres fonds ;
- les dons et legs.

En dépenses :

- Les contributions ou subventions destinées à la prise en charge des actions de promotion de la formation par apprentissage ;
 - Les contributions ou subventions destinées à la prise en charge des actions de promotion de la formation professionnelle continue ;
 - Les frais de gestion liés à la mise en œuvre des programmes de formation par apprentissage ;
 - Les frais de gestion liés à la mise en œuvre des programmes de formation professionnelle continue.
- Un arrêté conjoint du Ministre chargé des Finances et du Ministre chargé de la formation et de l'enseignement professionnels déterminera la nomenclature des recettes et des dépenses imputables sur ce compte.
- Les modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale n°302-091 sont précisées par arrêté conjoint du Ministre chargé des Finances et du Ministre chargé de la formation et de l'enseignement professionnels.
- Un programme d'action sera établi par l'ordonnateur précisant les objectifs visés ainsi que les échéances de réalisation.
- Les opérations imputables au compte n° 302-091 sont effectuées conformément aux dispositions de la loi n° 90-21 modifiée et complétée relative à la comptabilité publique.

III - Dispositions Diverses

Pour permettre le suivi du compte n° 302-091, le Trésorier Principal adressera mensuellement à la Direction Générale de la Comptabilité, au Ministère de la formation et de l'enseignement professionnels, à la Direction Générale du Trésor et à la Direction Générale du Budget, une situation détaillée de ce compte faisant ressortir les recettes enregistrées, les dépenses réglées et le solde disponible.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

Signé : M. K. LAKHDARI
*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES :

Pour exécution :

- Trésorerie Principale.

Pour information :

- Cour des Comptes.
- Inspection Générale des Finances.
- Direction Générale du Budget.
- Direction Générale du Trésor.
- Inspection des Services Comptables.
- Direction de la Modernisation et de la Normalisation Comptable.
- Ministère de la formation et de l'enseignement professionnels (DAM).
- Directions Régionales du Trésor.
- Agence Comptable Centrale du Trésor.
- Trésorerie Centrale.
- Trésoreries de wilaya.

الجمهـوريـة الـجزـائـرـيـة الـديمقـراـطـيـة الشـعـبـيـة
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المالي للميزانيات

INSTRUCTION N° 26 DU 18/09/2013

OBJET : Nomenclature du compte n°201-006 « produits et revenus des domaines ».

REFER : Envoi n°4673 du 12/05/2013 de la Direction Générale du Domaine National.

La présente instruction a pour objet d'actualiser la nomenclature du compte 201-006 intitulé « Produits et revenus des domaines », dont la structure se présente désormais comme suit :

LIGNES	INTITULE
06-10	Produits des mines
06-11	Produits de l'exploitation des carrières
06-20	Produits des coupes de bois
06-21	Produits des droits de chasse dans les forêts domaniales
06-22	Autres produits des forêts
06-23	Produits divers et imprévus
06-30	Revenus du domaine public
06-31	Autres revenus de toute nature
06-32	Concessions de logements
06-33	Aliénations d'objets mobiliers
06-34	Aliénations d'immeubles
06-35	Successions en déshérence
06-36	Epaves et bien vacants : somme et valeurs acquises à l'Etat par prescription
06-37	Indemnités d'affectations d'immeubles domaniaux
06-38	Produits de la cession de biens immobiliers et fonds de commerce (loi n°81-01 du 07/02/1981)
06-39	Taxes de publicité foncière
06-40	Redevances pour délivrance des renseignements et documents fonciers
06-41	Redevance pour concessions du droit de jouissance des terres agricoles
06-42	Redevances d'expertises mobilières et immobilières
06-43	Rémunérations des actes administratifs
06-44	Frais de régis
06-58	Produit de la cession par l'Etat des biens, meubles et immeubles détenus en jouissance par les EPE et les EPIC
06-64	Produit de la redevance due au titre de la licence ou de l'autorisation délivrée dans le cadre des régimes d'exploitation des télécommunications
06-65	Droit de concession pour l'exploitation de toutes les lignes de transport aérien
06-66	Droit de concession pour l'exploitation du transport maritime
06-67	Produit de la cession des biens immobiliers appartenant à l'Etat mis en exploitation avant le 1 ^{er} janvier 2004
06-68	Redevance au titre du droit de concession des terres agricoles du domaine privé de l'Etat
06-69	Produit de la concession par l'Etat des biens, meubles et immeubles détenus en jouissance par les EPE et les EPIC.
06-70	Produit de la concession des terrains domaniaux au profit des investisseurs.

Les lignes ainsi ouvertes ne figureront pas en tant que telles à la nomenclature des comptes du Trésor et seront retracées dans les registres auxiliaires des comptables publics assignataires.

Par ailleurs, les lignes 06-41 et 06-58, leur objet n'existe plus, mais elles fonctionneront à titre provisoire et sont maintenues dans la présente nomenclature à l'effet d'enregistrer les opérations anciennes non encore apurées dont le recouvrement continue d'être effectué par les receveurs des domaines.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

Signé : M. K. LAKHDARI
*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRE

Pour exécution :

- Recettes des Domaines

Pour information :

- Cour des Comptes
- Inspection Générale des Finances
- Inspection des Services Comptables
- Direction Générale du Domaine National
- Direction Générale du Trésor
- Direction Générale du Budget
- Direction Générale des Impôts
- Direction de la Modernisation et de la Normalisation Comptable
- Directions Régionales du Trésor
- Agence Comptable Centrale du Trésor
- Trésorier Central
- Trésorier Principal
- Trésoreries de Wilaya

الجمهـوريـة الـجـازـيرـية الـديـمـقـراـطـيـة الشـعـبـيـة

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم والتنفيذ

المحاسبي للميزانيات

INSTRUCTION N° 27 DU 18/09/2013

OBJET : Fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-117 intitulé : « Fonds national de soutien au micro -crédit ».

REFER : - Ordonnance n° 05-05du 25/07/2005 portant loi de finances complémentaire pour 2005, notamment son article 24.

- Ordonnance n° 08-02du 24/07/2008 portant loi de finances complémentaire pour 2008, notamment son article 53.
 - Loi n°11-16 du 28/12/2011 portant loi de finances pour 2012, notamment son article 86.
 - Loi n°12-12 du 26/12/2012 portant loi de finances pour 2013, notamment son article 60.
 - Décret exécutif n°04-14 du 22/01/ 2004 modifi  portant création et fixant le statut de l'agence nationale de gestion du micro –crédit ».
 - Décret exécutif n°13-175 du 29/04/ 2013 modifiant et complétant le décret exécutif n°05-414 du 25/10/2005 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n  302-117 « fonds national de soutien au micro –crédit ».
 - Instruction n  45 du 04/12/2005.

I - Dispositions Générales

Les articles 53 de l'ordonnance n°08-02 du 24/07/2008, 86 de la loi n°11-16 du 28/12/2011 et 60 de la loi n° 12-12 du 26/12/2012 susvisées ont modifié et complété les dispositions de l'article 24 de l'ordonnance n° 05-05du 25/07/2005 portant loi de finances complémentaire pour 2005, qui ont créé le compte d'affectation spéciale n°302-117 intitulé : « Fonds national de soutien au micro -crédit ».

En application des dispositions des articles précités, le décret exécutif n°13-175 du 29/04/2013 susvisé, a modifié et complété les dispositions du décret exécutif n°05-414 du 25/10/2005 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302-117 sus désigné.

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités pratiques d'application comptable des textes cités ci-dessus.

II - Dispositions comptables

Le compte 302-117 est un compte d'affectation spécial dont le solde est reporté d'année en année.

Ce compte est ouvert dans la nomenclature des comptes du Trésor au groupe 3, compte général 30, section 2 et figure à la rubrique 09 de la situation statistique décadaire ; il se justifie tant en débit qu'en crédit et fonctionne dans les écritures du trésorier principal.

L'ordonnateur principal de ce compte est le Ministre chargé de la Solidarité Nationale.

La gestion de ce compte est confiée à l'Agence Nationale de Gestion du micro crédit (ANGEM).

Ce compte retrace :

En recettes :

- Les dotations du budget de l'Etat ;
- Le produit des taxes spécifiques instituées par les lois de finances ;
- Le solde du compte de dépôt du Trésor public ouvert à l'indicatif de l'Agence Nationale de Gestion du micro-crédit en application de l'article 28 du décret exécutif n°04-14 du 22/01/2004 susvisé ;
- Le produit des remboursements de prêts non rémunérés consentis aux citoyens éligibles aux microcrédits ;
- Toutes autres ressources ou contributions.

En dépenses :

- L'octroi de prêts non rémunérés, consentis aux citoyens éligibles au micro-crédit, au titre de la création d'activités par l'acquisition de petits matériels et matières premières de démarrage pour les projets dont le coût ne saurait dépasser un million (1.000.000) de dinars, destinés à compléter le niveau des apports personnels requis pour être éligible au crédit bancaire ;
- L'octroi de prêts non rémunérés, au titre de l'achat de matières premières dont le coût ne saurait dépasser cent mille (100.000) dinars, ce coût peut atteindre deux cent cinquante mille (250.000 DA) dinars, au niveau des wilayas d'Adrar ,Béchar, Tindouf, Biskra, El Oued ,Ouargla, Ghardaïa , Laghouat, Illizi et Tamanrasset ,le financement des projets d'achats de matières premières, dans les wilayas du sud, citées au tiret ci-dessus, se fera sur une période de trois années (2012,2013 et 2014) ;
- La bonification des taux d'intérêts des crédits bancaires obtenus par les citoyens éligibles au dispositif du micro-crédit ;
- Les frais de gestion liés à la mise en œuvre des programmes et actions susvisés, notamment ceux liés au fonctionnement de l'Agence Nationale de Gestion du micro-crédit (ANGEM).
- Le niveau de ces frais de gestion est fixé, à partir du 1^{er} Janvier 2008, par l'Agence Nationale du micro-crédit (ANGEM).
- Un arrêté conjoint du Ministre chargé des finances et du Ministre chargé de la Solidarité Nationale déterminera la nomenclature des recettes et des dépenses imputables sur ce compte.
- Les modalités du suivi et de l'évaluation du compte d'affectation spéciale n°302-117 seront précisées par un arrêté du Ministre chargé des Finances et du Ministre chargé de la Solidarité Nationale.
- Un programme d'action sera établi par l'ordonnateur précisant les objectifs visés ainsi que les échéances de réalisation.
- Les opérations imputables au compte n°302-117 sont effectuées conformément aux dispositions de la loi n°90-21 du 15/08/1990 modifiée et complétée, relative à la comptabilité publique.

III - Dispositions Diverses

Pour permettre le suivi du compte 302.117 le trésorier principal adressera mensuellement à la Direction Générale de la Comptabilité, au Ministère de la Solidarité Nationale, à la Direction Générale du Trésor et à la Direction Générale du Budget une situation détaillée de ce compte faisant ressortir les recettes enregistrées, les dépenses réglées et le solde disponible.

Les dispositions de la présente instruction annulent et remplacent les dispositions de l'instruction n°45 du 04/12/2005.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

Signé : M. K. LAKHDARI
*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Trésorerie Principale.

Pour information :

- Cour des Comptes.
- Inspection Générale des Finances.
- Direction Générale du Budget.
- Direction Générale du Trésor.
- Inspection des Services Comptables.
- Direction de la Modernisation et de la Normalisation Comptable.
- Ministère de la Solidarité Nationale.
- Directions Régionales du Trésor.
- Agence Comptable Centrale du Trésor.
- Trésorerie Centrale.
- Trésoreries de Wilaya.

الجمهـوريـة الـجزـائـرـيـة الـديمقـراـطـيـة الشـعـبـيـة
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المالي للميزانيات

INSTRUCTION N° 28 DU 26/09/2013

OBJET : Gestion comptable et financière de l'Ecole Nationale des Douanes ;

Création du sous-compte n°128 au sein du compte 402 003 « Etablissements publics nationaux –service financier- ».

REFER :- Décret exécutif n°12-202 du 06 mai 2012 portant création, organisation et fonctionnement de l'Ecole Nationale des Douanes.

- Arrêté n°101 du 25/09/2013 portant désignation de Monsieur le Trésorier de la Wilaya d'Oran en qualité d'agent comptable auprès de l'Ecole Nationale des Douanes.

I – DISPOSITIONS GENERALES

Le décret exécutif n°12-202 du 06 mai 2012 visé en référence, a créé l'Ecole Nationale des Douanes.

Cette Ecole est un établissement public à caractère administratif doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Par arrêté n°101 du 25/09/2013 le Trésorier de la Wilaya d'Oran a été désigné en qualité d'agent comptable auprès de ladite école.

II – DISPOSITIONS COMPTABLES

Pour permettre la comptabilisation des opérations financières de l'école précitée, il est créé dans la nomenclature des comptes du Trésor, au sein du compte **402 003** « Etablissements publics nationaux –service financier- » le sous-compte **n°128** intitulé «**Ecole Nationale des Douanes**».

Ce sous-compte est subdivisé en deux lignes :

- **1281** : Exercice courant,
- **1283** : OHB.

Le sous-compte **128** enregistre :

En recettes :

- les subventions allouées par l'Etat ;
- les dons et legs ;
- les recettes diverses liées à l'activité de l'école ;
- les subventions des organismes internationaux.

En dépenses :

- les dépenses de fonctionnement ;
- les dépenses d'équipement ;

Je vous demande de bien vouloir veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

Signé : M. K. LAKHDARI
*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Trésorerie de la Wilaya d'Oran.

Pour information :

- Cour des Comptes.
- Inspection Générale des Finances.
- Direction Générale des Douanes.
- Ecole Nationale des Douanes.
- Inspection des Services Comptables.
- Direction de la Modernisation et de la Normalisation Comptable.
- Agence Comptable Centrale du Trésor.
- Directions Régionales du Trésor.
- Trésorerie Centrale.
- Trésorerie Princiale.
- Trésoreries de Wilayas.

الجمهـوريـة الـجزـائـرـيـة الـديمقـراـطـيـة الشـعـبـيـة
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المالي للميزانيات

INSTRUCTION N° 29 DU 26/09/2013

OBJET : Réaménagement de la structure du compte d'affectation spéciale n° 302-069 intitulé :
« Fonds spécial de solidarité nationale ».

REFER :- Décret législatif n°93-01 du 19 janvier 1993 portant loi de finances pour 1993, notamment son article 136.

- Loi n°03-22 du 28 décembre 2003 portant loi de finances pour 2004, notamment son article 61.
- Loi n°04-21 du 29 décembre 2004 portant loi de finances pour 2005, notamment son article 79.
- Loi n°09-09 du 30 décembre 2009 portant loi de finances pour 2010, notamment son article 43.
- Loi n°11-16 du 28 décembre 2011 portant loi de finances pour 2012, notamment son article 87.
- Décret présidentiel n°06-94 du 28 février 2006 relatif à l'aide de l'Etat aux familles démunies éprouvées par l'implication d'un de leurs proches dans le terrorisme, notamment son article 31.
- Décret présidentiel n°06-124 du 27 mars 2006 fixant les modalités de réintégration et d'indemnisation des personnes ayant fait l'objet de mesures administratives de licenciement pour des faits liés à la tragédie nationale, notamment son article 17.
- Décret exécutif n° 03-230 du 22 juin 2003 modifiant et complétant le décret exécutif n° 94-310 du 08 octobre 1994 relatif aux modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302-069 intitulé « fonds spécial de solidarité nationale ».
- Décret exécutif n° 04-230 du 04 août 2004 modifiant et complétant le décret exécutif n°94-310 du 08 octobre 1994, modifié et complété, fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302-069 intitulé « fonds spécial de solidarité nationale ».
- Décret exécutif n° 05-133 du 24 avril 2005 modifiant et complétant le décret exécutif n°94-310 du 08 octobre 1994, modifié et complété, relatif aux modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302-069 intitulé « fonds spécial de solidarité nationale ».
- Instruction n°16 du 17 octobre 1995.

Les dispositions des textes visés en référence ont créé et fixé le fonctionnement du compte d'affectation spéciale n°302-069 intitulé : « Fonds spécial de solidarité nationale ».

L'article 43 de la loi 09-09 du 30 décembre 2009 susvisée a prévu l'affectation au compte n°302-069 la quote-part de 1 DA par paquet, bourse ou boîte de cigarettes, de la taxe additionnelle sur les produits tabagiques.

Les dispositions de l'article 87 de la loi n°11-16 du 28 décembre 2011 susvisée ont prévu la prise en charge sur le compte n°302-069 des frais de transport des dépouilles avec un seul accompagnateur de et vers les régions éloignées de l'intérieur du pays.

A cet effet, la structure du compte d'affectation spéciale n°302-069 est réaménagée comme suit :

Le compte n° 302-069 retrace :

En recettes :

Ligne 001 :

- 50 % du produit du droit de timbre gradué sur les attestations d'assurances automobiles ; (Décret exécutif n°03-230 du 22/06/2003)

- 800 DA des montants des droits des timbres pour les passeports ; (Décret exécutif n°03-230 du 22/06/2003)

- Le produit des taxes de solidarité instituées par les lois de finances ; (Décret exécutif n°03-230 du 22/06/2003)

- Les contributions volontaires de toutes personnes physiques ou morales ; (Décret exécutif n°03-230 du 22/06/2003)

- Le produit des recettes provenant de la révision des opérations de cession de biens immeubles publics effectuées en dépassement des normes admissibles ; (Décret exécutif n°03-230 du 22/06/2003)

- 1 DA par paquet, bourse ou boîte de cigarettes, de la taxe additionnelle sur les produits tabagiques. (Article 43, loi de finances 2010)

Ligne 002 :

Dotations au titre de l'aide octroyée par l'Etat aux familles démunies éprouvées par l'implication d'un de leurs proches dans le terrorisme. (Décret présidentiel n°06-94 du 28/02/2006, article 31).

Ligne 003 :

Dotations au titre des indemnisations des personnes ayant fait l'objet de mesures administratives de licenciement pour des faits liés à la tragédie nationale. (Décret présidentiel n°06-124 du 27/03/2006, article 17)

En dépenses :

Ligne 001 :

- L'aide financière de l'Etat au titre de la solidarité nationale ; (Article 61, loi de finances 2004 / Décret exécutif n°04-230 du 04/08/2004)

- L'aide de l'Etat à travers les associations de bienfaisance et sociales ; (Article 79, loi de finances 2005 / Décret exécutif n°05-133 du 24/04/2005)

- Le transport des dépourvus avec un seul accompagnateur de et vers les régions éloignées de l'intérieur du pays. (Article 87, loi de finances 2012)

Ligne 002 :

- Aides de l'Etat aux familles démunies éprouvées par l'implication d'un de leurs proches dans le terrorisme. (Décret présidentiel n°06-94 du 28/02/2006, article 31)

Ligne 003 :

- Indemnisations des personnes ayant fait l'objet de mesures administratives de licenciement pour des faits liés à la tragédie nationale. (Décret présidentiel n°06-124 du 27/03/2006, article 17)

Par ailleurs, les lignes n°004 « dotations au titre de l'aide octroyée par l'Etat aux familles démunies éprouvées par l'implication d'un de leurs proches dans le terrorisme » et n°005 « dotations au titre des indemnisations des personnes ayant fait l'objet de mesures administratives de licenciement pour des faits liés à la tragédie nationale » du compte n°322-069 intitulé : « dépenses à transférer au trésorier principal P/C fonds spécial de solidarité nationale » sont supprimées.

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

Signé : M. K. LAKHDARI
*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Trésorerie Principale.
- Trésoreries de wilaya.

Pour information :

- Cour des Comptes.
- Inspection Générale des Finances.
- Direction Générale du Budget.
- Direction Générale des Impôts.
- Direction Générale du Trésor.
- Inspection des Services Comptables.
- Direction de la Modernisation et de la Normalisation Comptable.
- Ministère de la Solidarité Nationale.
- Directions Régionales du Trésor.
- Agence Comptable Centrale du Trésor.
- Trésorerie Centrale.

الجمهـوريـة الجزائـرـية الـديمقـراـطـيـة الشـعـبـيـة
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المالي للميزانيات

INSTRUCTION N° 30 DU 20/11/2013

OBJET : Gestion comptable de l'université de Blida 2.

- Création du sous-compte n° 70 au sein du compte 402 001 « Wilaya et Etablissements de wilaya –service financier- ».

REFER :- Décret exécutif n°13-162 du 15 avril 2013 portant création de l'université de Blida 2.

- Décret exécutif décret exécutif n°03-279 du 23 août 2003, modifié et complété, fixant les missions et les règles particulières d'organisation et de fonctionnement de l'université.

- Arrêté n°105 du 04/11/2013 portant désignation du Trésorier de la wilaya de Blida en qualité d'agent comptable auprès de l'université de Blida 2.

I – DISPOSITIONS GENERALES

Le décret exécutif n°13-162 du 15 avril 2013 visé en référence a créé l'université de Blida 2.

L'université de Blida 2 est un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Par arrêté n°105 du 04/11/2013, le Trésorier de la wilaya de Blida a été désigné en qualité d'agent comptable auprès de l'établissement sus-cité.

II – DISPOSITIONS COMPTABLES

Pour permettre la comptabilisation des opérations financières de l'école précitée, il est créé dans la nomenclature des comptes du Trésor, au sein du compte 402 001 « Wilaya et Etablissements de wilaya –service financier- » le sous-compte 70 intitulé « **Université de Blida 2** ».

Ce sous-compte est subdivisé en deux lignes :

- **701** : Exercice courant,
- **703** : OHB.

Le sous-compte 70 enregistre :

En recettes :

- Les subventions allouées par l'Etat, les collectivités locales et par les établissements ou organismes publics ;
- Les contributions au financement de l'université par des personnes morales ou physiques ;
- Les subventions des organisations internationales ;
- Les emprunts, dons et legs ;
- Les dotations exceptionnelles ;
- Les recettes diverses provenant des activités liées à l'objectif de l'université.

En dépenses :

- Les dépenses de fonctionnement du rectorat et des services communs;
- Les dépenses de fonctionnement propres aux facultés, aux instituts et, s'il y a lieu, aux annexes
- Les dépenses d'équipement ;
- Toutes autres dépenses nécessaires à la réalisation des objectifs de l'université.

Je vous demande de bien vouloir veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

Signé : M. K. LAKHDARI
*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Trésorerie de la Wilaya de Blida.

Pour information :

- Cour des Comptes.
- Inspection Générale des Finances.
- Inspection des Services Comptables.
- Agence Comptable Centrale du Trésor.
- Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique.
- Université de Blida 2.
- Direction de la Modernisation et de la Normalisation Comptable.
- Directions Régionales du Trésor.
- Trésorerie Centrale.
- Trésorerie Principale
- Trésoreries de Wilaya.

الجمهـوريـة الـجزـائـرـيـة الـديمقـراـطـيـة الشـعـبـيـة
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المالي للميزانيات

INSTRUCTION N° 31 DU 21/11/2013

OBJET : Coopération financière Algéro-Belge.

- ouverture de lignes au sein des comptes n°335-025 et n°432-103.

REFER : Accord de prêt signé le 29 décembre 2003.

- Accord de prêt signé le 26 juin 2005.
- Accord de prêt signé le 09 juillet 2006.

A l'effet de permettre la comptabilisation dans les écritures de l'Agence Comptable Centrale du Trésor, des opérations découlant des accords de prêts intervenus entre le Gouvernement Algérien et le Gouvernement du Royaume de Belgique, il est ouvert dans la nomenclature des comptes du Trésor au sein des comptes n°335-025 et 432-103 « Prêts du Royaume de Belgique » les lignes suivantes :

- Ligne n°006 : « Accord du 29 décembre 2003 ».
- Ligne n°007 : « Accord du 26 juin 2005 ».
- Ligne n°008 : « Accord du 09 juillet 2006 ».

Je vous demande de veiller à l'application des dispositions de la présente instruction.

Signé : M. K. LAKHDARI
*Directeur de la réglementation et de l'exécution
comptable des budgets*

DESTINATAIRES

Pour exécution :

- Agence Comptable Centrale du Trésor.

Pour information :

- Cour des Comptes.
- Inspection Générale des Finances.
- Direction Générale du Trésor.
- Direction Générale du Budget.
- Inspection des Services Comptables.
- Direction de la Modernisation et de la Normalisation Comptable.
- Directions Régionales du Trésor.
- Trésorerie Centrale.
- Trésorerie Principale.
- Trésoreries de Wilaya.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
République Algérienne Démocratique et Populaire

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET
DE L'EXECUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم والتنفيذ
المحاسبي للميزانيات

مجموعة
المنشير
والتعليمات

2013

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم والتنفيذ

المحاسبي للميزانيات

مجموعة
المناشر
والتعليمات

2013

الفهرس

الصفحة	الموضوع	التاريخ	الرقم
المنشآت			
9	دفع منح ذوي حقوق المجاهدين والشهداء.	2013/02/05	01
11	رفع قيمة المنح الممنوحة بعنوان حرب التحرير الوطن.	2013/02/06	02
17	ترميز الأمراء بالصرف لميزانية الدولة.	2013/03/11	03
18	رفع قيمة المنح العسكرية.	2013/04/03	04
25	إيداع كفالة لدى الخزينة من طرف وسطاء التأمين.	2013/04/30	05
27	رفع قيمة المنح الممنوحة بعنوان حرب التحرير الوطني.	2013/05/28	06
28	القانون رقم 07.99 المؤرخ في 05 افريل 1999 المتعلق بالمجاهد والشهيد، لاسيما المادتان 24 و 25 منه.	2013/06/03	07
30	ترميز المراكز المحاسبة.	2013/10/22	08
32	ترميز المراكز المحاسبية.	2013/12/03	09
34	مركزة العمليات المحاسبية.	2013/12/30	10
التعليم			
39	سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.109 صندوق مكافحة التصرّف وتنمية الاقتصاد الرعوي والسهوب.	2013/01/15	01
41	كيفيات إلتزام وتنفيذ النفقات المرتبطة بسير الانتخابات المحلية (المجلس الشعبي البلدي / المجلس الشعبي الولائي) ليوم 29 نوفمبر 2012.	2013/01/15	001
43	سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.126 «الصندوق الخاص لدعم مربي المواشي وصغار المستغلين الفلاحيين».	2013/01/15	02
45	سير حساب التخصيص الخاص رقم 100-302 «الصندوق الوطني للطرق».	2013/02/17	03
47	تسهيل برنامج إنجاز لأسواق الجوارية من طرف الولاية لفائدة الشباب.	2013/02/27	04
49	سير حساب التخصيص الخاص رقم 014-302 المعنون: «صندوق تنمية الفن السينمائي وتقنياته وصناعته».	2013/03/06	05
52	سير حساب التخصيص الخاص رقم 093-302 المعنون: «صندوق دعم هيئات الصحافة المكتوبة و السمعية البصرية و الإلكترونية و نشاطات تكوين و تحسين مستوى الصحفيين و المتتدخلين في مهن الإتصال».	2013/03/11	06
53	تحديد نتائج الميزانيات التي لم تتم تسويتها وتخصيصها للحساب الدائم متاح ومكشوف الخزينة(سنة 2010).	2013/03/25	07
56	سير حساب التخصيص الخاص رقم 079-302 المعنون: «الصندوق الوطني للمياه».	2013/03/26	08

الفهرس (تابع)

59	إغفال حساب التخصيص الخاص رقم 132-302 صندوق تخصيص نسب الفوائد على القروض الممنوحة للعائلات لاقتناء وبناء و توسيع السكن و كذا المرقين العقاريين في إطار البرامج المدعمة من طرف الدولة.	2013/03/26	09
60	إغفال حساب التخصيص الخاص رقم 302.090 "صندوق ترقية التكوين المهني المتواصل".	2013/03/26	10
61	مدونة الحساب رقم 201.005 « نوائح الجمارك».	2013/03/26	11
63	إحداث سطرين ضمن حساب التخصيص الخاص رقم 302.062 «تحفيض نسب الفوائد».	2013/04/03	12
65	إغفال حساب التخصيص الخاص رقم 132-302 المعنـون: «صندوق تخصيص نسب الفوائد على القروض الممنوحة للعائلات لاقتناء وبناء و توسيع السكن و كذا المرقين العقاريين في إطار البرامج المدعمة من طرف الدولة »	2013/04/07	13
66	تحديد نتائج الميزانيات التي لم يتم تسويتها و تخصيصها للحساب الدائم متاح و مكشف الخزينة (سنة 2010).	2013/04/09	14
67	كيفيات توزيع موارد صندوق المداخيل الإضافية.	2013/04/09	15
69	إغفال حساب التخصيص الخاص رقم 302.127 «الصندوق الوطني لتحضير وتنظيم المهرجان الثقافي الإفريقي 2009».	2013/04/11	16
71	التسير المحاسبي دور الأطفال المسعفين.	2013/04/29	17
72	التسير المحاسبي مؤسسات التربية و التعليم المتخصصة للأطفال المعوقين.	2013/04/29	18
73	تقيد ناتج الرسم على الأطر المطاطية الجديدة المستوردة و ناتج الرسم على الزيوت و الشحوم و تحضير الشحوم المستوردة.	2013/04/30	19
75	سير حساب التخصيص الخاص رقم 103-302 المعنـون: « صندوق ضبط الإيرادات».	2013/04/30	20
77	إغفال حساب التخصيص الخاص رقم 090-302 المعنـون: « صندوق ترقية التكوين المهني المتواصل».	2013/06/02	21
78	سير حساب التخصيص الخاص رقم 138-302 المعنـون: « صندوق مكافحة السرطان».	2013/06/06	22
80	إحداث سطور ضمن الحساب رقم 201.005 « نوائح الجمارك».	2013/06/30	23
81	سير حساب التخصيص الخاص رقم 080-302 المعنـون:« الصندوق الوطني لإعاقة الصيد البحري الحرفي و تربية المأثاثات».	2013/07/30	24
83	سير حساب التخصيص الخاص رقم 091-302 المعنـون: " صندوق ترقية التمهين والتكوين المهني المتواصل ".	2013/09/09	25
85	مدونة الحساب رقم 201-006 « نوائح و مداخيل أملاك الدولة».	2013/09/18	26

الفهرس (تابع)

87	سير حساب التخصيص الخاص رقم 302-117 المعنون: «الصندوق الوطني لدعم القرض المصغر».	2013/09/18	27
90	التسهيل المحاسبي والمالي للمدرسة الوطنية للجمارك. إنشاء حساب فرعى رقم 128 ضمن الحساب رقم 402003 مؤسسات عمومية وطنية لمصالح امالية	2013/09/26	28
92	إعادة ترتيب بنية حساب التخصيص الخاص رقم 069-302 المعنون: "الصندوق الخاص بالتضامن الوطني".	2013/09/26	29
95	التسهيل المحاسبي لجامعة البليدة 2. إنشاء حساب فرعى رقم 70 ضمن الحساب رقم 402001 الولايات ومؤسسات الولايات لمصالح امالية	2013/11/20	30
97	التعاون المالي الجزائري-البلجيكي. فتح أسطر ضمن الحسابين رقم 335-025 ورقم 432-103	2013/11/21	31

المناشير

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم والتنفيذ

المحاسبي للميزانيات

منشور رقم 01 مؤرخ في 2013/02/05

الموضوع : دفع منح ذوي حقوق المجاهدين و الشهداء.

المرجع : القانون رقم 99-07 المؤرخ في 05 أبريل 1999، المتعلق بالمجاهد و الشهيد، لاسيما المادتان 24 و 25 منه.

- الإرسال رقم 04 / م/م المؤرخ في 03 جانفي 2013 لوزارة المجاهدين.

في إطار تنفيذ أحكام المادتين 24 و 25 من القانون رقم 99-07 المؤرخ في 05 أبريل 1999، المتعلق بالمجاهد و الشهيد ، يهدف هذا المنشور إلى توضيح وثائق المراقبة المطلوب بها لتسديد المنح المعنية بهاتين المادتين.

المادة 24 : "أبناء قصر و بنات غير متزوجات بدون دخل".

• بالنسبة للقصر :

- شهادة الميلاد.

• بالنسبة للبنات :

- شهادة العزوبيّة أو عدم تكرار الزواج،

- شهادة عدم الانتساب للصندوق الوطني للضمان الاجتماعي للعمال الأجراء CNAS أو شهادة انتساب للصندوق الوطني للضمان الاجتماعي للعمال الأجراء CNAS المتضمنة عبارة هيئة مصحة "مجاهدين" ،

- شهادة عدم الانتساب للضمان الاجتماعي للعمال الغير أجراء CASNOS ،

- شهادة عدم الاستفادة من معاش التقاعد CNR ،

- شهادة عدم الاستفادة من معاش التقاعد للضمان الاجتماعي للعمال الغير أجراء CASNOS ،

- شهادة عدم الخضوع للضريبة.

المادة 25: " بنات شهيد عازبات أو مطلقات أو أرامل و كذا أبناء شهيد ذكور بدون عمل أو دخل "

• بالنسبة للبنات :

- شهادة العزوبيّة أو عدم تكرار الزواج.

• بالنسبة للذكور:

- شهادة عدم الانتساب للصندوق الوطني للضمان الاجتماعي للعمال الأجراء CNAS أو شهادة انتساب للصندوق الوطني للضمان الاجتماعي للعمال الأجراء متضمنة عبارة هيئة مصحة (مجاهدين)،

- شهادة عدم الانتساب للضمان الاجتماعي للعمال الغير أجراء CASNOS ،

- شهادة عدم الاستفادة من معاش التقاعد CNR ،

- شهادة عدم الاستفادة من معاش التقاعد CASNOS ،

- شهادة عدم الخضوع للضربيّة.

علاوة على ذلك، تجدر الإشارة إلى أن مصالح وزارة المجاهدين تتكفل بالمستفيدين من المنح المنصوص عليها في المادتين 24 و 25 السابقتين ابتداء من السنة المالية 2012.

للمنتسبين الحاصلين على الشهادة الصادرة عن الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي للعمال الأجراء CNAS و المتضمنة عبارة "مجاهدين"، الحق في الاستفادة من المنح المذكورة أعلاه.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذا المنشور.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات
إمضاء : السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ:

- الخزينة الرئيسية

- خزائن الولايات

للإعلام:

- مجلس المحاسبة

- المفتشية العامة للمالية

- مفتشية المصالح المحاسبية

- مديرية المنح بوزارة المجاهدين

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة

- المديريات الجهوية للخزينة

- الخزينة المركزية

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم والتنفيذ

المحاسبي للميزانيات

منشور رقم 02 مؤرخ في 2013/02/06

الموضوع : رفع قيمة المענק الممنوحة بعنوان حرب التحرير الوطني

المراجع : القانون رقم 99-07 المؤرخ في 05 أبريل 1999، المتعلق بالمجاهد و الشهيد.

- المرسوم التنفيذي رقم 12-440 المؤرخ في 26 ديسمبر 2012، يعدل و يتم للمرسوم التنفيذي رقم 08-155 المؤرخ في 26 ماي 2008، المعدل و المتمم، المتضمن رفع قيمة منح المجاهدين و ذوي حقوق الشهداء و المجاهدين و الضحايا المدنيين و ضحايا الألغام المتفجرة و ذوي حقوق هؤلاء الضحايا.

- منشور رقم 05 المؤرخ في 15 جويلية 2008.

أعادت أحكام المرسوم التنفيذي المشار إليه في المراجع تقييم منح المجاهدين و ذوي حقوق الشهداء و المجاهدين و الضحايا المدنيين و ضحايا الألغام المتفجرة و كذا ذوي حقوقهم.

تحدد المبالغ الشهرية لهذه المענק و كذلك أجال دفعها طبقا للجدول المبين في ملحق هذا المنشور.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذا المنشور.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات
إمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم:

للتنفيذ

- الخزينة الرئيسة

- خرائط الولايات

للإعلام :

- مجلس المحاسبة

- المفتشية العامة للمالية

- مفتشية المصالح المحاسبية

- وزارة المجاهدين

- المديرية العامة للخزينة

- المديرية العامة للميزانية

- المديريات الجهوية للخزينة

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة

- الخزينة المركزية.

جدول يحدد المبالغ الشهرية حسب طبيعة المنح

المعطوبون:

المبلغ الشهري الممنوح ابتداء من أول يوليو 2013 (د ج)	المبلغ الشهري الممنوح ابتداء من أول يناير 2013 (د ج)	طبيعة المنح
المنحة الأصلية علاوة الشخص المرافق العلاوة الخاصة المجموع	المنحة الأصلية علاوة الشخص المرافق العلاوة الخاصة المجموع	معطوب كبير مصاب بإعاقة دائمة مكفوف أو مبتور عضوين أو أكثر أو مشلول الجزء النصفي السفلي من الجسد أو مبتور عضو بجذع قصير غير قابل للتجهيز بسبب مشاركته في ثورة التحرير الوطني، يحتاج إلى شخص مرافق (الصنف 4).
المنحة الأصلية علاوة الشخص المرافق العلاوة الخاصة المجموع	المنحة الأصلية علاوة الشخص المرافق العلاوة الخاصة المجموع	معطوب كبير مصاب بإعاقة دائمة مبتور عضو قابل للتجهيز أو ذو عاهة وظيفية ناجمة عن جروح خطيرة وقعت له أثناء ثورة التحرير الوطني يجعل العضو أو أكثر غير قابل للاستعمال، يحتاج إلى شخص مرافق (الصنف 3).
المنحة الأصلية العلاوة الخاصة المجموع	المنحة الأصلية العلاوة الخاصة المجموع	معطوب كبير مصاب بإعاقة دائمة أصيب بجروح أو أمراض خطيرة أثناء ثورة التحرير الوطني و تفاقمت آثارها (الصنف 2).
المنحة الأصلية العلاوة الخاصة المجموع	المنحة الأصلية العلاوة الخاصة المجموع	معطوب كبير مصاب بإعاقة دائمة تفاقم عطبه بظهور أمراض خطيرة أو مضاعفات أمراض مزمنة ظهرت بعد ثورة التحرير الوطني (الصنف 1).
المنحة الأصلية علاوة الشخص المرافق العلاوة الخاصة المجموع	المنحة الأصلية علاوة الشخص المرافق العلاوة الخاصة المجموع	معطوب كبير مصاب بإعاقة دائمة يحتاج إلى شخص مرافق (المجاهدين المرتدين في هذا الصنف بموجب أحكام المرسوم التنفيذي رقم 146-01 المؤرخ في 06 جوان 2001).

الأنصاف	امبلغ الشهري الساري المفعول ابتداء من أول يناير 2013 (د ج)	امبلغ الشهري الساري المفعول ابتداء من أول يونيو 2013 (د ج)	المبلغ الشهري الساري المفعول ابتداء من أول يونيو 2013 (د ج)
معطوب كبير مصاب بإعاقة دائمة بنسبة 100%	24 100	24 100	24 100
معطوب كبير مصاب بإعاقة دائمة بنسبة 95%	22 100	22 100	22 100
معطوب كبير مصاب بإعاقة دائمة بنسبة 90%	20 100	20 100	20 100
معطوب كبير مصاب بإعاقة دائمة بنسبة 85%	18 100	18 100	18 100
معطوب كبير مصاب بنسبة 80%	16 700	16 700	16 700
معطوب بنسبة 75%	13 500	13 500	13 500
معطوب بنسبة 70%	12 600	12 600	12 600
معطوب بنسبة 65%	11 700	11 700	11 700
معطوب بنسبة 60%	10 800	10 800	10 800
معطوب بنسبة 55%	9 009	9 900	9 900
معطوب بنسبة 50%	9 000	9 000	9 000
معطوب بنسبة 45%	8 100	8 100	8 100
معطوب بنسبة 40%	7 200	7 200	7 200
معطوب بنسبة 35%	6 300	6 300	6 300
معطوب بنسبة 30%	5 400	5 400	5 400
معطوب بنسبة 25%	4 500	4 500	4 500
معطوب بنسبة 20%	3 600	3 600	3 600
معطوب بنسبة 15%	2 700	2 700	2 700
معطوب بنسبة 10%	1 800	1 800	1 800

II الضحايا المدنيون و ضحايا الألغام المتفجرة :

الأنصاف	المبلغ الشهري الساري المفوعول ابتداء من أول يناير 2013 (د ج)	المبلغ الشهري الساري المفوعول ابتداء من أول يناير 2013 (د ج)
الضحايا المدنيون و ضحايا الألغام المتفجرة نسبة العجز 100 %	18 000	18 000
الضحايا المدنيون و ضحايا الألغام المتفجرة نسبة العجز 95 %	17 100	17 100
الضحايا المدنيون و ضحايا الألغام المتفجرة نسبة العجز 90 %	16 200	16 200
الضحايا المدنيون و ضحايا الألغام المتفجرة نسبة العجز 85 %	15 300	15 300
الضحايا المدنيون و ضحايا الألغام المتفجرة نسبة العجز 80 %	14 400	14 400
الضحايا المدنيون و ضحايا الألغام المتفجرة نسبة العجز 75 %	13 500	13 500
الضحايا المدنيون و ضحايا الألغام المتفجرة نسبة العجز 70 %	12 600	12 600
الضحايا المدنيون و ضحايا الألغام المتفجرة نسبة العجز 65 %	11 700	11 700
الضحايا المدنيون و ضحايا الألغام المتفجرة نسبة العجز 60 %	10 800	10 800
الضحايا المدنيون و ضحايا الألغام المتفجرة نسبة العجز 55 %	9 900	9 900
الضحايا المدنيون و ضحايا الألغام المتفجرة نسبة العجز 50 %	9 000	9 000
الضحايا المدنيون و ضحايا الألغام المتفجرة نسبة العجز 45 %	8 100	8 100
الضحايا المدنيون و ضحايا الألغام المتفجرة نسبة العجز 40 %	7 200	7 200
الضحايا المدنيون و ضحايا الألغام المتفجرة نسبة العجز 35 %	6 300	6 300
الضحايا المدنيون و ضحايا الألغام المتفجرة نسبة العجز 30 %	5 400	5 400
الضحايا المدنيون و ضحايا الألغام المتفجرة نسبة العجز 25 %	4 500	4 500
الضحايا المدنيون و ضحايا الألغام المتفجرة نسبة العجز 20 %	3 600	3 600
الضحايا المدنيون و ضحايا الألغام المتفجرة نسبة العجز 15 %	2 700	2 700
الضحايا المدنيون و ضحايا الألغام المتفجرة نسبة العجز 10%	1 800	18 00

III. ذوي الحقوق :

الأنصاف	المبلغ الشهري الساري المفعول من أول يناير 2013 (دج)	المبلغ الشهري الساري المفعول ابتداء من أول يوليو 2013 (دج)	المبلغ الشهري الساري المفعول ابتداء من أول يناير 2013 (دج)
منحة تحويل أرملة معطوب كبير ذي عاهة دائمة من الصنف .4	66 000	63 750	
منحة تحويل أرملة معطوب كبير ذي عاهة دائمة من الصنف .3	36 000	33 750	
منحة تحويل أرملة معطوب كبير ذي عاهة دائمة من الصنف .2	30 000	27 750	
منحة تحويل أرملة معطوب كبير ذي عاهة دائمة من الصنف .1	26 250	24 000	
منحة تحويل أرملة معطوب كبير يحتاج إلى شخص آخر مرافق	26 250	24 000	
منحة تحويل أرملة معطوب	23 000	20 000	
أرملة الشهيد	27 000	27 000	
منحة تحويل أرملة ضحية مدنية	13 500	11 250	
منحة تحويل أرملة ضحية الألغام المتفجرة	13 500	11 250	
أصول الشهيد	20 000	20 000	
ابنة شهيد عازية أو أرملة أو مطلقة	7 000	7 000	
(بدون تغيير)	(بدون تغيير)		
منحة أرملة شهيد محولة إلى بنات الشهيد العازبات أو المطلقات أو الأرامل، وإلى أبناء الشهيد بدون عمل أو دخل طبقاً لأحكام المادة 25 (الفقرة 2) من القانون رقم 07-99 المؤرخ في 5 أبريل سنة 1999	61 000 - ابنة الشهيد العازبة أو الأرملة أو المطلقة 54 000 - أبناء الشهيد بدون عمل أو دخل		
أبناء الشهداء القصر فاقدو الوالدين قبل 1962 طبقاً لأحكام المادة 25 (الفقرة 4) من القانون رقم 07-99 المؤرخ في 5 أبريل سنة 1999	54 000	27 000	
إبنة شهيد متزوجة بدون عمل	5000 بدون تغيير	5000 بدون تغيير	

الأنصاف	المبلغ الشهري الساري المفعول من أول يناير 2013 (دج)	المبلغ الشهري الساري المفعول ابتداء من أول يوليو 2013 (دج)	مبلغ الشهري الساري المفعول ابتداء من أول يوليو 2013 (دج)
ابن شهيد معوق	24 000	24 000	
منحة ابن شهيد معوق محولة إلى الأرملة طبقاً لأحكام المادة 28 من القانون 99-07 المؤرخ في 5 أبريل 1999	24 000	21 000	
ابن و بنت الشهيدين طبقاً لأحكام المادة 86 من القانون رقم 24-06 المؤرخ في 26 ديسمبر 2006	48 000	48 000	
ابن المجاهد المعوق	21 000	21 000	
منحة ابن مجاهد معوق محولة إلى الأرملة طبقاً لأحكام المادة 28 من القانون 99-07 المؤرخة في 5 أبريل 1999	21 000	18 000	
منحة أرملة المعطوب المحولة إلى الأبناء القصر و البنات غير المتزوجات بدون دخل طبقاً لأحكام المادة 24 من القانون رقم 99-07 المؤرخ في 5 أبريل سنة 1999	أرملة المعطوب صنف 4 93 000 أرملة المعطوب صنف 3 63 000 أرملة المعطوب صنف 2 57 000 أرملة المعطوب صنف 1 53 250 أرملة المعطوب كبير يحتاج إلى شخص مرافق 53 250 أرملة المعطوب 50 000	أرملة المعطوب صنف 4 90 750 أرملة المعطوب صنف 3 60 750 أرملة المعطوب صنف 2 54 750 أرملة المعطوب صنف 1 51 000 أرملة معطوب كبير يحتاج إلى شخص مرافق 51 000 أرملة المعطوب 47 000	
أصول الشهيد (منحة على كل شهيد أو شهيدة في حالة تعدد الشهداء الأبناء (ة)) طبقاً لأحكام المادة 29 من القانون رقم 99-07 المؤرخ في 5 أبريل سنة 1999	20 000	20 000	
أصول القصر الم توفون أثناء ثورة التحرير الوطني و بسبب أحداثها طبقاً لأحكام المادة 32 من القانون رقم 99-07 المؤرخ في 5 أبريل 1999	13 000	13 000	
أصول ضحايا الألغام المتفجرة	13 000	13 000	
زيادة منح الأطفال	600 (بدون تغيير)	600 (بدون تغيير)	
منحة تكميلية	27 000	27 000	

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم والتنفيذ

المحاسبي للميزانيات

منشور رقم 03 مؤرخ في 11 / 03 / 2013

الموضوع : ترميز الأمرين بالصرف ميزانية الدولة
المراجع : المرسوم التنفيذي رقم 12.13 المؤرخ في 15 جانفي 2013، المتضمن تنظيم مصالح الدولة لدى الوزير الأول المكلفة بالاستشراف والإحصائيات.
- إرسال رقم 38 المؤرخ في 14/02/2013 مصالح الوزير الأول.

طبقاً لصدور المرسوم المشار إليه في المرجع، المتضمن تنظيم مصالح كتابة الدولة لدى الوزير الأول المكلفة بالاستشراف والإحصائيات،
يمنح لهذه الهيئة الرمز التالي:

كتابة الدولة لدى الوزير الأول مكلفة بالاستشراف والإحصائيات : 102.2.00
- الرمز رقم 129.0.00 الممنوح سابقاً لوزارة الاستشراف والإحصائيات قد تم إلغاؤه.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذا المنشور.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات
إمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم:

للتنفيذ

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة
- الخزينة المركزية.

لإعلان :

- مجلس المحاسبة
- المفتشية العامة للمالية
- مفتشية المصالح المحاسبية
- الوزارة الأولى (مديرية إدارة الوسائل)
- المديرية العامة للميزانية
- المديريات الجهوية للخزينة
- الخزينة الرئيسية
- خزانة الولايات

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم والتنفيذ

المحاسبي للميزانيات

منشور رقم 04 مؤرخ في 2013/04/03

الموضوع : رفع قيمة المענק العسكرية.

المراجع : الأمر رقم 76-106 المؤرخ في 09/12/1976، المتضمن قانون المענק العسكرية، لاسيما المادة 78 المعديلة و المتممة.

- القانون رقم 13-03 المؤرخ في 20/02/2013، المعديل و المتمم للأمر رقم 76-106 المؤرخ في 09/12/1976، المتضمن قانون المענק العسكرية.

رفعت أحكام القانون المشار إليه في المرجع، قيمة منحة العجز للموظفين العسكريين، المدنيين الشبيهين والعسكريين في إطار الخدمة الوطنية، بأثر رجعي ابتداءً من 01 جانفي 2012.

بمقتضى المادة 04 من القانون المذكور أعلاه، يساوي المبلغ الشهري لهذه المنحة حاصل ضرب نسبة العجز في المبلغ الشهري الأقصى منحة العجز الذي يعادل مرة ونصف الأجر الوطني الأدنى المضمون، دون أن يقل هذا المبلغ عن نسبة 80 % من الأجر الوطني الأدنى المضمون.

يَظْهُرُ سُلْمَ حسم المنحة العسكرية للعاجزين وذوي حقوقهم في ملحق هذا المنشور.

يُكَلِّفُ السيد أمين الخزينة الرئيسي بتنفيذ هذا المنشور.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات
إمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم:

للتنفيذ

- الخزينة الرئيسة

للإعلام :

- مجلس المحاسبة

- المفتشية العامة للمالية

- المديرية العامة للميزانية

- وزارة الدفاع الوطني (مديرية المصالح المالية)

- مديرية صندوق التقاعد العسكري

- المديريات الجهوية للخزينة

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة

- الخزينة المركزية

- خرائط الولايات.

سلم منحة العطب الممنوحة للموظفين العسكريين، المدنيين الشبيهين

وال العسكريين في إطار الخدمة الوطنية

القانون رقم 13-03 المؤرخ في 20/02/2013، المعدل و المتمم للأمر رقم 106-76 المؤرخ في 1976/12/09.

تاريخ السريان ابتداءً من 01 جانفي 2012.

النسبة المئوية	المبلغ يومياً (دج)	المبلغ شهرياً (دج)	المبلغ كل ثلاثة أشهر (دج)	المبلغ سنوياً (دج)
% 10	480,00	14.400,00	43.200,00	172.800,00
% 15	480,00	14.400,00	43.200,00	172.800,00
% 20	480,00	14.400,00	43.200,00	172.800,00
% 25	480,00	14.400,00	43.200,00	172.800,00
% 30	480,00	14.400,00	43.200,00	172.800,00
% 35	480,00	14.400,00	43.200,00	172.800,00
% 40	480,00	14.400,00	43.200,00	172.800,00
% 45	480,00	14.400,00	43.200,00	172.800,00
% 50	480,00	14.400,00	43.200,00	172.800,00
% 55	495,00	14.850,00	44.550,00	178.200,00
% 60	540,00	16.200,00	48.600,00	194.400,00
% 65	585,00	17.550,00	52.650,00	210.600,00
% 70	630,00	18.900,00	56.700,00	226.800,00
% 75	675,00	20.250,00	60.750,00	243.000,00
% 80	720,00	21.600,00	64.800,00	259.200,00
% 85	765,00	22.950,00	68.850,00	275.400,00
مع شخص مرافق % 85	1.147,50	34.425,00	103.275,00	413.100,00
% 90	810,00	24.300,00	72.900,00	291.600,00
مع شخص مرافق % 90	1.215,00	36.450,00	109.350,00	437.400,00
% 95	855,00	25.650,00	76.950,00	307.800,00
مع شخص مرافق % 95	1.282,50	38.475,00	115.425,00	461.700,00
% 100	900,00	27.000,00	81.000,00	324.000,00
مع شخص مرافق % 100	1.350,00	40.500,00	121.500,00	486.000,00

**سلم منحة العطب الممنوحة لأرامل الموظفين العسكريين، المدنيين الشبيهين
وال العسكريين في إطار الخدمة الوطنية**

القانون رقم 13-03 المؤرخ في 20/02/2013، المعديل و المتمم للأمر رقم 106-76 المؤرخ في 09/12/1976.

تاريخ السريان ابتداءً من 01 جانفي 2012.

النسبة المئوية	المبلغ يومياً (دج)	المبلغ شهرياً (دج)	المبلغ كل ثلاثة أشهر (دج)	المبلغ سنوياً (دج)
% 10	336,00	10.080,00	30.240,00	120.960,00
% 15	336,00	10.080,00	30.240,00	120.960,00
% 20	336,00	10.080,00	30.240,00	120.960,00
% 25	336,00	10.080,00	30.240,00	120.960,00
% 30	336,00	10.080,00	30.240,00	120.960,00
% 35	336,00	10.080,00	30.240,00	120.960,00
% 40	336,00	10.080,00	30.240,00	120.960,00
% 45	336,00	10.080,00	30.240,00	120.960,00
% 50	336,00	10.080,00	30.240,00	120.960,00
% 55	346,50	10.395,00	31.185,00	124.740,00
% 60	378,00	11.340,00	34.020,00	136.080,00
% 65	409,50	12.285,00	36.855,00	147.420,00
% 70	441,00	13.230,00	39.690,00	158.760,00
% 75	472,50	14.175,00	42.525,00	170.100,00
% 80	504,00	15.120,00	45.360,00	181.440,00
% 85	535,50	16.065,00	48.195,00	192.780,00
% 85 مع شخص مرافق	535,50	16.065,00	48.195,00	192.780,00
% 90	567,00	17.010,00	51.030,00	204.120,00
% 90 مع شخص مرافق	567,00	17.010,00	51.030,00	204.120,00
% 95	598,50	17.955,00	53.865,00	215.460,00
% 95 مع شخص مرافق	598,50	17.955,00	53.865,00	215.460,00
% 100	630,00	18.900,00	56.700,00	226.800,00
% 100 مع شخص مرافق	630,00	18.900,00	56.700,00	226.800,00

**سلم منحة العطب الممنوحة لأصول الموظفين العسكريين، المدنيين الشبيهين
و العسكريين في إطار الخدمة الوطنية**

القانون رقم 13-03 المؤرخ في 20/02/2013، المعدل و المتمم للأمر رقم 106-76 المؤرخ في 09/12/1976.

تاریخ السریان ابتداءً من 01 جانفي 2012.

النسبة المئوية	المبلغ يومياً (دج)	المبلغ شهرياً (دج)	المبلغ كل ثلاثة أشهر (دج)	المبلغ سنوياً (دج)
% 10	336,00	10.080,00	30.240,00	120.960,00
% 15	336,00	10.080,00	30.240,00	120.960,00
% 20	336,00	10.080,00	30.240,00	120.960,00
% 25	336,00	10.080,00	30.240,00	120.960,00
% 30	336,00	10.080,00	30.240,00	120.960,00
% 35	336,00	10.080,00	30.240,00	120.960,00
% 40	336,00	10.080,00	30.240,00	120.960,00
% 45	336,00	10.080,00	30.240,00	120.960,00
% 50	336,00	10.080,00	30.240,00	120.960,00
% 55	346,50	10.395,00	31.185,00	124.740,00
% 60	378,00	11.340,00	34.020,00	136.080,00
% 65	409,50	12.285,00	36.855,00	147.420,00
% 70	441,00	13.230,00	39.690,00	158.760,00
% 75	472,50	14.175,00	42.525,00	170.100,00
% 80	504,00	15.120,00	45.360,00	181.440,00
% 85	535,50	16.065,00	48.195,00	192.780,00
مع شخص مرافق % 85	535,50	16.065,00	48.195,00	192.780,00
% 90	567,00	17.010,00	51.030,00	204.120,00
مع شخص مرافق % 90	567,00	17.010,00	51.030,00	204.120,00
% 95	598,50	17.955,00	53.865,00	215.460,00
مع شخص مرافق % 95	598,50	17.955,00	53.865,00	215.460,00
% 100	630,00	18.900,00	56.700,00	226.800,00
مع شخص مرافق % 100	630,00	18.900,00	56.700,00	226.800,00

سلم منحة العطب الممنوحة لليتيم (01) الموظفين العسكريين، المدنيين الشبيهين

وال العسكريين في إطار الخدمة الوطنية

القانون رقم 13-03 المؤرخ في 20/02/2013، المعدل و المتمم للأمر رقم 76-106 المؤرخ في 09/12/1976.

تاريخ السريان ابتداءً من 01 جانفي 2012.

النسبة المئوية	المبلغ يومياً (دج)	المبلغ شهرياً (دج)	المبلغ كل ثلاثة أشهر (دج)	المبلغ سنوياً (دج)
% 10	48,00	1.440,00	4.320,00	17.280,00
% 15	48,00	1.440,00	4.320,00	17.280,00
% 20	48,00	1.440,00	4.320,00	17.280,00
% 25	48,00	1.440,00	4.320,00	17.280,00
% 30	48,00	1.440,00	4.320,00	17.280,00
% 35	48,00	1.440,00	4.320,00	17.280,00
% 40	48,00	1.440,00	4.320,00	17.280,00
% 45	48,00	1.440,00	4.320,00	17.280,00
% 50	48,00	1.440,00	4.320,00	17.280,00
% 55	49,50	1.485,00	4.455,00	17.820,00
% 60	54,00	1.620,00	4.860,00	19.440,00
% 65	58,50	1.755,00	5.265,00	21.060,00
% 70	63,00	1.890,00	5.670,00	22.680,00
% 75	67,50	2.025,00	6.075,00	24.300,00
% 80	72,00	2.160,00	6.480,00	25.920,00
% 85	76,50	2.295,00	6.885,00	27.540,00
مع شخص مرافق % 85	76,50	2.295,00	6.885,00	27.540,00
% 90	81,00	2.430,00	7.290,00	29.160,00
مع شخص مرافق % 90	81,00	2.430,00	7.290,00	29.160,00
% 95	85,50	2.565,00	7.695,00	30.780,00
مع شخص مرافق % 95	85,50	2.565,00	7.695,00	30.780,00
% 100	90,00	2.700,00	8.100,00	32.400,00
مع شخص مرافق % 100	90,00	2.700,00	8.100,00	32.400,00

**سلم منحة العطب الممنوحة ليتيمي (02) الموظفين العسكريين، المدنيين الشبيهين
والعسكريين في إطار الخدمة الوطنية**

القانون رقم 13-03 المؤرخ في 20/02/2013، المعديل و المتمم للأمر رقم 106-76 المؤرخ في 09/12/1976.

تاريخ السريان ابتداءً من 01 جانفي 2012.

النسبة المئوية	المبلغ يومياً (دج)	المبلغ شهرياً (دج)	المبلغ كل ثلاثة أشهر (دج)	المبلغ سنوياً (دج)
% 10	96,00	2.880,00	8.640,00	34.560,00
% 15	96,00	2.880,00	8.640,00	34.560,00
% 20	96,00	2.880,00	8.640,00	34.560,00
% 25	96,00	2.880,00	8.640,00	34.560,00
% 30	96,00	2.880,00	8.640,00	34.560,00
% 35	96,00	2.880,00	8.640,00	34.560,00
% 40	96,00	2.880,00	8.640,00	34.560,00
% 45	96,00	2.880,00	8.640,00	34.560,00
% 50	96,00	2.880,00	8.640,00	34.560,00
% 55	99,00	2.970,00	8.910,00	35.640,00
% 60	108,00	3.240,00	9.720,00	38.880,00
% 65	117,00	3.510,00	10.530,00	42.120,00
% 70	126,00	3.780,00	11.340,00	45.360,00
% 75	135,00	4.050,00	12.150,00	48.600,00
% 80	144,00	4.320,00	12.960,00	51.840,00
% 85	153,00	4.590,00	13.770,00	55.080,00
% 85 مع شخص ممرافق	153,00	4.590,00	13.770,00	55.080,00
% 90	162,00	4.860,00	14.580,00	58.320,00
% 90 مع شخص ممرافق	162,00	4.860,00	14.580,00	58.320,00
% 95	171,00	5.130,00	15.390,00	61.560,00
% 95 مع شخص ممرافق	171,00	5.130,00	15.390,00	61.560,00
% 100	180,00	5.400,00	16.200,00	64.800,00
% 100 مع شخص ممرافق	180,00	5.400,00	16.200,00	64.800,00

**سلم منحة العطب الممنوحة لثلاث يتامى (03) فأكثر للموظفين العسكريين، المدنيين الشبيهين
وال العسكريين في إطار الخدمة الوطنية**

القانون رقم 13-03 المؤرخ في 20/02/2013، المعديل و المتمم للأمر رقم 106-76 المؤرخ في 12/09/1976.

تاريخ السريان ابتداءً من 01 جانفي 2012.

النسبة المئوية	المبلغ يومياً (دج)	المبلغ شهرياً (دج)	المبلغ كل ثلاثة أشهر (دج)	النوع سنويًّا (دج)
% 10	144,00	4.320,00	12.960,00	51.840,00
% 15	144,00	4.320,00	12.960,00	51.840,00
% 20	144,00	4.320,00	12.960,00	51.840,00
% 25	144,00	4.320,00	12.960,00	51.840,00
% 30	144,00	4.320,00	12.960,00	51.840,00
% 35	144,00	4.320,00	12.960,00	51.840,00
% 40	144,00	4.320,00	12.960,00	51.840,00
% 45	144,00	4.320,00	12.960,00	51.840,00
% 50	144,00	4.320,00	12.960,00	51.840,00
% 55	148,50	4.455,00	13.365,00	53.460,00
% 60	162,00	4.860,00	14.580,00	58.320,00
% 65	175,50	5.265,00	15.795,00	63.180,00
% 70	189,00	5.670,00	17.010,00	68.040,00
% 75	202,50	6.075,00	18.225,00	72.900,00
% 80	216,00	6.480,00	19.440,00	77.760,00
% 85	229,50	6.885,00	20.655,00	82.620,00
% 85 مع شخص ممرافق	229,50	6.885,00	20.655,00	82.620,00
% 90	243,00	7.290,00	21.870,00	87.480,00
% 90 مع شخص ممرافق	243,00	7.290,00	21.870,00	87.480,00
% 95	256,50	7.695,00	23.085,00	92.340,00
% 95 مع شخص ممرافق	256,50	7.695,00	23.085,00	92.340,00
% 100	270,00	8.100,00	24.300,00	97.200,00
% 100 مع شخص ممرافق	270,00	8.100,00	24.300,00	97.200,00

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم والتنفيذ

المحاسبي للميزانيات

منشور رقم 05 مؤرخ في 30/04/2013
يتمم أحكام المنشور رقم 03 المؤرخ في
1996 / 02 / 21

الموضوع : إيداع كفالة لدى الخزينة من طرف وسطاء التأمين.

المراجع : المنشور رقم 03 المؤرخ في 12 فبراير 1996.

- المنشور رقم 03 المؤرخ في 29 فبراير 2012

- الرسالة رقم 177 / و/م ع خ المؤرخة في 23 جانفي 2012 للمديرية العامة للخزينة.

تتمم أحكام المنشور رقم 03 المؤرخ في 21 فبراير 1996 على النحو التالي:

مقتضى المادة 20.....(بدون تغيير).....إلى غاية.....من شركة التأمين.

في إطار إيداع الكفالة لدى الخزينة من طرف وسطاء التأمين، طرحت مسألة ما إذا كان التقادم المدني يمس هذه الكفالة.

لأجل هذا، يجدر التوضيح بأن هذه الكفالة يُحتفظ بها كضمان مادام وسيط التأمين في حالة نشاط، وبالتالي لا تُطبق عليها أحكام التقادم المدني.

تبقي باقي أحكام المنشور رقم 03 المؤرخ في 21 فبراير 1996 بدون تغيير

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذا المنشور.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات

إمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم:

للتنفيذ

- الخزينة المركزية.

- خزائن الولايات

لـلإعلام :

- مجلس المحاسبة
- المفتشية العامة للمالية
- المديرية العامة للخزينة
- مفتشية المصالح المحاسبية
- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة
- المديريات الجهوية للخزينة
- الخزينة الرئيسية

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم والتنفيذ

المحاسبي للميزانيات

منشور رقم 06 مؤرخ في 2013/05/28

تصويب للمنشور رقم 20 المؤرخة

في 2013/02/06

الموضوع : رفع قيمة المنح الممنوحة بعنوان حرب التحرير الوطني.

العنوان II- الضحايا المدنيين و ضحايا الألغام المتفجرة: (نسخة اللغة العربية)

العمود المتعلق بالبلغ الشهري الممنوح ابتداءً من 01 يوليو 2013 (دج)، السطر الثاني عشر (نسبة العجز 45%).

عضو : 8 0100

تقراً : 8 100

باقي بدون تغيير.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات

إمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم:

للتنفيذ:

- الخزينة الرئيسية.

- خزائن الولايات.

للإعلام:

- مجلس المحاسبة.

- المفتشية العامة للمالية.

- مفتشية المصالح المحاسبية.

- وزارة المجاهدين (مديرية المنح).

- المديرية العامة للخزينة.

- المديرية العامة للميزانية.

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة.

- المديريات الجهوية للخزينة.

- الخزينة المركزية.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم والتنفيذ

المحاسبي للميزانيات

منشور رقم 07 مؤرخ في 2013/06/03

الموضوع : القانون رقم 07.99 المؤرخ في 05 ابريل 1999 المتعلق بالمجاهد والشهيد، لاسيما المادتين 24 و 25 منه.

في إطار تطبيق أحكام المادتين 24 و 25 من القانون رقم 07.99 المؤرخ في 05 ابريل 1999 المتعلق بالمجاهد والشهيد، أشار بعض أمناء الخزائن الولاية إلى الصعوبات التي تصادفهم عند تسديد المنح الممنوحة فيما يخص المادتين السالفتين الذكر.

فعلا، فيما يتعلق بالمنح المحددة بموجب المادة 24، فقد لوحظ أن بعض المستفيدين الذين يحوزتهم شهادة الإعفاء من الضريبة المسلمة من طرف المصالح الجبائية، لا يزالون مدینين تجاه الإدارة الجبائية.

في هذه الحالة، يكون تسديد المنحة مرتقبا بتقدیم مستخرج من الجدول، من طرف المستفيدين الذين علقوا نشاطهم التجاري (شطب النشاط).

فيما يخص المادة 25، فقد تبين في كثير من الأحيان أن المنحة الممنوحة في إطار هذه المادة تصفى لصالح مستفيد واحد، و يظهر بعد ذلك ذوي حقوق آخرون مما يتطلب إعادة تقسيم مبلغ هذه المنحة من جديد.

لذا، وحرصا على التسirير السليم لهذه الملفات أحدثت مصالح مديرية المنح بوزارة المجاهدين مقرر تقسيم للمنحة طبقا للنموذج المرفق و الذي حل محل إجازة المنحة.

يوضح هذا المقرر، المرسل من طرف المصالح السالفة الذكر إلى المديريات الولاية للمجاهدين، أمناء الخزائن و إلى أمين الخزينة الرئيسية، فضلا عن البيانات الموجودة، المستفيد الجديد، التاريخ الجديد للانتفاع وكذا المبلغ السنوي.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذا المنشور.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات

إمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم:

للتنفيذ

- الخزينة الرئيسية

- خزائن الولايات

للإعلام :

- مجلس المحاسبة

- المفتشية العامة للمالية

- وزارة المجاهدين (مديرية المنح)

- المديرية العامة للميزانية

- المديرية العامة للخزينة

- مفتشية المصالح المحاسبية

- المديريات الجهوية للخزينة (مع التبليغ أمناء الخزائن التابعين)

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة

- الخزينة المركزية.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

رقم الملف: وزارة المجاهدين
الرقم الوطني: مديرية المعاشات
20.. / م / م رقم :

مقرر إعادة التقسيم

إن وزير المجاهدين،

- بمقتضى القانون رقم 89-26 المؤرخ في 31 ديسمبر 1989 المتضمن قانون المالية لسنة 1990، لاسيما المادة 129 الفقرة 1 و 3 منها،
- و بمقتضى القانون رقم 99-07 المؤرخ في 05 أبريل سنة 1999 والمتصل بالمجاهد و الشهيد، لاسيما المادة 24 الفقرة 3 منها و المادة 25 الفقرة 2 منها،
- و بمقتضى التعليمية الوزارية المشتركة رقم 04-08 المؤرخة في 14 مارس 2008 المتعلقة بتطبيق أحكام المواد 24-25 و 28 من القانون رقم 99-07 المؤرخ في 5 أبريل سنة 1999 والمتصل بالمجاهد و الشهيد.

و نظراً لـ المستفيد (ة) من المنحة رقم : الأخر (ة):

يقرر مايلي

المادة الأولى :

يعاد تقسيم المنحة رقم :

المولود (ة) بتاريخ :

إبن (ة) :

الساكن:

بالمبلغ السنوي:

ابتداء من تاريخ :

المادة الثانية : يحفظ هذا المقرر بالوثائق الحسابية للمعنيين .

المادة الثالثة : يكلف السادة / مدير المجاهدين و أمين الخزينة الولاية لولاية كل فيما يخصه ، بتنفيذ هذا المقرر.

ع/وزير المجاهدين

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية
المديرية العامة للمحاسبة
مديرية التنظيم والتنفيذ
المحاسبي للميزانيات

منشور رقم 08 مؤرخ في 2013/10/22



الموضوع : ترميز المراكز المحاسبة.

المراجع : منشور رقم 17 المؤرخ في 30 أكتوبر 1984.

يهدف هذا المنشور إلى وضع مدونة جديدة تتضمن ترميز المراكز المحاسبة للوكالات المالية.

تقديم هذه المدونة كما يلي:

- الرقمين الأوليين يرمزان إلى الولاية
- الرقم الثالث يمثل الهيئة المعنية (ضرائب، جمارك أو أملاك الدولة)
- الأرقام الثلاثة الأخيرة تشكل الرقم التعريفي الممنوح للمركز المحاسبي المعنى.

أمثلة:

- قباضة مديرية المؤسسات الكبرى (DGE) : 16/1-001
- قباضة الجمارك الجزائر - ميناء . 16/2-001 :
- المحافظة العقارية الجزائر. 16/3-001 :
- مفتشيه أملاك الدولة باب الواد . 16/1-3013

لإمكان إجراء أي تعديل لهذه المدونة إلا بمبادرة من طرف المديرية العامة للمحاسبة (مديرية التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات).
أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذا المنشور.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات
إمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم:

للتنفيذ

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة
- الخزينة المركزية.
- الخزينة الرئيسية
- خزائن الولايات

لإعلام :

- مجلس المحاسبة
- المفتشية العامة للمالية
- المديرية العامة للضرائب

- المديرية العامة للجمارك
- المديرية العامة للأملاك الوطنية
- المديرية العامة للخزينة
- المديرية العامة للميزانية
- مفتشية المصالح المحاسبية
- مديرية تحديث وضبط المقاييس المحاسبة
- المديريات الجهوية للخزينة (اللتبليغ إلى أمناء الخزائن التابعين لناحيتكم).

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم والتنفيذ

المحاسبي للميزانيات

منشور رقم 09 مؤرخ في 2013/12/03

الموضوع : ترميز المراكز المحاسبية.

المراجع : منشور رقم 08 المؤرخ في 22 أكتوبر 2013 المتضمن ترميز المراكز المحاسبية.

يهدف هذا المنشور إلى تتمة قائمة المراكز المحاسبية التابعة للمديرية العامة للجمارك، و التي تظهر في المدونة المتضمنة ترميز المراكز المحاسبية للوكالات المالية (ضرائب، جمارك و أملاك الدولة)، طبقاً للجدول التالي:

رقم الرمز	قبضة الجمارك	الولاية
001-2/45	النعامة	النعامة

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذا المنشور.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات
إمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم:

للتنفيذ

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة.
- الخزينة المركزية.
- الخزينة الرئيسة.
- خزينة ولاية النعامة.
- الوكالات المالية للجمارك.

لِلْإِعْلَامِ :

- مجلس المحاسبة.
 - المفتشية العامة للمالية.
 - المديرية العامة للجمارك.
 - المديرية العامة للضرائب.
 - المديرية العامة للأملاك الدولة.
 - المديرية العامة للخزينة.
 - المديرية العامة للميزانية.
 - مفتشية المصالح المحاسبية.
 - مديرية التحديث وضبط المقايس المحاسبية.
 - المديريات الجهوية للخزينة (إبلاغ الخزائن التابعة لناحبيتكم).

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم والتنفيذ

المحاسبي للميزانيات

منشور رقم 10 مؤرخ في 30/12/2013

الموضوع : مركزة العمليات المحاسبية.

في إطار مركزة محاسبة المراكز المحاسبية من طرف العون المحاسب المركزي للخزينة، أظهر فحص الوثائق المرسلة بصفة دورية إلى هذا الأخير مجموعة من العيوب تخص:

- عدم إعادة تشكيل التسبيقات على الوكالات (ح/431-008)،

- عدم تسوية التسبيقات المقيدة في خصوم الحساب رقم 007-510 من طرف أمناء خزائن البلديات،

- نقل أرصدة مدينة أو دائنة بصفة غير طبيعية حسب التنظيم، إلى ميزان الدخول،

- عدم تجانس مابين بعض الكتل،

- غياب أو نقص الوثائق الثبوتية،

- تقديم وثائق منقوصة المعلومات يتعدى استغلالها.

فضلاً عن ذلك وفي بعض الحالات، هنالك حسابات دائنة تقدم أرصدة مدينة بصفة غير عادلة والعكس صحيح.

علاوةً على ذلك، غالباً ما تبقى الرسائل التي تشير إلى العيوب و الموجهة من طرف العون المحاسب المركزي للخزينة إلى المراكز المحاسبية دون رد.

لذا، ولأجل وضع حد لهذه الوضعية المضرة بالسير العادي للمصالح والسماح للعون المحاسب المركزي للخزينة بالقيام بهاته على أحسن وجه، يلتزم أمناء الخزائن بالسهر على التأكد من أنَّ الوضعيات الدورية المرسلة إلى هذه الهيئة معدة ومقدمة طبقاً للتنظيم المعمول به، وبالتكلف في آجال معقولة بالعيوب التي ثمت إفادتهم بها.

أطلب منكم السهر على التطبيق الصارم لأحكام هذا المنشور.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات
إمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم:

للتنفيذ:

- الخزينة المركزية.
- الخزينة الرئيسة.
- خزائن الولايات.

للإعلام:

- مجلس المحاسبة.
- المفتشية العامة للمالية.
- مفتشية المصالح المحاسبية.
- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة.
- المديريات الجهوية للخزينة.

التعليمات

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم والتنفيذ

المحاسبي للميزانيات

تعليمية رقم 01 المؤرخة في 15/01/2013 تعدل وتتمم أحكام التعليمية رقم 26 المؤرخة في 20/08/2002

الموضوع : سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.109 صندوق مكافحة التصرّف وتنمية الاقتصاد الرعوي والسهوب

المراجع : القانون رقم 11.11 المؤرخ في 18/07/2011 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2011 لا سيما المادة 43 منه.

- المرسوم التنفيذي رقم 06.12 المؤرخ في 09/01/2012 يعدل و يتمم المرسوم التنفيذي

رقم 248.02 المؤرخ في 23/07/2002 يحدد كيفية سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.109 « صندوق مكافحة التصرّف وتنمية الاقتصاد الرعوي والسهوب » .

- التعليمية رقم 26 المؤرخة في 20/08/2002 .

تطبيقا لأحكام المرسوم التنفيذي المشار إليه أعلاه، يعدل و يتمم العنوان II من التعليمية رقم 26 المؤرخة في 20/08/2002 على النحو التالي:

II - أحكام محاسبية

سيجل الحساب رقم 302.109

في باب الإيرادات

(بدون تغيير).....

في باب النفقات

(بدون تغيير).....

يؤهل للاستفادة من دعم صندوق مكافحة التصرّف وتنمية الاقتصاد الرعوي والسهوب(بدون تغيير).....

الوزير المكلف بالفلاحة هو الأمر بالصرف الرئيسي لهذا الحساب.

محافظ الغابات هو الأمر بالصرف الثاني لهذا الحساب.

تبقي باقي أحكام التعليمية رقم 26 المؤرخة في 20/08/2002 بدون تغيير.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذه التعليمية

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات

إمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الخزينة الرئيسية

- خزائن الولايات

للإعلام :

- مجلس المحاسبة

- المفتشية العامة للمالية

- مفتشية المصالح المحاسبية

- وزارة الفلاحة والصيد البحري (مديرية إدارة الوسائل)

مديرية التحديث و ضبط مقاييس المحاسبة.

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة

- المديريات الجهوية للخزينة

- الخزينة المركزية

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

وزارة المالية

LE MINISTRE

الوزير

تعديل و تتمم أحكام التعليمية رقم 08 المؤرخة في 2012/10/18 تعليمية رقم 001 المؤرخة في 2013/01/15

الموضوع : كيفيات إلتزام وتنفيذ النفقات المرتبطة بسير الانتخابات المحلية (المجلس الشعبي البلدي / المجلس الشعبي الولائي) ليوم 29 نوفمبر 2012.

المراجع : المرسوم الرئاسي رقم 12-320 المؤرخ في 13 شوال 1433 الموافق لـ 31 أوت 2012 يتضمن استدعاء الناخبين لانتخاب أعضاء المجالس الشعبية البلدية والولائية .

- المرسوم الرئاسي رقم 12-321 المؤرخ في 13 شوال 1433 الموافق لـ 31 أوت 2012 يتضمن تعيين أعضاء اللجنة الوطنية للإشراف على انتخاب أعضاء المجالس الشعبية البلدية والولائية لسنة 2012.

للسماح لمصالح وزارة الداخلية و الجماعات المحلية بتسوية مجمل الديون غير المدفوعة المسجلة في إطار تنظيم الانتخابات المحلية (المجلس الشعبي البلدي / المجلس الشعبي الولائي ليوم 29/11/2012 تعديل و تتمم أحكام العنوانين I و II من التعليمية رقم 08 المؤرخة في 18/10/2012 المتعلقة بآجال إقفال التزام النفقات والأمر بالصرف و تحرير حوالات النفقات على النحو التالي :

(1) الإدارة المركزية:

التزام النفقات : 28 فيفري 2013

الأمر بصرف النفقات : 10 مارس 2013

الفصلان المعنيان هما:

الفصل 37.05 : إدارة مركزية - انتخابات

الفصل 37.08 : إدارة مركزية - اللجنة الوطنية مراقبة الانتخابات المحلية (المجلس

الشعبي البلدي/ المجلس الشعبي الولائي ليوم 29 نوفمبر 2012).

(2) مصالح لامركزية للدولة :

التزام النفقات : 20 جانفي 2013

الأمر بصرف النفقات : 30 جانفي 2013

الفصلان المعنيان هما:

الفصل 37.15 : مصالح لامركزية للدولة - انتخابات

الفصل 37.18 : مصالح لا مركزية للدولة - نفقات التسيير للجان الولائية ولجان البلديات

مراقبة الانتخابات المحلية (المجلس الشعبي البلدي / المجلس الشعبي

الولائي ليوم 29 نوفمبر 2012).

تبقى باقي أحكام التعليمية رقم 08 المؤرخة في 18 أكتوبر 2012 بدون تغيير.
على السادة الآمررين بالصرف، المراقبين الماليين و المحاسبين المعنيين السهر على التطبيق الصارم لأحكام هذه التعليمية.

إمضاء، وزير المالية
كريم جودي

المرسل إليهم :

- السيد وزير الداخلية والجماعات المحلية.
- السيد رئيس مجلس المحاسبة.
- السيد رئيس المفتشية العامة للمالية.
- السيد المدير العام للميزانية (وإبلاغ المراقبين الماليين) .
- المدير العام للمحاسبة (وإبلاغ المصالح الخارجية للخزينة).
- السيد المدير العام للخزينة.
- السادة الولاة.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم والتنفيذ

المحاسبي للميزانيات

تعليمية رقم 02 مؤرخة في 15/01/2013

تعديل و تتمم أحكام التعليمية

رقم 13 المؤرخة في 25/05/2009

الموضوع : سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.126 «الصندوق الخاص لدعم مربى المواشي و صغار المستغلين الفلاحين».

المرجع : القانون رقم 11 - 11 المؤرخ في 18/07/2011 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2011 ، لاسيما المادة 46 منه.

- المرسوم التنفيذي رقم 09.12 المؤرخ في 01/01/2012 يعدل و يتمم المرسوم التنفيذي رقم 150.09 المؤرخ في 02/05/2009 يحدد
كيفيات سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.126 سير حساب التخصيص الخاص رقم 302.126 «الصندوق الخاص لدعم مربى
المواشي و صغار المستغلين الفلاحين».

- التعليمية رقم 13 المؤرخة في 25/05/2009

تطبيقاً لـأحكام المرسوم التنفيذي المشار إليه أعلاه يعدل و يتمم العنوان II من التعليمية رقم 13 المؤرخة في 25/05/2009 على النحو
التالي :

II - أحكام محاسبية

يسجل الحساب رقم 302.126

في باب الإيرادات

.....(بدون تغيير).....

في باب النفقات

.....(بدون تغيير).....

يؤهل للاستفادة من دعم الصندوق الخاص بدعم مربى المواشي و صغار المستغلين الفلاحين(بدون تغيير).

الوزير المكلف بالفلاحة هو الامر بالصرف الرئيسي لهذا الحساب

محافظ الغابات هو الامر بالصرف الثانوي لهذا الحساب.

تبقي باقي أحكام التعليمية رقم 13 المؤرخة في 25/05/2009 بدون تغيير.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذه التعليمية.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات

إمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة

- الخزينة الرئيسية

للإعلام :

- مجلس المحاسبة

- المفتشية العامة للمالية

- المديرية العامة للخزينة

- المديرية العامة للميزانية

- وزارة الفلاحة و الصيد البحري (مديرية إدارة الوسائل)

- مفتشية المصالح المحاسبية

- المديريات الجهوية للخزينة

- الخزينة المركزية

- خزائن الولايات

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم والتنفيذ

المحاسبي للميزانيات

التعليمية رقم 03 المؤرخة في 2013/02/17

تعديل وتتمم أحكام التعليمية رقم 20

المؤرخ في 2000/09/11

الموضوع : سير حساب التخصيص الخاص رقم 302-100 « الصندوق الوطني للطريقات ».

المرجع: القانون رقم 11-11 المؤرخ في 18/07/2011 يتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2011، لاسيما المادة 42 منه،

- المرسوم التنفيذي رقم 12-10 المؤرخ في 09/01/2012 يعدل و يتمم المرسوم التنفيذي

رقم 2000 - 117 المؤرخ في 29/05/2000 المعدل والمتمم والذي يحدد كيفيات سير حساب

التخصيص الخاص رقم 100-302» الصندوق الوطني للطريقات «

- التعليمية رقم 20 المؤرخة في 2000/09/11.

- التعليمية رقم 30 المؤرخة في 2012/12/03

منح المرسوم التنفيذي رقم 10.12 المؤرخ في 09/01/2012 ، و المأذوذ تطبيقا لأحكام المادة 42 من قانون المالية التكميلي لسنة 2011 صفة الامر بالصرف الثانوي لمديري الأشغال العمومية بالولايات .

تهدف هذه التعليمية إلى تعديل و تتمم أحكام التعليمية رقم 20 المؤرخة في 11/09/2000 المعدلة والمتممة:

I - أحكام عامة

..... (بدون تغيير حتى) يبرر في الخصوم والأصول.

يحرك الحساب رقم 302.100 من طرف الوزير المكلف بالطريقات بصفته الامر بالصرف الرئيسي و مديرى الأشغال العمومية بصفتهم الامرين بالصرف الثانويين و يعمل في كتابات أمين الخزينة الرئيسي و أمناء الخزائن الولاية.

II - أحكام محاسبية

يعدل و يتمم العنوان II من التعليمية رقم 20 المؤرخة في 11/09/2000 على النحو التالي:

يسجل الحساب رقم 302-100

في باب الإيرادات :

..... (بدون تغيير)

في باب النفقات :

..... (بدون تغيير)

تبعا لتعيين مديرى الأشغال العمومية للولايات بصفتهم آمرين بالصرف ثانويين على الحساب السالف الذكر، و لأسباب تسهيلية على الصعيد المحاسبي و قصد السماح بالتمييز بين العمليات المنجزة سواء على المستوى المركزي أو المحلى ، يقسم من هنا فصاعدا الحساب رقم 302.100 إلى سطرين، اللذان سيظهران في مدونة حسابات الخزينة تحت العنوانين التاليين :

- السطر 001: تسيير الخزينة الرئيسية

- السطر 002 : تسيير الخزينة الولائية

أ - السطر 001: تسيير الخزينة الرئيسية

يعمل السطر 001 للحساب رقم 302.100 في كتابات أمين الخزينة الرئيسية و حدتها و يسطر :

في باب الإيرادات :

- ناتج الرسومات النوعية المحددة بموجب قوانين المالية ،

- الإعانات المحتملة للدولة و الجماعات المحلية،

- الهبات والوصايا.

في باب النفقات :

- الإعانات المأمور بصرفها من طرف الامر بالصرف الرئيسي لصالح مدير الأشغال العمومية للولايات

ب - السطر 002 : تسيير أمناء الخزائن الولائية

يعمل هذا السطر فقط في كتابات أمناء الخزائن الولائية و يسجل :

في باب الإيرادات :

- الإعانات المحولة من طرف أمين الخزينة الرئيسي لصالح الآمرین بالصرف الثانويين

في باب النفقات :

- النفقات التي يتم تحريرها من طرف مدير الأشغال العمومية للولايات بصفتهم الآمرین بالصرف الثانويين و المنفذة من طرف أمناء الخزائن الولائية فيما يخص صيانة و حماية شبكة الطرقات الوطنية .

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذه التعليمة.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات

إمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم:

- للتنفيذ:

- الخزينة الرئيسية.

- خزائن الولايات

للإعلام:

- مجلس المحاسبة.

- المفتشية العامة للمالية.

- المديرية العامة للخزينة.

- المديرية العامة للميزانية.

- وزارة الأشغال العمومية

- مفتشية المصالح المحاسبية.

- المديريات الجهوية للخزينة.

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة.

- الخزينة المركزية.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم والتنفيذ

المحاسبي للميزانيات

تعليمية رقم 04 مؤرخة في 2013/02/27

الموضوع : تسيير برنامج إنجازأسواق الجوارية من طرف الولاية لفائدة الشباب.

المرجع : التعليمية الوزارية المشتركة (مالية - داخلية) رقم 002 المؤرخة في 11 فيفري 2012

أوضحت التعليمية الوزارية المشتركة المشار إليها في المرجع كيفيات تنفيذ إجراء التسيير المباشر من طرف الولاية وبصفة استثنائية ، لبرنامج إنجاز الأسواق الجوارية لفائدة الشباب ، المسجلة فيما يخص المخططات البلدية للتنمية .

للسماح بالتنفيذ المحاسبي للعمليات المرتبطة بإنجاز هذا البرنامج، فتح بموجب التعليمية الوزارية المشتركة السالفة الذكر ، السطر رقم 400 المعنون « مخططات البلدية للتنمية - تسيير الولاية » في مدونة حسابات الخزينة ضمن حساب التخصيص الخاص رقم 431.203 « صندوق تسيير عمليات الاستثمارات العمومية المسجلة فيما يخص برنامج دعم التنمية الاقتصادية ».»

لأجل هذا، تقييد من هنا فصاعدا، العمليات المسطرة في السطر 004 «تسيير البنك الجزائري للتنمية» المفتوح حاليا ضمن الحساب رقم 302.104 تبعا للبرقية رقم 3187 المؤرخة في 15 سبتمبر 2010، في السطر 005 و الذي تم فتحه ضمن الحساب رقم 302.134 تحت عنوان «**تسيير الصندوق الوطني للاستثمار**».»

من هنا تكون العمليات المسجلة لحد الآن في السطر 004 «تسيير البنك الجزائري للتنمية» « موضوع نقل من طرف أمين الخزينة المركزي عن طريق المقابل إلى السطر الجديد 005 و الذي تم فتحه ضمن الحساب رقم 302.134 «**تسيير الصندوق الوطني للاستثمار**».»

نظرا لما سبق، يعاد هيكلة بنية الحساب رقم 302.134 على النحو التالي :

- السطر 001 : برنامج قطاعي ممركز
- السطر 002 : برنامج قطاعي لا ممركز
- السطر 003 : المخططات البلدية للتنمية
- السطر 004 : المخططات البلدية للتنمية «**تسيير الولاية**»
- السطر 005 : **تسيير الصندوق الوطني للاستثمار**

تكون العمليات المقيدة في السطر 005 للحساب رقم 302.134 موضوع تقديم وضعية من طرف أمناء الخزائن الولاية ضمن الشروط المحددة بموجب التعليمية رقم 28 المؤرخة في 01 جويلية 2012.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذه التعليمية.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات

إمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة

- الخزينة المركزية

- خرائط الولايات

للإعلام :

- مجلس المحاسبة

- المفتشية العامة للمالية

- المديرية العامة للميزانية

- المديرية العامة للخزينة

- مفتشية المصالح المحاسبية

- وزارة الداخلية و الجماعات المحلية

- المديريات الجهوية للخزينة

- الخزينة الرئيسية

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم والتنفيذ

المحاسبي للميزانيات

تعليمات رقم 05 مؤرخة في 06/03/2013

الموضوع : سير حساب التخصيص الخاص رقم 014-302 المعنون: « صندوق تنمية الفن السينمائي و تقنياته و صناعته ». المرجع : القانون رقم 09-09 المؤرخ في 30/12/2009 المتضمن قانون المالية لسنة 2010 لاسيما المادة 65 منه.

- القانون رقم 10-01 المؤرخ في 26/08/2010 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2010 لاسيما المادة 63 منه.

- القانون رقم 10-13 المؤرخ في 29/12/2010 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2011 لاسيما المادة 75 منه.

- المرسوم التنفيذي رقم 12-90 المؤرخ في 28/02/2012 الذي يحدد كيفيات سير حساب التخصيص الخاص رقم 014-302 المعنون: « صندوق تنمية الفن السينمائي و تقنياته و صناعته ».

I - أحكام عامة

تطبيقاً لأحكام المادة 65 من القانون رقم 09-09 المؤرخ في 30/12/2009 المتضمن قانون المالية لسنة 2010 ، المعدلة و المتممة ، حدد المرسوم 12-90 المؤرخ في 28/02/2012 المشار إليه المرسوم كيفيات سير حساب التخصيص الخاص رقم 014-302 المعنون: « صندوق تنمية الفن السينمائي و تقنياته و صناعته ».

تهدف هذه التعليمات إلى توضيح الكيفيات العملية للتطبيق المحاسبي للنصوص المذكورة أعلاه.

II - أحكام محاسبية

الحساب رقم 014-302 « صندوق تنمية الفن السينمائي و تقنياته و صناعته »، هو حساب تخصيص خاص ينقل رصيده من سنة إلى سنة.

يفتح هذا الحساب في مدونة حسابات الخزينة في المجموعة 03، الحساب العام 30، الفرع 2، ويظهر في الباب 09 من الوضعية الإحصائية العشرية، يبرر خصوما و أصولا و يعمل في كتابات الخزينة الرئيسية وحدتها.

الامر بالصرف لهذا الحساب هو الوزير المكلف بالثقافة.

يقييد هذا الحساب :

في باب الإيرادات:

- ناتج الأتاوى المطبقة على تذاكر الدخول إلى قاعات السينما المنشأة لفائدة الصندوق بموجب قوانين المالية،

- ناتج الرسوم المحصلة لدى تسليم التأشيرات و الرخص المنصوص عليها في التشريع و التنظيم المعمول بهما،

- ناتج رسم الإشهار المطبق على رقم الأعمال المحقق في إطار النشاط الإشهاري المنصوص عليه في المادة 63 من الأمر رقم

01-10 المؤرخ في 16 رمضان عام 1431 الموافق 26 غشت سنة 2010 و المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2010،

- تسديد القروض،

- إعانت ميزانية الدولة و الجماعات المحلية،

- كل المساهمات أو الموارد الأخرى،

- الهبات و الوصايا.

في باب النفقات:

- إعانت الدولة للإنتاج السينمائي و توزيعه و استغلاله و تجهيزه.
- مخصصات للمؤسسات تحت الوصاية بمقرر من الوزير المكلف بالثقافة بعنوان النفقات المتصلة بالعمليات المعهودة إليها طبقاً لدفتر الشروط العامة الملحق بهذا المرسوم.

تحدد قائمة الإيرادات و النفقات المقاطعة من هذا الحساب بقرار مشترك بين الوزير المكلف بمالية و الوزير المكلف بالثقافة.
تحدد كيفيات متابعة و تقييم حساب التخصيص الخاص رقم 302-014 بموجب قرار مشترك بين الوزير المكلف بمالية و الوزير المكلف بالثقافة.

يتم إعداد برنامج عمل من طرف الامر بالصرف توضح فيه الأهداف المسطرة و كذا آجال الإنجاز.
تنجز العمليات المقيدة في الحساب رقم 302-014 طبقاً لأحكام القانون رقم 90-21 المؤرخ في 15/08/1990 المتعلق بالمحاسبة العمومية المعدل و المتمم.

III - أحكام متفرقة

للسماح بمتابعة الحساب رقم 302 ، يرسل أمين الخزينة الرئيسية شهرياً إلى المديرية العامة للمحاسبة ، وزارة الثقافة ، المديرية العامة للخزينة و المديرية العامة للميزانية، وضعية مفصلة لهذا الحساب تظهر الإيرادات المسجلة، النفقات المسددة و الرصيد المتوفّر.

تلغى كل الأحكام المتعارضة مع أحكام هذه التعليمية، لا سيما أحكام التعليمية رقم 79 المؤرخة في 28/08/1991.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذه التعليمية.

يرسل أمين الخزينة الرئيسية شهرياً إلى المديرية العامة للمحاسبة ، وزارة الثقافة ، المديرية العامة للخزينة و المديرية العامة للميزانية، وضعية مفصلة لهذا الحساب.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات
إمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم:

للتنفيذ :

- الخزينة الرئيسية.
- خزائن الولايات.

للإعلام :

- وزارة الثقافة (مديرية الإدارة و الوسائل).
- مجلس المحاسبة.
- المفتشية العامة للمالية.
- مفتشية المصالح المحاسبية.
- المديرية العامة للميزانية.
- المديرية العامة للخزينة.
- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة.
- المديريات الجهوية للخزينة.
- الخزينة المركزية.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم والتنفيذ

المحاسبي للميزانيات

تعليمية رقم 06 مؤرخة في 2013/03/11

المعدلة والمتممة لأحكام التعليمية

رقم 28 المؤرخة في 26/07/1998

الموضوع : سير حساب التخصيص الخاص رقم 093-302 المعنون: « صندوق دعم هيئات الصحافة المكتوبة و السمعية البصرية و الإلكترونية و نشاطات تكوين و تحسين مستوى الصحفيين و المتتدخلين في مهن الإتصال ».

المرجع : القانون رقم 97-02 المؤرخ في 31/12/1997 المتضمن قانون المالية لسنة 1998 لاسيما المادة 91 منه.

- القانون رقم 11-16 المؤرخ في 28/12/2011 المتضمن قانون المالية لسنة 2012 لاسيما المادة 85 منه.

- المرسوم التنفيذي رقم 12-411 المؤرخ في 08/12/2012 الذي يحدد كيفيات سير حساب التخصيص الخاص رقم 093-302 المعنون: « صندوق دعم هيئات الصحافة المكتوبة و السمعية البصرية و الإلكترونية و نشاطات تكوين و تحسين مستوى الصحفيين و المتتدخلين في مهن الإتصال

- التعليمية رقم 28 المؤرخة في 26/07/1998.

تطبيقاً لأحكام المرسوم المذكور أعلاه، يعدل و يتم العنوان II من التعليمية رقم 28 المؤرخة في 26/07/1998 على النحو التالي:

II - أحكام محاسبية

الحساب رقم 093-302 « صندوق دعم هيئات الصحافة المكتوبة و السمعية البصرية و الإلكترونية و نشاطات تكوين و تحسين مستوى الصحفيين و المتتدخلين في مهن الإتصال » هو حساب تخصيص خاص..... بدون تغيير..... إلى غاية بصفته آمر بالصرف رئيسي.

يقيد هذا الحساب :

- في باب الإيرادات:

إعانت الدولة و الجماعات المحلية،

جميع الموارد أو المساهمات الأخرى،

الهبات و الوصايا.

- في باب النفقات:

- الإعانات الممنوحة التي تهدف في إطار الصالح العام إلى ترقية هيئات الصحافة الوطنية المكتوبة و السمعية البصرية و الإلكترونية و لاسيما تشجيع بروز صحافة متخصصة و محلية و جهوية و دعم نشر الصحافة في المناطق المعزولة أو النائية.

- تمويل نشاطات تكوين و تحسين مستوى الصحفيين و المتتدخلين في مهن الإتصال.

تمحى الإعارات التي تهدف إلى ترقية هيئات الصحافة المكتوبة و السمعية البصرية و الإلكترونية و كذا تمويل نشاطات تكوين و تحسين مستوى الصحفيين و المتتدخلين في مهن الإتصال حسب معايير التأهيل، التي تحددها لجنة خاصة تنشأ لدى الوزير المكلف بالإتصال.

تم تمويل هذه النشاطات طبقاً لماقتضيات دفتر الشروط العامة الملحة بهذه المرسوم.

تيقى باقى أحكام التعليمية رقم 28 المؤرخة فى 26/07/1998 بدون تغيير.

أطلب منكم السَّمْعَ على تطبيق أحكام هذه التعليمات.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات
إمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم:

للتنفيذ:

- الخزينة الرئيسية.

لِلْأَعْلَامِ:

- مجلس المحاسبة.

- المفتشية العامة للمالية.

- مفتشية المصالح المحاسبية.

- وزارة الإتصال.

- المديرية العامة للميزانية.

- المديرية العامة للخزينة.

- المديريات الجهوية للخزينة.

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة.

- الخزينة المركزية.

خزائن الولايات.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم والتنفيذ

المحاسبي للميزانيات

التعليمية رقم 07 المؤرخة في 2013/03/25

الموضوع : تحديد نتائج الميزانيات التي لم تتم تسويتها وتخصيصها للحساب الدائم متاح ومكشوف الخزينة(سنة 2010).

المرجع : القانون رقم 04-13 المؤرخ في 9 ربيع الثاني 1434 الموافق ل 20 فيفري 2013 المتضمن تسوية الميزانية لسنة 2010.

- التعليمية العامة المتعلقة بمحاسبة الخزينة.

خصصت أحكام القانون المشار إليه في المرجع للحساب الدائم متاح ومكشوف الخزينة الخاص بالسنة المالية 2010:

● عجز الميزانية النهائي الخاص بعمليات الميزانية لسنة 2010 بمبلغ 2.13.592.170.779.188,13 دج

● خسائر الحسابات الخاصة للخزينة المصافة أو المقلدة و المسجلة بتاريخ 31 ديسمبر 2010 بمبلغ 844.297.712.390,52 دج

● الخسائر الناجمة عن تسيير عمليات دين الدولة المسجلة بتاريخ 31 ديسمبر 2010 بمبلغ 297.478.126.495,68 دج

● التغير الصافي الخاص ب:

- التغير الصافي الإيجابي لأرصدة الحسابات الخاصة للخزينة بمبلغ : 3.020.364.815.626,98 دج;

- التغير الصافي الإيجابي لأرصدة حسابات الاقتراض بمبلغ: 288.337.161.754,87 دج,

- التغير الإيجابي الصافي لأرصدة حسابات المساهمة بمبلغ : 449.903.335,64 دج,

- العجز الإجمالي فيما يخص سنة 2010 بمبلغ : 424.794.737.356,84 دج,

تهدف هذه التعليمية، تطبيقا لأحكام القانون المذكور أعلاه، إلى توضيح الإجراءات المحاسبية المتعلقة بالتحصيص للحساب الدائم متاح ومكشوف الخزينة.

I - أحكام عامة

طبقا لأحكام التعليمية المشار إليها في المرجع، يتکفل العون المحاسبي المركزي للخزينة مع نهاية كل سنة مالية بوقف حسابات الدولة واستخلاص نتائج الميزانية والخزينة.

تقيد مؤقتا النتائج المتحصل عليها في حسابات نتائج الميزانيات التي لم تتم تسويتها.

II - أحكام محاسبية

تبعا لصدور القانون المتضمن تسوية الميزانية لسنة 2010، يتکلف العون المحاسبي المركزي للخزينة بالتحصيص للحساب الدائم لنواتج الخزينة على النحو التالي :

أ) إثبات التغييرات

بالنسبة لسنة 2010 يجب إثبات التغييرات المحددة الخاصة بالحسابات الخاصة للخزينة ، الاقتراض و المساهمات في الحسابات التالية :

1) فيما يخص الحسابات الخاصة للخزينة

3.020.364.815.626,98 دج	530.004	- خصوم حساب
	600.004	- أصول حساب

2) فيما يخص حسابات الاقتراض

288.337.161.754,87 دج	530.005	- خصوم حساب
	600.005	- أصول حساب

3) فيما يخص حسابات المساهمات

449.903.335,64 دج	530.006	- خصوم حساب
	600.006	- أصول حساب

بعد وضع النتائج المثبتة فيما يخص هذه التغيرات، يشرع الوكيل المحاسبي المركزي للخزينة على أساس المعطيات المرسخة بموجب القانون المتضمن تسوية الميزانية لسنة 2010، في إجراء الكتابات التالية :

ب) عمليات متعلقة بحساب نتائج الميزانيات التي لم يتم تسويتها

1) فيما يخص العجز النهائي لعمليات الميزانية

424.794.737.356,84 دج	610.001/01	- خصوم حساب
	600.001	- أصول حساب

2) فيما يخص خسائر الحسابات الخاصة للخزينة المصفاة أو المقفلة

844.297.712.390,52 دج	610.001/02	- خصوم حساب
	600.002	- أصول حساب

3) فيما يخص الأرباح و الخسائر الناجمة عن تسهيل عمليات دين الدولة

297.478.126.495,68 دج	610.001/03	- خصوم حساب
	600.003	- أصول حساب

ج) عمليات متعلقة بعمليات الحسابات الخاصة للخزينة، الاقتراض و المساهمات

1) فيما يخص التغيرات الإيجابية الصافية لأرصدة الحسابات الخاصة للخزينة

3.020.364.815.626,98 دج	600.004	- خصوم حساب
	610.001/04	- أصول حساب

2) فيما يخص التغيرات الإيجابية الصافية لأرصدة حسابات الاقتراض

288.337.161.754,87 دج	600.005	- خصوم حساب
	610.001/05	- أصول حساب

3) فيما يخص التغيرات الإيجابية الصافية لأرصدة حسابات المساهمات

449.903.335,64 دج	600.006	- خصوم حساب
	610.001/06	- أصول حساب

تنسخ مجلمل هذه العمليات في الدفتر الجامع لحسابات النواتج والمتاح و مكشوف الخزينة. بنهاية هذه العمليات يقوم الوكيل المحاسبي المركزي للخزينة بإعداد الميزان النهائي لحسابات النواتج للميزانيات التي تمت تسويتها.

تسمح قراءة هذه الوثيقة المحاسبية بإثبات تصفية مجلمل الحسابات المتعلقة بنواتج الميزانية التي لم يتم تسويتها (600.001 إلى 600.010).

سيكرس هذا الميزان الموقوف بتاريخ 31 ديسمبر 2010، النتائج المخصصة للمتاح و مكشوف الخزينة فيما يخص العمليات المالية لسنة 2010.

يشكل تلخيص العمليات المنجزة فيما يخص النتائج المخصصة بتاريخ 31 ديسمبر 2010، متاح و مكشوف الخزينة و كذا وضعية الحساب الدائم لنتائج الخزينة، القاعدة المرجعية يضاف إليها المبالغ التي سوف تكسرها قوانين التسوية اللاحقة.

يكلف الوكيل المحاسبي المركزي للخزينة بتنفيذ هذه التعليمات.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات
إمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة

للإعلام :

- مجلس المحاسبة

- المفتشية العامة للمالية

- المديرية العامة للخزينة

- المديرية العامة للميزانية

- مفتشية المصالح المحاسبية

- مديرية التحديث وضبط المقاييس المحاسبية

- المديريات الجهوية للخزينة

- الخزينة المركزية

- الخزينة الرئيسية

- خزائن الولايات

٢٠١٣/٠٣/٢٦ مُؤرخة في رقم ٠٨ تعليمة

الموضوع : سير حساب التخصيص الخاص رقم 079-302 المعنون: « الصندوق الوطني للمياه ».
المرجع : الأمر رقم 03-94 المؤرخ في 31/12/1994 المتضمن قانون المالية لسنة 1995، لاسيما المادة 143 منه.
- القانون رقم 09-09 المؤرخ في 30/12/2009 المتضمن قانون المالية لسنة 2010، لاسيما المادة 68 منه.
- القانون رقم 11-11 المؤرخ في 18/07/2011 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2011، لاسمه.

- المرسوم التنفيذي رقم 105-12 المؤرخ في 05/03/2012 يعدل و يتم المرسوم التنفيذي رقم 95-176 المؤرخ في 24/06/1995 ، الذي يحدد كيفيات سير حساب التخصيص الخاص رقم 302-079 المعنون: " الصندوق الوطني للمياه الصالحة للشرب "، المعدل و المتمم.
- التعليمـة رقم 13 المؤرخـة في 03/10/1995.
- التعليمـة رقم 37 المؤرخـة في 17/10/2005.

I - أحكام عامة

عدلت و قمت المادتان 68 من القانون رقم 09-09 المؤرخ في 30/12/2009 المتضمن قانون المالية لسنة 2010 و 38 من القانون رقم 11-11 المؤرخ في 18/07/2011 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2011، أحكام المادة 143 من الأمر رقم 03-94 رقم المؤرخ في 31/12/1994 المتضمن قانون المالية لسنة 1995 التي أحدثت حساب التخصيص الخاص رقم 302-079 المعنون : « الصندوق الوطني للمياه الصالحة للشرب ».«

عدل و قم المرسوم التنفيذي رقم 12-105 المؤرخ في 05/03/2012 المشار إليه أعلاه، المأمور بتطبيقاً لأحكام المواد السابقة،
أحكام المرسوم التنفيذي رقم 95-176 المؤرخ في 24/06/1995 الذي يحدد كيفيات سير حساب التخصيص الخاص رقم 079-
302 المسمى، أعلاه.

تهدف هذه التعليمية إلى توضيح الكيفيات العملية للتطبيق المحاسبي للنصوص المذكورة أعلاه.

- II أحكام محاسبية

الحساب رقم 302-079 هو حساب تخصيص خاص ينقل رصيده من سنة إلى سنة.

يفتح هذا الحساب في مدونة حسابات الخزينة في المجموعة 3، الحساب العام 30، الفرع 2، ويظهر في الباب 9 من الوضعية الإحصائية العشرية، يبرر خصوماً وأصولاً ويعمل في كتابات أمين الخزينة الرئيسية.

الامر بالصرف الرئيسي لهذا الحساب هو الوزير المكلف بالموارد المالية.

يقيد هذا الحساب :

في باب الإيرادات:

- عائدات الأتاوى المستحقة على المصالح و الهيئات و المؤسسات العمومية التابعة للدولة و الجماعات الإقليمية المكلفة بالتزويدي بالمياه الصالحة للشرب و المياه الصناعية بعنوان امتياز تسيير المنشآت العمومية لإنتاج المياه الصالحة للشرب و نقلها و توزيعها،
- الإعانت المحتملة التي قنحها الدولة و الجماعات الإقليمية،
- الهبات و الوصايا،
- ناتج الإتاوة المستحقة على الاستعمال بمقابل للأملاك العمومية المائية للمياه المعدنية ومياه الماء المنبع،
- حصة من ناتج الأتاوى المستحقة بعنوان الاستعمال بمقابل للأملاك العمومية للمياه باقططاع الماء لاستعماله لغرض صناعي و سياحي و خدمي،
- حصة من ناتج الإتاوة المستحقة على الاستعمال بمقابل للأملاك العمومية للمياه من أجل حقنه في الآبار البترولية أو استعمالات أخرى في ميدان المحروقات.

في باب النفقات:

- التكفل المالي بالنفقات المتعلقة بأنظمة التعبئة و التحويل و التزويد بالمياه الصالحة للشرب و التطهير و الري الفلاحي و باستثمارات تهيئة و/أو اقتناط التجهيزات و المعدات الضرورية الناتجة عن الخلل التقني الكبير أو النقص في المياه غير المتوقع. يجب على الهيئات و/أو المؤسسات العمومية المستفيدة من هذه العمليات أن تكتتب دفتر شروط يتم إعداده مع الإدارة الوصية يبيّن على الخصوص و بدقة الأعمال القابلة للتمويل من هذا الصندوق وكذا كيفيات المراقبة المتعلقة بتنفيذ النفقات العمومية،
- المساهمات بعنوان استثمارات التوسیع و التجديد و التجهيزات،
- المخصصات لفائدة سلطة ضبط خدمات المياه،
- النفقات المترتبة على إجراءات دعم سعر المياه،

يحدد قرار مشترك للوزير المكلف بمالية والوزير المكلف بموارد المائية مدوّنة الإيرادات والنفقات التي تقييد في الحساب رقم 302-079 والمذكورة أعلاه.

تحدد كيفيات متابعة و تقييم حساب التخصيص الخاص رقم 302-079 بموجب قرار مشترك للوزير المكلف بمالية و الوزير المكلف بموارد المائية.

يتم إعداد برنامج عمل من طرف الأمر بالصرف توضح فيه الأهداف المسطرة و كذا آجال الإنجاز.

يتم إنجاز العمليات المقيدة في الحساب رقم 302-079 طبقاً لأحكام القانون رقم 90-21 المؤرخ في 15/08/1990 المتعلق بالمحاسبة العمومية، المعدل والمتمم.

III - أحكام متفرقة

للسماح بمتابعة الحساب رقم 302-079 يرسل أمين الخزينة الرئيسية شهريا إلى المديرية العامة للمحاسبة، وزارة الموارد المائية، المديرية العامة لخزينة و المديرية العامة للميزانية، وضعيّة مفصلة لهذا الحساب تظهر الإيرادات المسجلة، النفقات المسددة و الرصيد المتوفّر.

تلغي أحكام هذه التعليمات أحكام التعليمتين رقم 13 المؤرخة في 03/10/1995 و رقم 37 المؤرخة في 17/10/2005 و تحل محلهما.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذه التعليمات.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات
إمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم:

للتنفيذ:

- الخزينة الرئيسية.

للإعلام:

- مجلس المحاسبة.

- المفتشية العامة للمالية.

- مفتشية المصالح المحاسبية.

- وزارة الموارد المائية.

- المديرية العامة للميزانية.

- المديرية العامة للخزينة.

- المديريات الجهوية للخزينة.

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة.

- الخزينة المركزية.

- خزائن الولايات.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم والتنفيذ

المحاسبي للميزانيات

تعليمية رقم 09 المؤرخة في 26/03/2013

الموضوع : إقفال حساب التخصيص الخاص رقم 302.132 صندوق تخصيص نسب الفوائد على القروض الممنوحة للعائلات لاقتناء وبناء و توسيع السكن و كذا المرقين العقاريين في إطار البرامج المدعمة من طرف الدولة.

المراجع : القانون رقم 12-12 المؤرخ في 26/12/2012 المتضمن قانون المالية لسنة 2013 ، لاسيما المادة 53 منه.

I - أحكام عامة

أعلنت أحكام المادة 53 من القانون المشار إليه في المراجع المتضمن قانون المالية لسنة 2013، إقفال حساب التخصيص الخاص رقم 302.132 صندوق تخصيص نسب الفوائد على القروض الممنوحة للعائلات لاقتناء وبناء و توسيع السكن و كذا المرقين العقاريين في إطار البرامج المدعمة من طرف الدولة و صب رصيده في حساب التخصيص الخاص رقم 302.062 « تخفيض نسبة الفوائد».

تهدف هذه التعليمية إلى توضيح الكيفيات العملية للتطبيق المحاسبي لهذا الإجراء.

بعد توقيف الكتابات لنهاية السنة المالية 2013، يكون الرصيد المتبقى لغاية هذا التاريخ في الحساب رقم 302.132 موضوع صب من طرف أمين الخزينة الرئيسية في أصول الحساب رقم 302.062 « تخفيض نسبة الفوائد» فور الانتهاء من هذه العملية، لا يظهر الحساب رقم 302.132 في مدونة حسابات الخزينة.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذه التعليمية.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات

إمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الخزينة الرئيسية

للإعلام :

- مجلس المحاسبة

- المفتشية العامة للمالية

- المديرية العامة للخزينة

- المديرية العامة للميزانية

- مفتشية المصالح المحاسبية

- المديريات الجهوية للخزينة

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة

- الخزينة المركزية

- خزائن الولايات

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم والتنفيذ

المحاسبي للميزانيات

تعليق رقم 10 المؤرخة في 26/03/2013

الموضوع : إقفال حساب التخصيص الخاص رقم 302.090 "صندوق ترقية التكوين المهني المتواصل".

المرجع : القانون رقم 12/12 المؤرخ في 26/12/2012 يتضمن قانون المالية لسنة 2013، لاسيما المادة 57 منه.

I - أحكام عامة

أعلنت المادة 57 من القانون المشار إليه في المراجع المتنصّن قانون المالية لسنة 2013، إقفال حساب التخصيص الخاص رقم 302.090 « صندوق ترقية التكوين المهني المتواصل » و تصب رصيده إلى حساب التخصيص الخاص رقم 302.091 « صندوق ترقية التمهين ».

تهدف هذه التعليمية إلى توضيح الكيفيات العملية للتطبيق المحاسبي لهذا الإجراء.

بعد توفيق الكتابات نهاية السنة 2013، يكون الرصيد المتبقى لغاية هذا التاريخ في الحساب التخصيص الخاص رقم 302.090 موضوع صب من طرف أمين الخزينة الرئيسي في أصول الحساب رقم 302.091 و الذي يعنون من هنا فصاعدا « صندوق ترقية التمهين و التكوين المهني المتواصل ».

فور الانتهاء من هذه العملية، لا يظهر الحساب رقم 302.090 في مدونة حسابات الخزينة.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذه التعليمية.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات

إمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الخزينة الرئيسية

للإعلام :

- مجلس المحاسبة

- المفتشية العامة للمالية

- مفتشية المصالح المحاسبية

- المديرية العامة للميزانية

- المديرية العامة للخزينة

- وزارة التكوين والتعليم المهنيين (مديرية إدارة الوسائل)

- مفتشية المصالح المحاسبية

- المديريات الجهوية للخزينة

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة

- الخزينة المركزية

- خزائن الولايات

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم والتنفيذ

المحاسبي للميزانيات

تعليق رقم 11 المؤرخ في 2013/03/26

الموضوع : مدونة الحساب رقم 201.005 « نواتج الجمارك »

المراجع : الإرسال رقم 214 المؤرخ في 2013/02/14 للمديرية العامة للجمارك.

تهدف هذه التعليمة إلى تحديد مدونة سطر الميزانية الخاصة بالحساب رقم 201.005 «نواتج الجمارك»

العنوان	السطر
حق الجمارك في الإستراد	11-05
إتاوة عن استعمال منشآت الطرق	12-05
إتاوة عن تغيير الإقامة	41-05
الناتج المتصل بالتصريحيات المعالجة بـ المعلوماتية تحت جميع النظم الجمركية « لدى التصدير باستثناء التصدير العادي »	64-05
الناتج المتصل بالتصريحيات الموجزة المعالجة بـ المعلوماتية (بيانات)	65-05
الناتج المتصل بمصاريف الاشتراك السنوية للمستعملين الموصلين بنظام التسيير بـ المعلوماتية التابع للجمارك	66-05
الناتج المتصل باستعمال نظام التسيير بـ المعلوماتية التابع للجمارك	67-05
الناتج المتصل بالتصريحيات المعالجة بـ المعلوماتية تحت جميع النظم الجمركية لدى الاستيراد	68-05
إتاوة عن الأختام الجمركية	69-05
إتاوة عن المراقبة عن طريق الجهاز الكاشف	70-05
إتاوة عن وسائل ضمان سلامة العمليات و الوثائق الجمركية	71-05
إتاوة جمركية بنسبة 0,4%	72-05
إتاوة الإجراءات الجمركية بنسبة 2%	73-05
الحق الإضافي المؤقت بنسبة 60% يفرغ على شكل سطور بنسبة 12% .	74-05

السطور المفتوحة هكذا، لا تظهر كما هي في مدونة حسابات الخزينة و تسظر في السجلات المساعدة للمحاسبين العموميين المعينين. في إطار تطهير بعض الملفات المتنازع فيها و التي ترتب عنها حكم نهائي نص على سداد بعض هذه الحقوق و الإتاوات، ستعمل السطور 72-05 و 73-05 و 74-05 مؤقتا و تسجل بعض الحقوق و الإتاوات تم إلغاؤها غير أن قابضي الجمارك مستمرين في تحصيلها.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذه التعليمة.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات

إمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

قابضات الجمارك

للإعلام :

- مجلس المحاسبة
- المفتشية العامة للمالية
- مفتشية المصالح المحاسبية
- المديرية العامة للخزينة
- المديرية العامة للجمارك
- المديرية العامة للميزانية
- المديرية العامة للأملك الوطنية
- المديريات الجهوية للخزينة
- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة
- الخزينة المركزية
- الخزينة الرئيسية
- خرائط الولايات

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم والتنفيذ

المحاسبي للميزانيات

تعليمية رقم 12 المؤرخة في 2013/04/03

تعديل و تتمم أحكام التعليمية رقم

2013/03/26 المؤرخة في 09

الموضوع : إحداث سطرين ضمن حساب التخصيص الخاص رقم 302.062 « تخفيض نسب الفوائد ».

المراجع : القانون رقم 12-12 المؤرخ في 26/12/2012 المتضمن قانون المالية لسنة 2013 ، لاسيما المادة 53 منه.

التعليمية رقم 09 المؤرخة في 26 مارس 2013

أوضحت أحكام التعليمية رقم 09 المؤرخة في 26 مارس 2013 المأكولة تطبيقاً للمادة 53 من قانون المالية لسنة 2013، الكيفيات المحاسبية لإيقاف حساب التخصيص الخاص رقم 302.132 « صندوق تخصيص نسب الفوائد على القروض الممنوحة للعائلات لاقتناء وبناء و توسيع السكن و كذا المرقين العقاريين في إطار البرامج المدعومة من طرف الدولة » و صب رصيده في حساب التخصيص الخاص رقم 302.062 و الذي سيغدون من هنا فصاعداً « تخفيض نسب الفوائد ».

للسماح بتمييز مبلغ هذا الرصيد عن ذلك المستخرج بتاريخ 31 ديسمبر 2012 في الحساب رقم 302-062، يفتح ضمن هذا الأخير السطران التاليان:

- السطر 001 « تخفيض نسب الفوائد على التجهيزات »

سيسجل هذا السطر الرصيد المستخرج في ميزان الخروج بتاريخ 31 ديسمبر 2012 في الحساب رقم 302.062.

- السطر 002 « تخفيض نسب الفوائد على القروض العقارية »

سيأوي هذا السطر الرصيد المستخرج بتاريخ 31 ديسمبر 2012 في الحساب رقم 302.132.

بمجرد إنجاز عملية التحويل المبينة أعلاه، يقوم أمين الخزينة الرئيسية فوراً بإبلاغ المديرية العامة للخزينة و الوكيل المحاسبي المركزي للخزينة بذلك و موافقها في هذا الشأن بوضعية محاسبية تبين فيها الرصيد الذي تم صبه في كل من السطرين المعنيين.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذه التعليمية.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات

إمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الخزينة الرئيسية

للإعلام :

- مجلس المحاسبة

- المفتشية العامة للمالية

- المديرية العامة للخزينة

- المديرية العامة للميزانية

- مفتشية المصالح المحاسبية

- مديرية التحديث و ضبط مقاييس المحاسبة

- المديريات الجهوية للخزينة

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة

- الخزينة المركزية

- خزائن الولايات

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم والتنفيذ

المحاسبي للميزانيات

رقم 13 مؤرخة في 2013/04/07
تصويب للتعليمات رقم 09 المؤرخة في 2013/03/26

الموضوع : إقفال حساب التخصيص الخاص رقم 132-302 المعنون: « صندوق تخصيص نسب الفوائد على القروض الممنوحة للعائلات لاقتناء وبناء وتوسيع السكن وكذا المرقين العقاريين في إطار البرامج المدعومة من طرف الدولة ». .

عوض :

بعد توقيف الكتابات لنهاية السنة المالية 2013.

تقرأ :

بعد توقيف الكتابات لنهاية السنة المالية 2012.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات
إمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم:

للتنفيذ:

- الخزينة الرئيسية.

للإعلام:

- مجلس المحاسبة.
- المفتشية العامة للمالية.
- المديرية العامة للخزينة.
- المديرية العامة للميزانية.
- مفتشية المصالح المحاسبية.
- مديرية التحديث وضبط مقاييس المحاسبة.
- المديريات الجهوية للخزينة.
- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة.
- الخزينة المركزية.
- خزائن الولايات.

الجمهورـية الجزائـرـية الديمقـراطـية الشـعـبـية
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية

المديريـة العامة لـلـمحـاسبـة

مـديـريـة التـنظـيم والتـنـفيـذ

الـمحـاسـبـي لـلمـيزـانـيـات

رقم 14 مؤرخ في 2013/04/09
تصويب للتعليمـة رقم 07 المؤرخـة في 25 مارس 2013

الموضوع : تحديد نتائج الميزانيات التي لم يتم تسويتها و تخصيصها للحساب الدائم ملتح و مكشف الخزينة (سنة 2010).

الصفحة 2

ب) عمليات متعلقة بحساب نتائج الميزانيات التي لم يتم تسويتها

(1) فيما يخص العجز النهائي لعمليات الميزانية

عون :

- خصوم حساب 610.001/01
- أصول حساب 600.001
$$\left\{ \begin{array}{l} 610.001/01 \\ 600.001 \end{array} \right. \begin{array}{l} 424.794.737.356 \\ 2.592.170.779.188.13 \end{array} \begin{array}{l} \text{دج} \\ \text{دج} \end{array}$$

تقرأ :

- خصوم حساب 610.001 / 01
- أصول حساب 610.001
$$\left\{ \begin{array}{l} 610.001 / 01 \\ 610.001 \end{array} \right. \begin{array}{l} 2.592.170.779.188.13 \\ 2.592.170.779.188.13 \end{array} \begin{array}{l} \text{دج} \\ \text{دج} \end{array}$$

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات

إمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ:

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة

للإعلام :

- مجلس المحاسبة
- المفتشية العامة للمالية
- المديريـة العامة لـلـخـزـينـة
- المديريـة العامة لـلمـيزـانـيـة
- مفتشية المصالح المحاسبية
- مديرية التحديث و ضبط المقاييس المحاسبية
- المديريـات الجهـوـية لـلـخـزـينـة
- الوكـالـة المحـاسـبـيـة المـركـزـيـة لـلـخـزـينـة
- الخـزـينـة المـركـزـيـة
- خـزـائـن الـولـاـيـات

الجمهوريـة الجزائـرـية الديمقـراطـية الشـعـبـية

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم والتنفيذ

المحاسبي للميزانيات

تعليمـة رقم 15 مؤـرـخـة في 2013/04/09

الموضوع : كـيفـيات تـوزـيع موـارـد الصـندـوق المـداـخـيل الإـضـافـيـة .

المـرجـع : الأمر رقم 01.09 المؤـرـخ في 22 جـولـية 2009 المـتـضـمـن قـانـون المـالـيـة التـكـمـيـليـيـ لـسـنـة 2009 لا سيـما المـادـاتـان 22 وـ23 مـنـهـ.

الـقـرـارـ رقم 17 المؤـرـخ في 13 مـارـس 2013 المـحـدد لـكـيفـيات تـوزـيع موـارـد الصـندـوق التـكـمـيـليـيـ لـلـدـخـلـ ماـبـينـ الإـدـارـةـ الجـبـائـيـةـ وـالـمـصـالـحـ المـدـعـوـةـ لـتـقـديـمـ مـسـاعـدـةـ لـلـمـصـالـحـ الجـبـائـيـةـ .

بـمـقـتضـيـ أـحـکـامـ المـادـةـ 22ـ لـقـانـونـ المـالـيـةـ التـكـمـيـليـيـ لـسـنـة~ 2009ـ،ـ تـرـفـعـ نـسـبـةـ إـقـطـاعـ السـنـوـيـ المـوـجـهـةـ لـتـموـيلـ الصـندـوقـ التـكـمـيـليـيـ لـلـدـخـلـ لـفـائـدـةـ موـظـفـيـ الإـدـارـةـ الجـبـائـيـةـ إـلـىـ 70%ـ.

تطـبـقـاـ لـأـحـکـامـ المـادـةـ 23ـ مـنـ نـفـسـ الـقـانـونـ،ـ حـدـدـتـ نـسـبـةـ إـقـطـاعـ العـلاـوـاتـ الـمـرـتـبـةـ بـالـمـسـاعـدـاتـ الـخـاصـةـ بـتـوـسيـعـ الـوعـاءـ الـضـرـبـيـ وـ الـبـحـثـ عـنـ اـمـاـدـةـ الـخـاطـعـةـ لـلـضـرـبـيـ بـ 30%ـ.

حدـدـ الـقـرـارـ رقم 17 المؤـرـخـ في 13 مـارـس 2013ـ التـوـزـيعـ الـجـدـيدـ مـوـارـدـ الصـندـوقـ التـكـمـيـليـيـ لـلـدـخـلـ ماـبـينـ الإـدـارـةـ الجـبـائـيـةـ وـالـمـصـالـحـ المـدـعـوـةـ لـتـقـديـمـ مـسـاعـدـةـ لـلـمـصـالـحـ الجـبـائـيـةـ .

لـأـجـلـ هـذـاـ،ـ أـعـيـدـ صـيـاغـةـ هـيـكـلـةـ حـسـابـ التـخـصـيـصـ الـخـاصـ رقم 302.078ـ «ـالـصـندـوقـ التـكـمـيـليـيـ لـلـدـخـلـ لـفـائـدـةـ الإـدـارـةـ الجـبـائـيـةـ»ـ عـلـىـ النـحـوـ التـالـيـ:

الـحـسـابـ رقم 302.078

نـوـعـ التـوزـيعـ	الـعنـوانـ	الـسـطـرـ
69 ,5%	موظـفـوـ الإـدـارـةـ الجـبـائـيـةـ	001
0,5%	مـصـالـحـ أـخـرىـ (ـالـمـدـرـسـةـ الـوطـنـيـةـ لـلـضـرـائـبـ)	002
10,44%	موظـفـوـ الـخـزـينـةـ	003
9,88%	موظـفـوـ الـأـمـلاـكـ الـوـطـنـيـةـ	004
2,64%	موظـفـوـ مـسـحـ الـأـرـاضـيـ	005
4,73%	موظـفـوـ الـمـيـزـانـيـةـ	006
0,85%	موظـفـوـ الـمـفـتـشـيـةـ الـعـامـةـ لـلـمـالـيـةـ	007
0,96%	الـمـوـظـفـوـ الـمـلـتـكـلـ بـهـمـ مـنـ طـرـفـ مـدـيـرـيـةـ عـمـلـيـاتـ الـمـيـزـانـيـةـ وـ الـمـنـشـآـتـ (ـ الـآـمـانـةـ الـعـامـةـ -ـ الـدـيـوـانـ -ـ مـعـ عـ مـ خـ -ـ مـ دـ)	008
0,03%	خـلـيـةـ فـحـصـ الـمـعـلـومـةـ الـمـالـيـةـ	009
0,02%	الـدـيـوـانـ الـمـركـزـيـ لـقـمعـ الـفـسـادـ	10
0,45%	الـدـيـوـانـ الـوـطـنـيـ لـلـإـحـصـائـيـاتـ	11
100%	مـجمـوعـ الـحـسـابـ رقم 302.078	

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذه التعليمية التي يسري مفعولها ابتداء من السادس الأول لسنة 2013.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات
إمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الخزينة المركزية
- الخزينة الرئيسية
- خزائن الولايات

للإعلام :

- مجلس المحاسبة
- المفتشية العامة للمالية
- المديرية العامة للخزينة
- المديرية العامة للميزانية
- المديرية العامة للضرائب
- المديرية العامة للأملاك الوطنية
- مديرية عمليات الميزانية والمنشآت
- خلية فحص المعلومة المالية
- الديوان المركزي لقمع الفساد
- الديوان الوطني للإحصائيات
- المديرية العامة للعلاقات المالية الخارجية
- المديرية العامة للتقديرات و السياسات
- مفتشية المصالح المحاسبية
- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة
- المديريات الجهوية للخزينة

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم والتنفيذ

المحاسبي للميزانيات

تعليمية رقم 16 المؤرخة في 2013/04/11

الموضوع : إقفال حساب التخصيص الخاص رقم 302.127 « الصندوق الوطني لتحضير وتنظيم المهرجان الثقافي الإفريقي 2009 ».

المرجع : القانون رقم 12-12 المؤرخ في 26/12/2012 متضمن قانون المالية لسنة 2013 ، لاسيما المادة 56 منه.

I - أحكام عامة

بمقتضى أحكام المادة 56 من القانون المشار إليه في المرجع المتضمن قانون المالية لسنة 2013، يقفل حساب التخصيص الخاص رقم 302.127 « الصندوق الوطني لتحضير وتنظيم المهرجان الثقافي الإفريقي 2009 ».

تنص هذه الأحكام كذلك، على صب رصيد هذا الحساب في حساب نتائج الخزينة.

تهدف هذه التعليمية إلى توضيح الكيفيات العملية لتنقييد العمليات الناجمة عن هذا الإجراء.

II - أحكام محاسبية

1 - دور أمين الخزينة الرئيسي :

بتاريخ 31 ديسمبر 2012، يشرع أمين الخزينة الرئيسية، فيما يخص الفترة الإضافية، في نقل الرصيد الدائن المستخرج في حساب التخصيص الخاص رقم 302.127 السالف الذكر، في كتابات الوكيل المحاسبي المركزي للخزينة عن طريق الحساب رقم 530.002 « حساب ترتيب مركز و تهير نهاية السنة »

2 - دور الوكيل المحاسبي المركزي للخزينة

عند التوقيف النهائي لكتابات نهاية سنة 2012، يشرع الوكيل المحاسبي المركزي للخزينة في صب رصيد الحساب رقم 302.127 في حساب نتائج الخزينة، ضمن الشروط النظامية المعمول بها.

بعد تاريخ 31 ديسمبر 2012 ، لا يظهر الحساب رقم 302.127 في مدونة حسابات الخزينة.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذه التعليمية.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات
إمضاء: السيد خ. لخباري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة

- الخزينة الرئيسية

للإعلام :

- مجلس المحاسبة

- المفتشية العامة للمالية

- المديرية العامة للخزينة

- المديرية العامة للميزانية

- وزارة الثقافة (مديرية إدارة الوسائل)

- مفتشية المصالح المحاسبية

- المديريات الجهوية للخزينة

- الخزينة المركزية

- خرائن الولايات

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم والتنفيذ

المحاسبي للميزانيات

تعلیمة رقم 17 لمؤرخ في 29/04/2013

الموضوع : التسيير المحاسبي دور الأطفال المسعفين.

المراجع : المرسوم التنفيذي رقم 12-04 المؤرخ في 04 جانفي 2012 المتضمن القانون الأساسي النموذجي لمؤسسات الأطفال المسعفين.

- التعليمية رقم 40 المؤرخة في 11 ديسمبر 2002 المتعلقة بالتسهيل المحاسبي دور الأطفال المسعفين.

إن أحكام المرسوم التنفيذي رقم 12-04 المؤرخ في 04 جانفي 2012 المشار إليه في المرجع غير تسمية دور الأطفال المسعفين إلى مؤسسات الأطفال المسعفين.

لهذا الغرض، يعنون الحساب الفرعي رقم 49 المفتوح ضمن الحساب رقم 402 001 «الولايات و مؤسسات الولايات - المصالح المالية»، بعد الآن " مؤسسات الأطفال المسعفين ".

أرجو منكم الحرص على تطبيق أحكام هذه التعليمية.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات
إمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- خزائن الولايات.

للإعلام :

- مجلس المحاسبة.

- المفتشية العامة للمالية.

- مفتشية المصالح المحاسبية.

- وزارة التضامن الوطني و الأسرة و قضايا المرأة.

- مديرية التحديث و ضبط مقاييس المحاسبة.

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة.

- المديريات الجهوية للخزينة.

- الخزينة المركزية.

- الخزينة الرئيسية.

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم والتنفيذ

المحاسبي للميزانيات

تعلیمة رقم 18 المؤرخ في 29/04/2013

الموضوع : التسيير المحاسبي مؤسسات التربية و التعليم المتخصصة للأطفال المعوقين.

المراجع : المرسوم التنفيذي رقم 05-12 المؤرخ في 04 جانفي 2012 المتضمن القانون الأساسي النموذجي مؤسسات التربية و التعليم المتخصصة للأطفال المعوقين

- التعليمية رقم 41 المؤرخة في 11 ديسمبر 2002 المتعلقة بالتسهيل المحاسبي للمراكز الطبية التربوية و المراكز المتخصصة في تعليم الأطفال المعوقين.

إن أحکام المرسوم التنفيذي رقم 05-12 المؤرخ في 04 جانفي 2012 المشار إليه في المرجع غير تسمية المراكز الطبية التربوية و المراكز المتخصصة في تعليم الأطفال المعوقين إلى مؤسسات التربية و التعليم المتخصصة للأطفال المعوقين.

لهاذا الغرض، يعنون الحساب الفرعي رقم 50 المفتوح ضمن الحساب رقم 402 001 «الولايات و مؤسسات الولايات - المصالح المالية»،
بعد الآن « مؤسسات التربية و التعليم المتخصصة للأطفال المعوقين ».

أرجو منكم الحرص على تطبيق أحکام هذه التعليمية.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات
إمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- خزانة الولايات.

للإعلام :

- مجلس المحاسبة.

- المفتشية العامة للمالية.

- مفتشية المصالح المحاسبية.

- وزارة التضامن الوطني و الأسرة و قضايا المرأة.

- مديرية التحديد و ضبط مقاييس المحاسبة.

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة.

- المديريات الجهوية للخزينة.

- الخزينة المركزية.

- الخزينة الرئيسية.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم والتنفيذ

المحاسبي للميزانيات

تعليمية رقم 19 المؤرخة في 2013/04/30

الموضوع : تقييد ناتج الرسم على الأطر المطاطية الجديدة المستوردة و ناتج الرسم على الزيوت و الشحوم و تحضير الشحوم المستوردة.

المراجع : القانون رقم 05-16 المؤرخ في 31 ديسمبر 2005، المتضمن قانون المالية لسنة 2006، لاسيما المادتين 60 و 61 منه،

القانون رقم 12-12 المؤرخ في 26 ديسمبر 2012، المتضمن قانون المالية لسنة 2013، لاسيما المادة 43 منه،

عدلت أحكام المادة 43 من القانون رقم 12-12 المؤرخ في 26 ديسمبر 2012 المتضمن قانون المالية لسنة 2013 توزيع ناتج الرسم على الأطر المطاطية الجديدة المستوردة و ناتج الرسم على الزيوت و الشحوم و تحضير الشحوم المستوردة.

تهدف هذه التعليمية إلى توضيح كيفيات التطبيق المحاسبي للإجراءات السالف الذكر.

I - ناتج الرسم على الأطر المطاطية الجديدة المستوردة :

يتحول ناتج الرسم على الأطر المطاطية الجديدة المستوردة كماليي :

40 % لفائدة الصندوق المشترك للجماعات المحلية .

للسامح بالقيد المحاسبي للإيرادات المسجلة في هذا الإطار، يفتح في مدونة حسابات الخزينة ضمن الحسابين رقم 302.020 و 500.019، السطرين التاليين:

- حساب رقم 302.020 « الصندوق المشترك للجماعات المحلية» السطر رقم 026 " ناتج الرسم على الأطر المطاطية الجديدة المستوردة"

- حساب رقم 500.019 « تحويل ناتج الرسوم إلى أمين الخزينة الرئيسية لحساب الصندوق المشترك للجماعات المحلية » السطر رقم 017 « ناتج الرسم على الأطر المطاطية الجديدة المستوردة».

II- ناتج الرسم على الزيوت و الشحوم و تحضير الشحوم المستوردة :

50 % لفائدة الصندوق المشترك للجماعات المحلية .

يقييد هذا الناتج في الحسابين و السطرين التاليين :

- حساب رقم 302.020 السطر 027 « ناتج الرسم على الزيوت و الشحوم و تحضير الشحوم المستوردة ».».

- حساب رقم 500.019، السطر 018 « ناتج الرسم على الزيوت و الشحوم و تحضير الشحوم المستوردة».».

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذه التعليمية.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات

إمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم:

للتنفيذ:

- الخزينة الرئيسية
- خزائن الولايات،

للإعلام:

- مجلس المحاسبة،
- المفتشية العامة للمالية،
- مفتشية المصالح المحاسبية،
- المديرية العامة للجمارك،
- المديرية العامة للميزانية ،
- المديرية العامة للخزينة،
- مديرية التحديث و الضبط المحاسبي،
- وزارة الداخلية و الجماعات المحلية ،
- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة،
- المديريات الجهوية للخزينة.
- الخزينة المركزية

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم والتنفيذ

المحاسبي للميزانيات

تعليمية رقم 20 مؤرخة في 30/04/2013 المعدلة والمتممة لأحكام التعليمية رقم 15 المؤرخة في 18/06/2002 (المعدلة والمتممة)

الموضوع : سير حساب التخصيص الخاص رقم 302-103 المعنون: « صندوق ضبط الإيرادات ».

ال المرجع : القانون رقم 2000-02 المؤرخ في 27/06/2000 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2002، لاسيما المادة 10 منه.

- المرسوم التنفيذي رقم 67-02 المؤرخ في 04/06/2002 الذي يحدد كيفيات سير حساب التخصيص الخاص رقم 302-103

المعنون: « صندوق ضبط الإيرادات ».

- التعليمية رقم 15 المؤرخة في 18/06/2002.

- التعليمية رقم 44 المؤرخة في 20/12/2006.

تهدف هذه التعليمية إلى تعديل و تتمة أحكام التعليمية رقم 15 المؤرخة في 18/06/2002 التي تحدد الكيفيات العملية للتطبيق المحاسبي للنصوص المذكورة أعلاه.

I - أحكام عامة

..... (بدون تغيير).....

يأمر بصرف النفقات المخصومة في هذا الحساب المدير العام للخزينة بصفته مفوض من طرف وزير المالية.

II - أحكام محاسبية

تقيد الإيرادات:

..... (بدون تغيير).....

تقيد النفقات:

1 - في مجال تمويل جز الخزينة:

يمكن أن يتحمل الحساب رقم 302-103 عمليات التغطية للعجز المسجل في الخزينة دون أن يقل رصيد الصندوق عن 740 مليار دج.

تكون هذه العملية موضوع أمر بالصرف من طرف المديرية العامة للخزينة على الحساب رقم 302-103، مدعوم بقرار اقتطاع للوزير المكلف بالمالية، طبقاً للمادة 04 من القرار رقم 122 المؤرخ في 16 جوان 2002، مؤشر عليه من طرف المراقب المالي.

ينجر عن هذا الأمر بالصرف الكتابات المحاسبية التالية:

• على مستوى أمين الخزينة الرئيسي:

- خصوم حساب 302-103 " صندوق ضبط الإيرادات "

- أصول حساب 005-500 السطر 1 " إيرادات متفرقة للتحويل إلى المحاسبين الرئيسيين "

• على مستوى العون المحاسبي المركزي للخزينة:

عند استلام التحويل، يقوم العون المحاسبي المركزي للخزينة بقيد المبلغ المحوّل في حساب نتائج الخزينة ضمن الشروط التنظيمية المعتادة.

2 - في مجال تقليل الدين العمومي:

يتحمل الحساب رقم 302-303 (بدون تغيير)..... إلى غاية..... للدين العمومي.

تكون هذه العمليات موضوع أمر بالصرف كل ثلاثة أشهر كتسوية انطلاقا من الحساب رقم 302-303 من طرف المديرية العامة للخزينة على أساس بيان يقوم به العون المحاسبي المركزي للخزينة.

..... (بدون تغيير).....

III - أحكام متفرقة

للسماح بمتابعة الحساب رقم 302-303 يرسل أمين الخزينة الرئيسي شهريا إلى المديرية العامة للمحاسبة، المديرية العامة للخزينة و المديرية العامة للميزانية، وضعية مفصلة لهذا الحساب تظهر الإيرادات المسجلة، النفقات المسددة و الرصيد المتوفّر.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذه التعليمـة.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات
إمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم:

للتنفيذ:

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة.
- الخزينة الرئيسية.
- خزينة ولاية الجزائر.

للإعلام:

- مجلس المحاسبة.
- المفتشية العامة للمالية.
- مفتشية المصالح المحاسبية.
- المديرية العامة للميزانية.
- المديرية العامة للخزينة.
- المديريات الجهوية للخزينة.
- الخزينة المركزية.
- خزائن الولايات.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم والتنفيذ

المحاسبي للميزانيات

تعليمات رقم 21 مؤرخ في 2013/06/02

تصويب للتعليمات

رقم 10 المؤرخة في 2013 / 03 / 26

الموضوع : إقفال حساب التخصيص الخاص رقم 090-090-302 المعنون: « صندوق ترقية التكوين المهني المتواصل ».

عوض :

بعد توقيف الكتابات لنهاية السنة المالية 2013.

تقراً :

بعد توقيف الكتابات لنهاية السنة المالية 2012.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات

إمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم:

للتنفيذ:

- الخزينة الرئيسية.

للإعلام:

- مجلس المحاسبة.

- المفتشية العامة للمالية.

- مفتشية المصالح المحاسبية.

- المديرية العامة للميزانية.

- المديرية العامة للخزينة.

- وزارة التكوين والتعليم المهنيين (مديرية إدارة الوسائل).

- المديريات الجهوية للخزينة.

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة.

- الخزينة المركزية.

- خزان الولايات.

تعليق رقم 22 مؤرخة في 2013/06/06

الموضوع : سير حساب التخصيص الخاص رقم 138-302 المعنون: « صندوق مكافحة السرطان ».»

المرجع : القانون رقم 10-13 المؤرخ في 29/12/2010 المتضمن قانون المالية لسنة 2011، لاسيما المادة 79 منه.

- القانون رقم 11-16 المؤرخ في 28/12/2011 المتضمن قانون المالية لسنة 2012، لاسيما المواد 48 و 70 و 73 و 74 منه.

- المرسوم التنفيذي رقم 12-343 المؤرخ في 17/09/2012، يحدد كيفيات سير حساب التخصيص الخاص رقم 138-302 المعنون: « صندوق مكافحة السرطان ».»

I - أحكام عامة

أحدثت أحكام المادة 79 من القانون المشار إليه في المرجع المتضمن قانون المالية لسنة 2011، حساب التخصيص الخاص رقم 138-302 المعنون : " صندوق مكافحة السرطان ".

حدد المرسوم التنفيذي المذكور أعلاه والمأمور تطبيقاً لأحكام القانون السابق، كيفيات سير حساب التخصيص الخاص رقم 138-302 المسمى أعلاه.

تهدف هذه التعليمة إلى توضيح الكيفيات العملية للتطبيق المحاسبي للنصوص المذكورة أعلاه.

II - أحكام محاسبية

الحساب رقم 138 هو حساب تخصيص خاص ينقل رصيده من سنة إلى سنة.

يفتح هذا الحساب في مدونة حسابات الخزينة في المجموعة 3، الحساب العام 30، الفرع 2، ويظهر في الباب 9 من الوضعية الإحصائية العشرية، يبرر خصوصاً وأصولاً ويعمل في كتابات أمين الخزينة الرئيسية.

الامر بالصرف الرئيسي لهذا الحساب هو الوزير المكلف بالصحة.

يقيد هذا الحساب :

في باب الإيرادات :

مخصصات ميزانية الدولة،

الرسم الإضافي على حق مرور الكحول في حدود النسبة المحددة قانوناً،

حصة من ناتج الرسم الإضافي على المنتوجات التبغية،

حصة من ناتج الرسم على رقم أعمال معتملي الهاتف النقال،

الرسم على رقم أعمال مؤسسات إنتاج المشروبات الغازية و استيرادها في حدود النسبة المحددة قانوناً،

كل الإيرادات والمساهمات الأخرى المحتملة.

في باب النفقات :

عمليات التحسيس و الوقاية و الكشف المبكر عن مرض السرطان وعلاجه.

يحدد قرار مشترك للوزير المكلف بالمالية والوزير المكلف بالصحة مدوّنة الإيرادات والنفقات التي تقيد في هذا الحساب.

تحدد كيفيات متابعة و تقييم حساب التخصيص الخاص رقم 302-138 بموجب قرار مشترك للوزير المكلف بالمالية و الوزير المكلف بالصحة.

يتم إعداد برنامج عمل من طرف الامر بالصرف توضح فيه الأهداف المسطرة و كذا آجال الإنجاز.

يتم إنجاز العمليات المقيدة في الحساب رقم 302-138 طبقاً لأحكام القانون رقم 90-21 المؤرخ في 15/08/1990 المتعلق بالمحاسبة العمومية، المعدل والمتمم.

III - أحكام متفرقة

للسماح بمتابعة الحساب رقم 302-138 يرسل أمين الخزينة الرئيسية شهريا إلى المديرية العامة للمحاسبة، وزارة الصحة، المديرية العامة للخزينة و المديرية العامة للميزانية، وضعيّة مفصلة لهذا الحساب تظهر الإيرادات المسجلة، النفقات المسددة و الرصيد المتوفّر.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذه التعليمات.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات

إمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم:

للتنفيذ:

- الخزينة الرئيسية.

للإعلام:

- مجلس المحاسبة.

- المفتشية العامة للمالية.

- المديرية العامة للميزانية.

- المديرية العامة للخزينة.

- مفتشية المصالح المحاسبية.

- مديرية التحديث وضبط مقاييس المحاسبة.

- وزارة الصحة.

- المديريات الجهوية للخزينة.

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة.

- الخزينة المركزية.

- خزائن الولايات.

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم والتنفيذ

المحاسبي للميزانيات

تعليمـة رقم 23 المؤـرـخـة في 2013/06/30

تتمـمـ أـحـكـامـ التـعـلـيمـةـ رقمـ 11ـ المؤـرـخـةـ فيـ 2013/03/26ـ

المـوضـوـعـ : إـحـادـاثـ سـطـوـرـ ضـمـنـ الحـسـابـ رقمـ 201.005ـ «ـ نـوـاتـجـ الجـمـارـكـ»ـ.

المـرـجـعـ : التـعـلـيمـةـ رقمـ 11ـ المؤـرـخـةـ فيـ 26ـ مـارـسـ 2013ـ.

تـتمـمـ مـدـوـنـةـ سـطـوـرـ المـيـزـانـيـةـ لـلـحـسـابـ رقمـ 201.005ـ «ـ نـوـاتـجـ الجـمـارـكـ»ـ بـالـسـطـرـ أـدـنـاهـ:

الـسـطـرـ 62-05ـ : نـاـجـ الغـرـمـاتـ وـ المـصـادـرـاتـ (ـنـسـبـةـ الـخـزـينـةـ الـعـمـومـيـةـ)

تـبـقـىـ باـقـيـ أـحـكـامـ التـعـلـيمـةـ رقمـ 11ـ المؤـرـخـةـ فيـ 26ـ مـارـسـ 2013ـ بـدـوـنـ تـغـيـرـ.

أـطـلـبـ منـكـمـ السـهـرـ عـلـىـ تـطـبـيقـ أـحـكـامـ هـذـهـ التـعـلـيمـةـ.

مـديـرـ التـنـظـيمـ وـ التـنـفـيـذـ الـمـحـاسـبـيـ لـلـمـيـزـانـيـاتـ
إـمـضـاءـ:ـ السـيـدـ خـ.ـ لـخـضـارـيـ

المـرـسـلـ إـلـيـهـمـ :

لـلـتـنـفـيـذـ :

- قـاـبـضـاتـ الجـمـارـكـ

لـلـإـلـاعـامـ :

- مجلسـ المـحـاسـبـةـ

- المـفـتـشـيـةـ الـعـامـةـ لـلـمـالـيـةـ

- مـفـقـشـيـةـ الـمـصالـحـ الـمـحـاسـبـيـةـ

- المـدـيـرـيـةـ الـعـامـةـ لـلـخـزـينـةـ

- المـدـيـرـيـةـ الـعـامـةـ لـلـجـمـارـكـ

- المـدـيـرـيـةـ الـعـامـةـ لـلـمـيـزـانـيـةـ

- المـدـيـرـيـةـ الـعـامـةـ لـلـأـمـلـكـ الـوطـنـيـةـ

- المـدـيـرـيـاتـ الـجـهـوـيـةـ لـلـخـزـينـةـ

- الـوـكـالـةـ الـمـحـاسـبـيـةـ الـمـرـكـزـيـةـ لـلـخـزـينـةـ

- الـخـزـينـةـ الـمـرـكـزـيـةـ

- الـخـزـينـةـ الرـئـيـسـيـةـ

- خـزـائـنـ الـولـايـاتـ

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم والتنفيذ

المحاسبي للميزانيات

تعليمية رقم 24 مؤرخة في 30/07/2013

المتممة لأحكام التعليمية

رقم 10 المؤرخة في 20/08/1995

الموضوع : سير حساب التخصيص الخاص رقم 080-302 المعنون: « الصندوق الوطني لإعانت الصيد البحري الحرفي و تربية المائيات ». .

المراجع : الأمر رقم 03-94 المؤرخ في 31/12/1994، المتضمن قانون المالية لسنة 1995، لاسيما المادة 144 منه.

- القانون رقم 11-16 المؤرخ في 28/12/2011، المتضمن قانون المالية لسنة 2012، لاسيما المادة 83 منه.

- القانون رقم 12-12 المؤرخ في 26/12/2012، المتضمن قانون المالية لسنة 2013، لاسيما المادة 61 منه.

- المرسوم التنفيذي رقم 13-214 المؤرخ في 09/06/2013 ، يتم المرسوم التنفيذي رقم 95-173 المؤرخ في 24/06/1995 الذي يحدد كيفية سير حساب التخصيص الخاص رقم 080-302 المعنون: « الصندوق الوطني لإعانت الصيد البحري الحرفي و تربية المائيات ». .

- التعليمية رقم 10 المؤرخة في 20/08/1995.

تطبيقاً لأحكام المرسوم المذكور أعلاه يتم العنوان I من التعليمية رقم 10 المؤرخة في 20/08/1995، على النحو التالي:

في باب الإيرادات:

..... بدون تغيير.....

في باب النفقات:

الإعانات المقدمة لتنمية الصيد البحري و تربية المائيات و تطويره،

الإعانت المالية المقدمة للبحارة الصيادين خلال فترة الراحة البيولوجية وفقاً لما تنص عليه أحكام المادة 83 من القانون رقم 11-16 المؤرخ في 3 صفر عام 1433 الموافق 28 ديسمبر سنة 2011 و المذكور أعلاه، و الموجهة لدعم الصندوق و مساهماته في مجال النشاطات و العمليات الجماعية و التضامنية لمؤسسات الحماية الاجتماعية و التعاclusive لفائدة البحارة الصيادين.

تبقي باقي أحكام التعليمية رقم 10 المؤرخة في 20/08/1995 بدون تغيير.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذه التعليمية.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات

إمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم:

للتنفيذ:

- الخزينة الرئيسية.

للإعلام:

- مجلس المحاسبة.

- المفتشية العامة للمالية.

- المديرية العامة للميزانية.

- المديرية العامة للخزينة.

- مفتشية المصالح المحاسبية.

- مديرية التحديث و ضبط المقاييس المحاسبية.

- وزارة الصيد البحري و الموارد الصيدية.

- المديريات الجهوية للخزينة.

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة.

- الخزينة المركزية.

- خزائن الولايات.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم والتنفيذ

المحاسبي للميزانيات

تعليق رقم 25 مؤرخة في 2013/09/09

الموضوع : سير حساب التخصيص الخاص رقم 091-302 المعنون: "صندوق ترقية التمهين والتكوين المهني المتواصل".

المراجع : القانون رقم 02-97 المؤرخ في 31/12/1997 المتضمن قانون المالية لسنة 1998، لاسيما المادتان 86 و 87 منه.

- القانون رقم 12-12 المؤرخ في 26/12/2012 المتضمن قانون المالية لسنة 2013، لاسيما المادة 57 منه.

- المرسوم التنفيذي رقم 13-290 المؤرخ في 01/08/2013، يحدد كيفية سير حساب التخصيص الخاص رقم 091-302 المعنون: «صندوق ترقية التمهين والتكوين المهني المتواصل».

- التعليمة رقم 10 المؤرخة في 26/03/2013.

I - أحكام عامة

أعلنت أحكام المادة 57 من القانون المشار إليه في المراجع والمتضمن قانون المالية لسنة 2013، إقفال حساب التخصيص الخاص رقم 090-302 المعنون : «صندوق ترقية التكوين المهني المتواصل» وجمع عملياته ضمن حساب التخصيص الخاص رقم 091-302 الذي أصبح يعنون من هنا فصاعداً: «صندوق ترقية التمهين والتكوين المهني المتواصل».

حدد المرسوم التنفيذي المذكور أعلاه، المأمور تطبيقاً لأحكام المادة السالفة الذكر، كيفية سير حساب التخصيص الخاص رقم 091-302 المسماي أعلاه.

تهدف هذه التعليمة إلى توضيح الكيفيات العملية للتطبيق المحاسبي للنصوص المذكورة أعلاه.

II - أحكام محاسبية

الحساب رقم 302 هو حساب تخصيص خاص ينقل رصيده من سنة إلى سنة.

يفتح هذا الحساب في مدونة حسابات الخزينة في المجموعة 3، الحساب العام 30، الفرع 2، ويظهر في الباب 9 من الوضعية الإحصائية العشرية، يبرر خصوماً وأصولاً ويعمل في كتابات أمين الخزينة الرئيسية.

الامر بالصرف الرئيسي لهذا الحساب هو الوزير المكلف بالتكوين والتعليم المهنيين.

يقيد هذا الحساب :

في باب الإيرادات:

- امساحمات المحتملة للدولة و / أو الجماعات الإقليمية،

- عائدات رسوم التمهين،

- عائدات رسوم التكوين المهني المتواصل،

- إسهامات الصناديق الأخرى،

- الهبات والوصايا.

في باب النفقات:

- المساهمات أو الإعانات المخصصة للت�클يل بأعمال ترقية التكوين بواسطة التمهين،
- المساهمات أو الإعانات المخصصة للتکفل بأعمال ترقية التكوين المهني المتواصل،
- نفقات التسيير المرتبطة بتنفيذ برامج التكوين بواسطة التمهين،
- نفقات التسيير المرتبطة بتنفيذ برامج التكوين المهني المتواصل.

يحدد قرار مشترك للوزير المكلف بمالية والوزير المكلف بالتكوين والتعليم المهنيين مدونة الإيرادات والنفقات التي تقيد في هذا الحساب.

تحدد كيفيات متابعة وتقدير حساب التخصيص الخاص رقم 302-091 بموجب قرار مشترك للوزير المكلف بمالية والوزير المكلف بالتكوين والتعليم المهنيين.

يتم إعداد برنامج عمل من طرف الامر بالصرف توضح فيه الأهداف المسطرة و كذا آجال الإنجاز.

يتم إنجاز العمليات المقيدة في الحساب رقم 302-091 طبقاً لأحكام القانون رقم 90-21 المؤرخ في 15/08/1990 المتعلق بالمحاسبة العمومية، المعدل والمتمم.

III - أحكام متفرقة

للسماح بمتابعة الحساب رقم 302-091 يرسل أمين الخزينة الرئيسية شهرياً إلى المديرية العامة للمحاسبة، وزارة التكوين والتعليم المهنيين، المديرية العامة للخزينة والمديرية العامة للميزانية، وضعيّة مفصلة لهذا الحساب تظهر الإيرادات المسجلة، النفقات المسددة والرصيد المتوفّر.

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذه التعليمـة.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات
إمضاء: السيد خ. لخضاري

المُرسـل إلـيـهـم:

لـلـتـنـفـيـذـ:

- الخزينة الرئـيسـيةـ.

لـلـإـعـلـامـ:

- مجلس المحاسبة.

- المفتشـيةـ العـامـةـ لـلـمـالـيـةـ.

- المـديـرـيةـ العـامـةـ لـلـمـيزـانـيـةـ.

- المـديـرـيةـ العـامـةـ لـلـخـزـينـةـ.

- مـفـتـشـيـةـ الـمـصالـحـ الـمـحـاسـبـيـةـ.

- مدـيـرـيـةـ التـحـدـيـثـ وـضـبـطـ مـقـايـيسـ الـمـحـاسـبـةـ.

- وزـارـةـ التـكـوـينـ وـالـتـعـلـيمـ الـمـهـنيـينـ (مدـيـرـيـةـ إـدـارـةـ الـوـسـائـلـ).

- المـديـرـيـاتـ الـجـهـوـيـةـ لـلـخـزـينـةـ.

- الوـكـالـةـ الـمـحـاسـبـيـةـ الـمـركـزـيـةـ لـلـخـزـينـةـ.

- الخـزـينـةـ الـمـرـكـزـيـةـ.

- خـزـائـنـ الـوـلـاـيـاتـ.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم والتنفيذ

المحاسبي للميزانيات

التعليمية رقم 26 المؤرخة في 2013/09/18

الموضوع : مدونة الحساب رقم 006-201 «نواتج و مداخيل أملاك الدولة».

المراجع : إرسال رقم 4673 المؤرخ في 12/05/2013 للمديرية العامة للأملاك الوطنية

تهدف هذه التعليمية إلى تحديد مدونة الحساب رقم 006-201 «نواتج و مداخيل أملاك الدولة»

و التي يتمثل شكلها من الأن فصاعدا كما يلي:

العنوان	الأسطر
نواتج استغلال المناجم	10-06
نواتج استغلال المحاجر	11-06
نواتج تقطيع الخشب	20-06
نواتج حقوق الصيد في غابات الأملاك الوطنية	21-06
نواتج أخرى للغابات	22-06
نواتج مختلفة وغير متوقعة	23-06
عائدات الأملاك العمومية	30-06
عائدات أخرى من كل نوع	31-06
امتيازات المساكن	32-06
التصريف في الأشياء المنقولة	33-06
التصريف في العقارات	34-06
تركة بدون ورثة	35-06
الحطم والأملاك الشاغرة: مبالغ وقيم اكتسبتها الدولة عن طريق التقادم	36-06
تعويضات تخصيص عقارات الأملاك الوطنية	37-06
نواتج النازل عن الأملاك العقارية و المتاجر (القانون رقم 01-81 المؤرخ في 07/02/1981)	38-06
رسوم الشهر العقاري	39-06
إتاوات على إصدار المعلومات و الوثائق العقارية	40-06
إتاوة على الامتياز بحق الانتفاع بالأراضي الفلاحية	41-06
إتاوات الخبرات على المنقولات وغير المنقولات	42-06
تعويضات العقود الإدارية	43-06
صاريف التسيير	44-06
ناتج النازل من طرف الدولة على الأملاك، منقولات و عقارات التي تحوزها المؤسسات العمومية ذات الطابع الصناعي و التجاري (EPIC) عن طريق الانتفاع	58-06
ناتج الإتاوة المستحقة بعنوان الشهادة أو الترخيص الممنوح في إطار أنظمة استغلال الاتصالات السلكية واللاسلكية	64-06
حق الامتياز لاستغلال النقل الجوي	65-06
حق الامتياز لاستغلال النقل البحري	66-06
ناتج النازل عن الأملاك العقارية التي تملكها الدولة و الموضوعة لاستغلال قبل الأول جانفي 2004	67-06
إتاوة بعنوان حق الامتياز على الأراضي الفلاحية التابعة للأملاك الخاصة للدولة	68-06
ناتج الامتياز من طرف الدولة على الأملاك، منقولات و عقارات التي تحوزها المؤسسات العمومية ذات الطابع الصناعي و التجاري ((EPIC)) عن طريق الانتفاع	69-06
ناتج امتياز أراضي أملاك الدولة لفائدة المستثمرين	70-06

لا تظهر السطور المفتوحة كماهي في مدونة حسابات الخزينة وتقيد في السجلات المساعدة للمحاسبين العموميين.
من جهة أخرى فإن السطرين 41-06 م 58 ليس لهما محل و لكن سيظلان يعاملان بصفة مؤقتة و يحافظ عليهما ضمن هذه المدونة لأجل تسجيل العمليات القديمة التي لم يتم تصفيتها بعد والتي يواصل قابضو الأموال تحصيلها.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات
إمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم:

للتنفيذ:

- قباضات أموال الدولة

للإعلام:

- مجلس المحاسبة.

- المفتشية العامة للمالية.

- مفتشية المصالح المحاسبة

- المدرية العامة للأموال الوطنية

- المديرية العامة للخزينة.

- المديرية العامة للميزانية.

- المديرية العامة للضرائب

- مديرية الظبط و التحديث المحاسبي

- المديريات الجهوية للخزينة.

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة.

- الخزينة المركزية.

- الخزينة الرئيسية.

- خزائن الولايات.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم والتنفيذ

المحاسبي للميزانيات

تعليق رقم 27 مؤرخة في 18/09/2013

الموضوع : سير حساب التخصيص الخاص رقم 117-302 المعنون: « الصندوق الوطني لدعم القرض المصغر ». المرجع : الأمر رقم 05-05 المؤرخ في 25/07/2005 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2005، لاسيما المادة 24 منه.

- الأمر رقم 02-08 المؤرخ في 24/07/2008 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2008، لاسيما المادة 53 منه.

- القانون رقم 11-16 المؤرخ في 28/12/2011 المتضمن قانون المالية لسنة 2012، لاسيما المادة 86 منه.

- القانون رقم 12-12 المؤرخ في 26/12/2012 المتضمن قانون المالية لسنة 2013، لاسيما المادة 60 منه.

- المرسوم التنفيذي رقم 14-04 المؤرخ في 22/01/2004، المعدل، المتضمن إنشاء الوكالة الوطنية لتسهيل القرض المصغر وتحديد قانونها الأساسي.

- المرسوم التنفيذي رقم 13-175 المؤرخ في 29/04/2013 يعدل و يتمم المرسوم التنفيذي رقم 05-414 المؤرخ في 25/10/2005 الذي يحدد كيفيات سير حساب التخصيص الخاص رقم 117-302 المعنون: " الصندوق الوطني لدعم القرض المصغر ".

- التعليمة رقم 45 المؤرخة في 04/12/2005.

I - أحكام عامة

عدلت وتمت المواد 53 من الأمر رقم 02-08 المؤرخ في 24/07/2008، 86 من القانون رقم 11-16 المؤرخ في 28/12/2011 و 60 من القانون رقم 12-12 المؤرخ في 26/12/2012، المشار إليها أعلاه، أحكام المادة 24 من الأمر رقم 05-05 المؤرخ في 25/07/2005 المتضمن قانون المالية التكميلي لسنة 2005 التي أحدثت حساب التخصيص الخاص رقم 117-302 المعنون : " الصندوق الوطني لدعم القرض المصغر ".

تطبقا لأحكام المواد السابقة، عدل و تم المرسوم التنفيذي رقم 13-175 المؤرخ في 29/04/2013 المشار إليه أعلاه، أحكام المرسوم التنفيذي رقم 05-414 المؤرخ في 25/10/2005 الذي يحدد كيفيات سير حساب التخصيص الخاص رقم 117-302 المسمى أعلاه.

تهدف هذه التعليمة إلى توضيح الكيفيات العملية للتطبيق المحاسبي للنصوص المذكورة أعلاه.

II - أحكام محاسبية

الحساب رقم 117 هو حساب تخصيص خاص ينقل رصيده من سنة إلى سنة.

يفتح هذا الحساب في مدونة حسابات الخزينة في المجموعة 3، الحساب العام 30، الفرع 2، ويظهر في الباب 9 من الوضعية الإحصائية العشرية، يبرر خصوصاً وأصولاً ويعمل في كتابات أمين الخزينة الرئيسية.

الامر بالصرف الرئيسي لهذا الحساب هو الوزير المكلف بالتضامن الوطني.

يسند تسهيل هذا الحساب إلى الوكالة الوطنية لتسهيل القرض المصغر.

يقيـد هـذا الحـساب :
فـي بـاب الإـيرادـات:
تـخصـصـات مـيزـانـية الدـولـة.

حاـصل الرـسـوم النـوعـية المؤـسـسـة عن طـرـيق قـوـانـين المـالـية.
رصـيد حـسـاب الإـيـادـاع لـدى الخـزـينـة العمـومـية المـفـتوـح لـحسـاب الوـكـالـة الوـطـنـية لـتـسيـير القـرـض المصـغـر، تـطـيـقـا لـلـمـادـدة 28 من
المـرـسـوم التـنـفيـذـي رقم 14-04 المؤـرـخ في 22/01/2004 والمـذـكـور أـعـلاـه.

حاـصل تـسـديـدـات القـرـض بـدون فـوـائـد المـمـنـوحـة لـلـمواـطـنـين المـؤـهـلـين لـلـقـرـض الصـغـيرـة.
كل المـسـاوـارـد أو المـسـاـهـمـات الأـخـرى.

فـي بـاب النـفـقـات:

منـح القـرـض بـدون فـوـائـد لـصالـح المـواـطـنـين المـؤـهـلـين لـلـقـرـض المصـغـرـة بـعنـوان إـحدـاث نـشـاطـات باـقتـنـاء المـعـدـات الصـغـيرـة وـالـمـوـاد الأولـية
لـانـطـلـاقـ المـشـارـيعـ التي لا تـفـوقـ كـلـفـتها مـلـيـونـ (1.000.000) دـيـنـارـ وـالـمـخـصـصـة لـتـكـمـلـة مـسـتـوىـ المـسـاـهـمـاتـ الشـخـصـيـةـ المـطـلـوـبـةـ لـاستـيـفـاءـ
شـروـطـ الـاسـتـفـادـةـ منـ القـرـضـ البنـكـيـ.

منـح القـرـض بـدون فـوـائـد بـعنـوان شـرـاءـ المـوـاد الأولـيةـ التي لا تـجـاـوزـ كـلـفـتهاـ مـائـةـ أـلـفـ (100.000) دـيـنـارـ، وـقدـ تـصـلـ هـذـهـ الـكـلـفـةـ
إـلـىـ مـائـيـنـ وـخمـسـيـنـ أـلـفـ (250.000) دـيـنـارـ عـلـىـ مـسـتـوىـ ولـايـاتـ أـدـارـ وـبـشـارـ وـتـنـدوـفـ وـبـسـكـرـةـ وـالـوـادـيـ وـوـرـقـلـةـ وـغـرـدـاـيـةـ وـالـأـغـواـطـ وـ
إـلـيـزـيـ وـقـمـرـاستـ.

يـتـدـقـيـلـ مـشارـيعـ شـرـاءـ المـوـاد الأولـيةـ فيـ ولـايـاتـ الجنـوبـ المـذـكـورـةـ فيـ المـطـةـ أـعـلاـهـ، عـلـىـ فـتـرـةـ ثـلـاثـ سـنـوـاتـ (2012 وـ2013 وـ2014)،
تخـفـيـضـ نـسـبـ فـوـائـدـ القـرـضـ البنـكـيـ التيـ يـتـحـصـلـ عـلـيـهاـ المـواـطـنـينـ المـؤـهـلـينـ لـجـهـازـ القـرـضـ المصـغـرـ،
مـصـارـيفـ التـسـيـيرـ المـرـتـبـةـ بـتـنـفـيـذـ الـبـرـامـجـ وـالـأـعـمـالـ المـذـكـورـةـ أـعـلاـهـ، لـاسـيـماـ تـلـكـ المـتـصـلـةـ بـسـيـرـ الوـكـالـةـ الوـطـنـيةـ لـتـسـيـيرـ القـرـضـ
المـصـغـرـ.

يـحـددـ مـسـتـوىـ مـصـارـيفـ التـسـيـيرـ هـذـهـ اـبـتـداـءـ مـنـ أـوـلـ يـنـايـرـ سـنـةـ 2008ـ مـنـ الوـكـالـةـ الوـطـنـيةـ لـتـسـيـيرـ القـرـضـ المصـغـرـ.
يـحـددـ قـرـارـ مشـتـركـ لـلـوـزـيرـ المـكـلـفـ بـالـمـالـيـةـ وـالـوـزـيرـ المـكـلـفـ بـالـتـضـامـنـ الـوطـنـيـ مـدـوـنـةـ الإـيرـادـاتـ وـالـنـفـقـاتـ التيـ تـقـيـدـ فيـ حـسـابـ رقمـ 117-302ـ وـالـمـذـكـورـ أـعـلاـهـ.

تـحـددـ كـيـفـيـاتـ مـتـابـعـةـ وـتـقـيـيمـ حـسـابـ التـخـصـيـصـ الخـاصـ رقمـ 117-302ـ بـمـوجـبـ قـرـارـ مشـتـركـ لـلـوـزـيرـ المـكـلـفـ بـالـمـالـيـةـ وـالـوـزـيرـ المـكـلـفـ
بـالـتـضـامـنـ الـوطـنـيـ.

يـتـمـ إـعـدـادـ بـرـنـامـجـ عـمـلـ منـ طـرـفـ الـآـمـرـ بـالـصـرـفـ تـوضـحـ فـيـ الـآـهـافـ الـمـسـطـرـةـ وـكـذـاـ آـجـالـ إـنـجـازـ.
يـتـمـ إـنـجـازـ الـعـمـلـيـاتـ الـمـقـيـدةـ فيـ حـسـابـ رقمـ 117-302ـ طـبـقاـًـ لـأـحـكـامـ الـقـانـونـ رقمـ 90-21ـ المـؤـرـخـ فيـ 15/08/1990ـ
الـمـتـعلـقـ بـالـمـحـاسـبـةـ الـعـمـومـيـةـ، الـمـعـدـلـ وـالـمـتـمـمـ.

أـحـكـامـ مـتـفـرـقةـ

لـلـسـمـاحـ بـمـتـابـعـةـ حـسـابـ رقمـ 302-117ـ يـرـسلـ أـمـيـنـ الخـزـينـةـ الرـئـيـسـيـةـ شـهـرـياـ إـلـىـ المـديـرـيـةـ العـامـةـ لـلـمـحـاسـبـةـ، وزـارـةـ التـضـامـنـ
الـوطـنـيـ، المـديـرـيـةـ العـامـةـ لـلـخـزـينـةـ وـالمـديـرـيـةـ العـامـةـ لـلـمـيـزـانـيـةـ، وـضـعـيـةـ مـفـصـلـةـ لـهـذـاـ حـسـابـ تـظـهـرـ الإـيرـادـاتـ
الـمـسـجـلـةـ، النـفـقـاتـ الـمـسـدـدـةـ وـالـرـصـيدـ الـمـتـوفـرـ.

تـلـغـيـ أـحـكـامـ هـذـهـ التـعـلـيمـةـ أـحـكـامـ التـعـلـيمـةـ رقمـ 45ـ المـؤـرـخـةـ فيـ 04/12/2005ـ وـتـحلـ محلـهاـ.
أـطـلـبـ منـكـمـ السـهـرـ عـلـىـ تـطـيـقـ أـحـكـامـ هـذـهـ التـعـلـيمـةـ.

مـديـرـ التـنظـيمـ وـالـتـنـفـيـذـ الـمـحـاسـبـيـ لـلـمـيـزـانـيـاتـ
إـمـضاءـ: السـيـدـ خـ. لـخـضـاريـ

المرسل إليهم:

للتنفيذ:

الخزينة الرئيسية.

للإعلام:

- مجلس المحاسبة.

- المفتشية العامة للمالية.

- المديرية العامة للميزانية.

- المديرية العامة للخزينة.

- مفتشية المصالح المحاسبية.

- مديرية التحديث وضبط المقاييس المحاسبية.

- وزارة التضامن الوطني.

- المديريات الجهوية للخزينة.

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة.

- الخزينة المركزية.

- خزائن الولايات.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم والتنفيذ

المحاسبي للميزانيات

تعليمية رقم 28 المؤرخة في 2013/09/26

الموضوع : التسier المحاسبي والمالي للمدرسة الوطنية للجمارك.

إنشاء حساب فرعي رقم 128 ضمن الحساب رقم 402 003 « مؤسسات عمومية وطنية - المصالح المالية-».

المراجع : المرسوم التنفيذي رقم 12-202 المؤرخ في 06 ماي 2012 المتضمن إنشاء المدرسة الوطنية للجمارك وتنظيمها وسيرها :

- القرار رقم 101 المؤرخ في 25/09/2013 المتضمن تعيين أمين خزينة ولاية وهران بصفته عون محاسب لدى المدرسة الوطنية للجمارك.

I - أحكام عامة

أنشأ المرسوم التنفيذي رقم 12-202 المؤرخ في 06 ماي 2012 المشار اليه في المرجع، المدرسة الوطنية للجمارك.

تعد هذه المدرسة مؤسسة عمومية ذات طابع اداري تتمتع بالشخصية المعنوية والاستقلال المالي.

بموجب القرار رقم 101 المؤرخ في 25/09/2013 تم تعيين أمين خزينة ولاية وهران بصفته عون محاسب لدى هذه المدرسة.

II - أحكام محاسبية

بغرض تكين التقيد المحاسبي للعمليات المالية للمدرسة سالف الذكر، ينشأ ضمن مدونة حسابات الخزينة، ضمن الحساب رقم 402 003 « مؤسسات عمومية وطنية - المصالح المالية-»، حساب فرعي رقم 128 تحت عنوان « المدرسة الوطنية للجمارك ».

ينقسم هذا الحساب الفرعي إلى قسمين :

- 1281 : السنة المالية الجارية

- 1283 : عمليات خارج الميزانية.

يسجل الحساب الفرعي رقم 128 :

في باب الإيرادات:

- الإعانات التي تمنحها الدولة

- الهبات و الوصايا،

- الإيرادات المختلفة المتعلقة بنشاطات المدرسة،

- إعانات الهيئات الدولية.

في باب النفقات:

- نفقات التسيير،

- نفقات التجهيز،

أرجو منكم الحرص على تطبيق أحكام هذه التعليمية.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات

إمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- خزينة ولاية وهران.

للإعلام :

- مجلس المحاسبة.

- المفتشية العامة للمالية.

- المديرية العامة للجمارك.

- المدرسة الوطنية للجمارك.

- مفتشية المصالح المحاسبية.

- مديرية التحديث وضبط مقاييس المحاسبة.

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة.

- المديريات الجهوية للخزينة.

- الخزينة المركزية.

- الخزينة الرئيسية

- خزائن الولايات.

تعليق رقم 29 مؤرخة في 2013/09/26

الموضوع: إعادة ترتيب بنية حساب التخصيص الخاص رقم 069-302 المعنـون: "الـصـندـوقـ الخـاصـ بالـتضـامـنـ الوـطـنيـ".

المرجع: المرسوم التشريعـي رقم 93-01 المؤـرـخـ في 19/01/1993ـ المتـضـمـنـ قـانـونـ المـالـيـ لـسـنـةـ 1993ـ، لـاسـيـماـ المـادـةـ 136ـ منهـ.

- القانون رقم 22-03 المؤـرـخـ في 28/12/2003ـ المتـضـمـنـ قـانـونـ المـالـيـ لـسـنـةـ 2004ـ، لـاسـيـماـ المـادـةـ 61ـ منهـ.

- القانون رقم 21-04 المؤـرـخـ في 29/12/2004ـ المتـضـمـنـ قـانـونـ المـالـيـ لـسـنـةـ 2005ـ، لـاسـيـماـ المـادـةـ 79ـ منهـ.

- القانون رقم 09-09 المؤـرـخـ في 30/12/2009ـ المتـضـمـنـ قـانـونـ المـالـيـ لـسـنـةـ 2013ـ، لـاسـيـماـ المـادـةـ 43ـ منهـ.

- القانون رقم 11-16 المؤـرـخـ في 28/12/2011ـ المتـضـمـنـ قـانـونـ المـالـيـ لـسـنـةـ 2012ـ، لـاسـيـماـ المـادـةـ 87ـ منهـ.

- المرسوم الرئـاسيـ رقم 94-06ـ المؤـرـخـ في 28/02/2006ـ يـتعلـقـ بـإـعـانـةـ الدـولـةـ لـلـأـسـرـ المـحـرـومـةـ التـيـ اـبـتـلـيـتـ بـضـلـوـعـ أـحـدـ أـقـارـبـهـاـ فـيـ الإـرـهـابـ، لـاسـيـماـ المـادـةـ 31ـ منهـ.

- المرسوم الرئـاسيـ رقم 124-06ـ المؤـرـخـ في 27/03/2006ـ يـحدـدـ كـيـفـيـاتـ إـعـادـةـ إـدـمـاجـ أوـ تـعـوـيـضـ الـأـشـخـاصـ الـذـينـ كـانـواـ مـوـضـوعـ إـجـرـاءـاتـ إـدـارـيـةـ لـلـتـسـرـيـحـ مـنـ الـعـلـمـ بـسـبـبـ الـأـفـعـالـ الـمـتـصـلـةـ بـمـاـلـسـاـةـ الـوـطـنـيـةـ، لـاسـيـماـ المـادـةـ 17ـ منهـ.

- المرسوم التنفيذيـ رقم 230-03ـ المؤـرـخـ في 22/06/2003ـ يـعـدـلـ وـيـتـمـ المـرـسـومـ التـنـفـيـذـيـ رقم 94-310ـ المؤـرـخـ في 08/10/1994ـ وـالـمـتـعـلـقـ بـكـيـفـيـاتـ سـيـرـ حـسـابـ التـخـصـيـصـ الخـاصـ رقم 069-302ـ المعـنـونـ: "الـصـندـوقـ الخـاصـ بـلـلـتـضـامـنـ الوـطـنـيـ".

- المرسوم التنفيذيـ رقم 230-04ـ المؤـرـخـ في 04/08/2004ـ يـعـدـلـ وـيـتـمـ المـرـسـومـ التـنـفـيـذـيـ رقم 94-310ـ المؤـرـخـ في 08/10/1994ـ الـذـيـ يـحدـدـ كـيـفـيـاتـ سـيـرـ حـسـابـ التـخـصـيـصـ الخـاصـ رقم 069-302ـ الـذـيـ عـنـوـانـهـ: "الـصـندـوقـ الخـاصـ بـلـلـتـضـامـنـ الوـطـنـيـ"، الـمـعـدـلـ وـالـمـتـمـمـ.

- المرسوم التنفيذيـ رقم 133-05ـ المؤـرـخـ في 24/04/2005ـ يـعـدـلـ وـيـتـمـ المـرـسـومـ التـنـفـيـذـيـ رقم 94-310ـ المؤـرـخـ في 08/10/1994ـ وـالـمـتـعـلـقـ بـكـيـفـيـاتـ سـيـرـ حـسـابـ التـخـصـيـصـ الخـاصـ رقم 069-302ـ الـذـيـ عـنـوـانـهـ: "الـصـندـوقـ الخـاصـ بـلـلـتـضـامـنـ الوـطـنـيـ"، الـمـعـدـلـ وـالـمـتـمـمـ.

- التعـلـيـمـةـ رقم 16ـ المؤـرـخـةـ في 17/10/1995ـ.

أـحـدـثـ وـحـدـدـتـ أـحـكـامـ النـصـوصـ المـشـارـ إـلـيـهاـ فـيـ الـمـرـجـعـ كـيـفـيـاتـ عـلـمـ حـسـابـ التـخـصـيـصـ الخـاصـ رقم 069-302ـ المعـنـونـ: "الـصـندـوقـ الخـاصـ بـلـلـتـضـامـنـ الوـطـنـيـ".

تضـمـنـتـ المـادـةـ 43ـ منـ القـانـونـ رقم 09-09ـ المؤـرـخـ في 30/12/2009ـ المـذـكـورـ أـعـلاـهـ، تـخـصـيـصـ حـصـةـ وـاحـدـ (01)ـ دـجـ عنـ كـلـ رـزـمةـ أوـ عـلـبةـ أوـ كـيسـ، منـ الرـسـمـ الإـضـافـيـ عـلـىـ الـمـتـوـجـاتـ التـبـغـيـةـ لـفـائـدـةـ الـحـسـابـ رقم 069-302ـ.

أـمـاـ أحـكـامـ المـادـةـ 87ـ منـ القـانـونـ رقم 11-16ـ المؤـرـخـ في 28/12/2011ـ المـنـوـهـ عـنـهـ أـعـلاـهـ، فـقـدـ نـصـتـ عـلـىـ أـنـ يـتـمـ التـكـفـلـ عـلـىـ عـاقـقـ الـحـسـابـ رقم 069-302ـ بـنـقـلـ الـجـثـامـينـ معـ مـرـافقـ وـاحـدـ مـنـ وـإـلـىـ الـمـنـاطـقـ الـنـائـيـةـ بـدـاخـلـ الـبـلـادـ.

لـأـجـلـ هـذـاـ، يـعـادـ تـرـتـيـبـ بـنـيـةـ حـسـابـ التـخـصـيـصـ الخـاصـ رقم 069-302ـ عـلـىـ النـحـوـ التـالـيـ:

يـقـيـدـ فـيـ هـذـاـ الـحـسـابـ:

في باب الإِيرادات:

السطر 001:

50 % من منتج رسوم الطابع المتردج عن شهادات تأمين السيارات، (المرسوم التنفيذي رقم 230-03 المؤرخ في 22/06/2003)

800 دج من مبالغ رسوم الطابع على جوازات السفر، (المرسوم التنفيذي رقم 230-03 المؤرخ في 22/06/2003)

حاصل رسوم التضامن المؤسسة بموجب ترتيبات قوانين المالية، (المرسوم التنفيذي رقم 230-03 المؤرخ في 22/06/2003)

المتساهمات التطوعية لكل الأشخاص الطبيعيين والمعنوين، (المرسوم التنفيذي رقم 230-03 المؤرخ في 22/06/2003)

منتج الإيرادات الناتج عن مراجعة عملية التنازل عن الأملاك العقارية التي تمت بتجاوز للقواعد المحددة، (المرسوم التنفيذي رقم 230-03 المؤرخ في 22/06/2003)

١ دج عن كل رزمة أو علبة أو كيس، من الرسم الإضافي على المنتوجات التبغية. (المادة 43 من قانون المالية 2010)

السطر 002:

رقم 94-06 المؤرخ في 28/02/2006 تخصيصات بعنوان إعانة ممنوعة من طرف الدولة للأسر المحرومة التي ابتليت بضلوع أحد أقاربها في الإرهاب. (المادة 31 من المرسوم الرئاسي

السطر 003:

تحصيقات بعنوان تعويض الأشخاص الذين كانوا موضوع إجراءات إدارية للتسريح من العمل بسبب الأفعال المتصلة بالمسؤولية الوطنية. (المادة 17 من المرسوم الرئاسي رقم 06-124 المؤرخ في 27/03/2006)

في باب النفقات:

السطر 001:

المساعدة المالية التي تقدمها الدولة بعنوان التضامن الوطني، (المادة 61 من قانون المالية 2004 / المرسوم التنفيذي رقم 230-04 المؤرخ في 04/08/2004)

مساعدة الدولة عن طريق الجمعيات الخيرية والاجتماعية، (ملادة 79 من قانون المالية 2005 / المرسوم التنفيذي رقم 133-05 المؤرخ في 24/04/2005)

نقل الجثامين مع مرافق واحد من وإلى المناطق النائية بداخل البلاد. (المادة 87 من قانون المالية 2012)

السطر 002:

(إعانت الدولة للأسر المحرمة التي ابتليت بضلوع أحد أقاربها في الإرهاب. المادة 31 من المرسوم الرئاسي رقم 94-06 المؤرخ في 28/02/2006)

السطر 003:

تعويضات الأشخاص الذين كانوا موضوع إجراءات إدارية للتسریح من العمل بسبب الأفعال المتصلة بالمؤسسة الوطنية. (المادة 17 من المرسوم الرئاسي رقم 06-124 المؤرخ في 27/03/2006)

من جهة أخرى، يلغى السطران رقم 004 " تخصيصات بعنوان إعانة منمنوحة من طرف الدولة للأسر المحرومة التي ابنتهت بضلوع أحد أقاربها في الإرهاب " والسطر رقم 005 " تخصيصات بعنوان تعويض الأشخاص الذين كانوا موضوع إجراءات إدارية للتسريح من العمل بسبب الأفعال المتصلة بالمؤسسة الوطنية " من الحساب رقم 322-069 الذي عنوانه: " نفقات للتحويل لأمين الخزينة الرئيسي لحساب الصندوق الخاص بالتضامن الوطني ".

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذه التعليمات.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات

إمضاء: السد خ. لخضارى

المرسل إليهم:

للتنفيذ:

- الخزينة الرئيسية.

- خزائن الولايات.

للانعلام:

- مجلس المحاسبة.

- المفتشية العامة للمالية.

- المديرية العامة للميزانية.

- المديرية العامة للضرائب.

- المديرية العامة للخزينة.

- مفتشية المصالح المحاسبية.

- مديرية التحديث وضبط مقاييس المحاسبة.

- وزارة التضامن الوطني.

- المديريات الجهوية للخزينة.

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة.

- الخزينة المركزية.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم والتنفيذ

المحاسبي للميزانيات

تعلیمة رقم 30 المؤرخ في 20/11/2013

الموضوع : التسيير المحاسبي لجامعة البليدة 2.

إنشاء حساب فرعي رقم 70 ضمن الحساب رقم 402 001 «الولايات و مؤسسات الولايات - المصالح المالية-».

المراجع : و بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 13-162 المؤرخ في 15 أبريل 2013 المتضمن إنشاء جامعة البليدة 2.

- و بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 03-279 المؤرخ في 23 أوت 2003 المحدد لمهام الجامعة و القواعد الخاصة بتنظيمها و سيرها،
المعدل و المتمم.

- القرار رقم 105 المؤرخ في 04/11/2013 المتضمن تعيين أمين خزينة ولاية البليدة بصفته عون محاسب لدى جامعة البليدة 2.

I - أحكام عامة

بموجب المرسوم التنفيذي رقم 13-162 المؤرخ في 15 أبريل 2013 المشار إليه في المرجع، تم إنشاء جامعة البليدة 2.

جامعة البليدة 2 مؤسسة عمومية ذات طابع علمي و ثقافي و مهني، تتمتع بالشخصية المعنوية و الإستقلال المالي.

تم تعيين أمين خزينة ولاية البليدة بصفته عون محاسب لدى الجامعة السالفة ذكرها، بموجب القرار رقم 105 المؤرخ في 04/11/2013.

II - أحكام محاسبية

بغرض تكين التقييد المحاسبي للعمليات المالية لجامعة البليدة 2 ، ينشأ ضمن مدونة حسابات الخزينة، ضمن الحساب رقم 402 001 «الولايات و مؤسسات الولايات - المصالح المالية-»، حساب فرعي رقم 70 تحت عنوان «جامعة البليدة 2 »

ينقسم هذا الحساب الفرعي إلى قسمين :

- 701 : السنة المالية الجارية،

- 703 : عمليات خارج الميزانية.

يسجل الحساب الفرعي رقم 70 :

في باب الإيرادات :

- الإعانات التي تقدمها الدولة و الجماعات المحلية و المؤسسات أو الهيئات العمومية؛

- مساهمات الأشخاص المعنويين أو الطبيعيين في تمويل الجامعة؛

- الإعانات التي تقدمها المنظمات الدولية؛

- القروض والهبات و الوصايا؛

- المخصصات الاستثنائية؛

- الإيرادات المختلفة الناتجة عن النشاطات المرتبطة بهدف الجامعة.

في باب النفقات :

- نفقات سير رئاسة الجامعة و المصالح المشتركة;
- نفقات السير الخاصة بالكليات و المعاهد و الملحقات، إن وجدت;
- نفقات التجهيز;
- كل النفقات الأخرى الضرورية لتحقيق أهداف الجامعة.

أرجو منكم الحرص على تطبيق أحكام هذه التعليمية.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات
إمضاء: السيد خ. لخضاري

المرسل إليهم :

للتنفيذ :

- خزينة ولاية البليدة.

للإعلام :

- مجلس المحاسبة.

- المفتشية العامة للمالية.

- مفتشية المصالح المحاسبية.

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة.

- وزارة التعليم العالي و البحث العلمي.

- جامعة البليدة 2.

- مديرية التحديث و ضبط مقاييس المحاسبة.

- المديريات الجهوية للخزينة.

- الخزينة المركزية.

- الخزينة الرئيسية.

- خزائن الولايات.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION ET
DE L'EXÉCUTION COMPTABLE DES BUDGETS

وزارة المالية

المديرية العامة للمحاسبة

مديرية التنظيم والتنفيذ

المحاسبي للميزانيات

التعليمية رقم 31 المؤرخة في 2013/11/21

الموضوع : التعاون المالي الجزائري-البلجيكي.

- فتح أسطر ضمن الحسابين رقم 335-025 ورقم 432-103 .

المرجع : اتفاق قرض مصدق عليه يوم 29 ديسمبر 2003.

- اتفاق قرض مصدق عليه يوم 26 يونيو 2005.

- اتفاق قرض مصدق عليه يوم 09 يوليو 2006.

قصد السماح بتنفيذ العمليات الناجمة عن اتفاقيات القرض المبرمة بين الجزائر ومملكة بلجيكا في كتابات الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة، يفتح في مدونة حسابات الخزينة ضمن الحسابين رقم 335-025 ورقم 432-103 "قرض من المملكة البلجيكية" الأسطر التالية:

• السطر رقم 006 : "اتفاق 29 ديسمبر 2003".

• السطر رقم 007 : "اتفاق 26 يونيو 2005".

• السطر رقم 008 : "اتفاق 09 يوليو 2006".

أطلب منكم السهر على تطبيق أحكام هذه التعليمية.

مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات
إمضاء: السيد خ. لخضاري

المُرسل إليهم:

للتنفيذ:

- الوكالة المحاسبية المركزية للخزينة.

للإعلام:

- مجلس المحاسبة.

- المفتشية العامة للمالية.

- المديرية العامة للخزينة.

- المديرية العامة للميزانية.

- مفتشية المصالح المحاسبية.

- مديرية التحديث وضبط المقاييس المحاسبية.

- المديريات الجهوية للخزينة.

- الخزينة المركزية.

- الخزينة الرئيسية.

- خزائن الولايات.